

Notice annuelle

Financière Sun Life inc.
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Le 7 février 2024

Table des matières

	Notice annuelle	Rapport de gestion⁽¹⁾	États financiers consolidés et notes complémentaires⁽¹⁾
Structure de la Compagnie	3		
Évolution de l'entreprise	3	Section B	
Activités de la Sun Life	5	Section B	
Rendement financier		Section C	Notes 8-13
Investissements		Section I	Note 5
Gestion du risque		Section K	Note 6
Structure du capital	10	Section J	Note 20
Dividendes	13	Section J	Note 14
Notes	14	Section G	
Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres	16		
Administrateurs et membres de la haute direction	17		
Règles de conduite	20		
Honoraires et services des experts-comptables principaux	21		
Intérêts des experts	22		
Questions d'ordre réglementaire	22	Section B	
Facteurs de risque	37		
Procédures judiciaires et procédures engagées aux termes de la réglementation	56		
Renseignements supplémentaires	56		
Annexe A – Charte du comité d'audit	58		

⁽¹⁾ Tel qu'il est indiqué, certaines parties du rapport de gestion de la Compagnie ainsi que des états financiers consolidés de la Compagnie et de leurs notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont intégrées par renvoi dans la présente notice annuelle. Le rapport de gestion de 2023 (au sens donné à ce terme ci-après) et les états financiers consolidés de 2023 (au sens donné à ce terme ci-après) peuvent être consultés respectivement aux adresses www.sedarplus.ca et www.sec.gov.

Les termes définis indiqués ci-dessous sont utilisés dans le présent document.

Abréviation	Description	Abréviation	Description
BSIF	Bureau du surintendant des institutions financières du Canada	BSFI	Bureau du surintendant des institutions financières
Conseil	Le conseil d'administration de la FSL Inc.	SEC	Securities and Exchange Commission des États-Unis
FSL inc.	Financière Sun Life inc.	Sun Life	Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
IFRS	Normes internationales d'information financière	Surintendant	surintendant en vertu de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>
NAIC	National Association of Insurance Commissioners des États-Unis	TSAV	test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie

Présentation de l'information

Dans la présente notice annuelle, les termes « Sun Life », la « Compagnie », « nous », « notre » et « nos » désignent collectivement la FSL inc. et ses filiales consolidées ainsi que, le cas échéant, nos coentreprises et entités liées.

Sauf indication contraire, tous les renseignements contenus dans la présente notice annuelle sont présentés au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos à cette date, et les montants sont exprimés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux IFRS et aux exigences en matière de comptabilité du BSIF.

Documents intégrés par renvoi

Les documents suivants sont intégrés par renvoi à la présente notice annuelle et en font partie intégrante :

- (i) le rapport de gestion de la FSL inc. pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (notre « rapport de gestion de 2023 »);
- (ii) les états financiers consolidés de la FSL inc. et leurs notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (nos « états financiers consolidés de 2023 »).

Ces documents ont été déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et auprès de la SEC, et peuvent être consultés respectivement aux adresses www.sedarplus.ca et www.sec.gov.

Énoncés prospectifs

La Compagnie fait à l'occasion des énoncés, que ce soit par écrit ou verbalement, qui sont des énoncés prospectifs au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les dispositions relatives à l'exonération (*safe harbour*) de la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et de lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Certains des énoncés qui figurent dans la présente notice annuelle et dans les documents intégrés par renvoi aux présentes, y compris (i) les énoncés relatifs à nos stratégies, (ii) les énoncés qui sont de nature prévisionnelle, (iii) les énoncés dont la réalisation est tributaire ou qui font mention de conditions ou d'événements futurs, et (iv) les énoncés qui renferment des verbes et des termes comme « réaliser », « viser », « prévoir », « croire », « continuer », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « s'efforcer de », « cibler », « but », « objectif », « initiatives », « perspectives », « planifier », « potentiel », « projeter », « chercher à », « devoir », « ambition », « aspiration », « hypothèse », « stratégie », les formes futures et conditionnelles de ces verbes ainsi que d'autres expressions semblables, constituent des énoncés prospectifs. Entrent dans les énoncés prospectifs nos possibilités et hypothèses présentées relativement aux résultats d'exploitation futurs. Ces énoncés font état de nos attentes, de nos estimations et de nos prévisions actuelles en ce qui concerne les événements futurs et ne constituent pas des faits passés et ils peuvent être modifiés. Les énoncés prospectifs ne constituent pas une garantie des résultats futurs et comportent des risques et des incertitudes dont la portée est difficile à prévoir. Les résultats et la valeur pour les actionnaires futurs pourraient différer sensiblement de ceux qui sont présentés dans les énoncés prospectifs en raison, notamment, des facteurs traités dans la présente notice annuelle à la rubrique « Facteurs de risque » et dans notre rapport de gestion annuel à la rubrique « Énoncés prospectifs », ainsi que des facteurs décrits dans nos états financiers annuels et intermédiaires et dans d'autres documents déposés auprès des autorités canadiennes et américaines de réglementation des valeurs mobilières, qu'il est possible de consulter respectivement aux adresses www.sedarplus.ca et www.sec.gov.

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et estimations ainsi que nos attentes et prévisions soient inexactes et que les résultats ou événements réels diffèrent de façon significative de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont indiqués ci-après. La concrétisation de nos énoncés prospectifs dépend essentiellement de notre rendement, lequel est assujéti à son tour à bon nombre de risques. Les facteurs susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels et les résultats escomptés comprennent, notamment, les risques suivants : **les risques liés au marché** – liés au rendement des marchés boursiers; à la fluctuation ou à la volatilité des taux d'intérêt ou des écarts de taux ou de swap; aux placements immobiliers; aux fluctuations des taux de change; et à l'inflation; **les risques liés à l'assurance** – liés aux résultats techniques en matière de mortalité, aux résultats techniques en matière de morbidité et à la longévité; au comportement des titulaires de contrat; à la conception de produits et à l'établissement des prix; à l'incidence de dépenses futures plus élevées que prévu; et à la disponibilité, au coût et à l'efficacité

de la réassurance; **les risques de crédit** – liés aux émetteurs de titres détenus dans notre portefeuille de placements, aux débiteurs, aux titres structurés, aux réassureurs, aux contreparties, à d'autres institutions financières et à d'autres entités; **les risques d'ordre commercial et stratégique** – liés à la conjoncture économique mondiale et au contexte géopolitique mondial; à la mise en œuvre des stratégies commerciales; aux changements en matière de canaux de distribution ou de comportement des clients, y compris aux risques liés à la conduite commerciale des intermédiaires et des représentants; à l'incidence de la concurrence; au rendement de nos placements et des portefeuilles de placements qui sont gérés pour les clients, comme les fonds distincts et les fonds communs de placement; à l'évolution des tendances en matière de placement et des préférences des clients pour des produits qui sont différents de nos produits et stratégies de placement; aux modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris aux exigences en matière de capital et de fiscalité; à l'environnement ainsi qu'aux lois et aux règlements en matière environnementale; **les risques opérationnels** – liés aux atteintes à la sécurité informatique et à la protection des renseignements personnels et aux défaillances des systèmes informatiques, y compris aux cyberattaques; à notre capacité de recruter et de fidéliser des employés; à la conformité juridique et réglementaire, et aux pratiques commerciales, y compris à l'incidence des demandes de renseignements et des enquêtes réglementaires; à l'exécution et à l'intégration des fusions, des acquisitions et des placements et dessaisissements stratégiques; à notre infrastructure de technologie de l'information; à la défaillance de systèmes d'information et de la technologie Internet; à la dépendance à l'égard de relations avec des tiers, y compris aux contrats d'impartition; à la continuité des activités; aux erreurs de modélisation; à la gestion de l'information; **les risques liés à la liquidité** – la possibilité que nous soyons dans l'incapacité de financer la totalité de nos engagements en matière de flux de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance; et **les autres risques** – les changements touchant les normes comptables des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités; les risques liés à nos activités internationales, y compris nos coentreprises; aux conditions de marché ayant une incidence sur notre situation de capital ou sur notre capacité à mobiliser des fonds; à la révision à la baisse des notes de solidité financière ou des cotes de crédit et aux questions fiscales, y compris les estimations et les jugements utilisés dans le cadre du calcul des taxes et impôts.

La Compagnie ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ses énoncés prospectifs pour tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent document ou de la survenance d'événements imprévus, à moins que la loi ne l'exige.

Structure de la Compagnie

La FSL inc. a été constituée en société par actions sous le régime de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) (la « *Loi sur les sociétés d'assurances* ») le 5 août 1999 afin de devenir la société de portefeuille de la Sun Life dans le cadre de la démutualisation de la Sun Life.

La Sun Life a été constituée en 1865 en société d'assurance par actions et elle a par la suite été convertie en société d'assurance à forme mutuelle en 1962. Le 22 mars 2000, la Sun Life a mis en place un plan de démutualisation aux termes duquel elle est redevenue une société par actions aux termes de lettres patentes de transformation délivrées en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances*. Aux termes de ce plan de démutualisation, la Sun Life est devenue une filiale en propriété exclusive de la FSL inc.

Le siège social et bureau principal de la FSL inc. est situé au 1 York Street, Toronto (Ontario) M5J 0B6.

La FSL inc. exerce ses activités partout dans le monde par l'intermédiaire de filiales en exploitation, directes et indirectes, de coentreprises et d'entités liées. Les principales filiales de la FSL inc. figurent dans la liste des filiales incluse dans le rapport annuel de la FSL inc. et intégrée par renvoi dans les présentes. Cette liste comprend le pourcentage des actions comportant droit de vote appartenant à la FSL inc., directement ou indirectement, ainsi que l'endroit où ces sociétés sont constituées, prorogées, créées ou organisées. Le rapport annuel courant de la FSL inc. peut être consulté aux adresses www.sedarplus.ca, www.sec.gov et www.sunlife.com.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats financiers selon cinq secteurs d'activité : Gestion d'actif, Canada, États-Unis, Asie et Organisation internationale.

Évolution de l'entreprise

La Sun Life est une organisation de services financiers de premier plan à l'échelle internationale qui offre aux particuliers et aux institutions des solutions dans les domaines de la gestion d'actifs et de patrimoine, de l'assurance et de la santé. La Sun Life exerce ses activités dans un certain nombre de marchés à l'échelle internationale dont, entre autres, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande, Hong Kong, les Philippines, le Japon, l'Indonésie, l'Inde, la Chine, l'Australie, Singapour, le Vietnam, la Malaisie et les Bermudes. En date du 31 décembre 2023, la Sun Life avait des actifs gérés qui totalisaient 1,40 billion de dollars.

Historique sur les trois derniers exercices : acquisitions, cessions et autres réalisations

Nous évaluons continuellement nos activités et nos stratégies d'entreprise afin d'optimiser l'utilisation de notre capital et de maximiser la valeur pour les actionnaires. Nos principales acquisitions, cessions et autres réalisations au cours des trois derniers exercices dans nos secteurs d'activité sont résumées ci-après. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez la note 3 des états financiers consolidés de 2023 de la FSL inc.

Le 11 décembre 2023, nous avons annoncé que Manjit Singh, vice-président général et premier directeur financier de la Sun Life, sera le nouveau président de Sun Life Asie à compter du 18 mars 2024. Kevin Strain a été nommé président et membre du conseil, en date du 15 février 2021 et, dès le départ à la retraite de Dean Connor le 6 août 2021, a été nommé chef de la direction. Le 29 mars 2021, Manjit Singh a été nommé vice-président général et premier directeur financier. William Anderson a pris sa retraite à titre de président du conseil et de membre du conseil d'administration après l'assemblée annuelle de 2022 et Scott Powers lui a succédé à titre de président du conseil après le renouvellement de son mandat d'administrateur à cette assemblée.

Gestion d'actif

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition d'une participation majoritaire dans Advisors Asset Management, Inc. (« AAM »), une entreprise de distribution de détail indépendante qui occupe une position de chef de file aux États-Unis. AAM permet à Gestion SLC d'avoir accès à la distribution de détail aux États-Unis et de répondre à la demande croissante pour des actifs non traditionnels parmi les investisseurs fortunés américains. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2023.

Le 5 janvier 2021, nous avons conclu l'acquisition d'une participation majoritaire dans Crescent Capital Group LP (« Crescent »), un gestionnaire mondial de placements dans des titres de créance non traditionnels, soit les activités de placements dans des titres de créance non traditionnels de Gestion SLC. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2022.

Canada

Le 3 octobre 2023, nous avons achevé l'acquisition de Dialogue Technologies de la santé inc. (« Dialogue »), augmentant notre participation dans ses capitaux propres, qui passe de 23 % (en date de décembre 2021 à la suite d'un investissement supplémentaire dans Dialogue) à 95 %, pour un montant en espèces de 272 millions de dollars (pour les titres de capitaux propres qui ne sont pas actuellement détenus par la Sun Life ou qui ne font pas l'objet d'un roulement par certains membres de la direction de Dialogue). Dialogue est une plateforme canadienne de services de soins virtuels de santé et de bien-être ainsi qu'un fournisseur de services de télémédecine. Dialogue constitue une part de notre secteur d'activité au Canada. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2023.

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu la vente des activités des Marchés spéciaux de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie à la Compagnie d'assurance-vie Première du Canada (maintenant appelée Securian Canada). Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2023.

États-Unis

Le 1^{er} juin 2022, nous avons fait l'acquisition de DentaQuest Group, Inc. (« DentaQuest »), le deuxième fournisseur de soins dentaires en importance aux États-Unis selon le nombre d'adhérents. L'acquisition permet de faire avancer notre stratégie visant à devenir un chef de file en matière de santé et d'avantages sociaux aux États-Unis tout en contribuant aux bénéfices et aux activités axées sur les honoraires qui produisent un rendement des capitaux propres supérieur. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2022.

Le 1^{er} juillet 2021, nous avons conclu l'acquisition de Pinnacle Care International, Inc., un fournisseur de renseignements médico-sanitaires et de services de navigation en soins de santé aux États-Unis. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2022.

Asie

Le 14 septembre 2023, nous avons augmenté notre investissement stratégique dans Bowtie Life Insurance Company Limited, le premier assureur virtuel de Hong Kong.

À partir du 1^{er} juillet 2023, nous avons amorcé un partenariat de bancassurance exclusif de 15 ans à Hong Kong avec Dah Sing Bank (« Dah Sing »). Aux termes de ce partenariat, la Sun Life est le fournisseur exclusif de solutions en matière d'assurance-vie pour les clients de services bancaires au détail de Dah Sing, afin d'aider à répondre aux besoins de ceux-ci en fait d'épargne et de protection à différentes étapes de la vie. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2023.

Le 5 avril 2022, nous avons annoncé un renforcement de notre partenariat de bancassurance conclu entre PT Sun Life Financial Indonesia (« Sun Life Indonésie »), une filiale de la FSL inc., et PT Bank CIMB Niaga Tbk (« CIMB Niaga »). Aux termes de la nouvelle entente, Sun Life Indonésie devient le fournisseur de solutions d'assurance pour les clients de CIMB Niaga par l'intermédiaire de tous les canaux de distribution pour une durée de 15 ans à compter de janvier 2025 et notre relation d'affaires en place est prolongée d'une durée de six ans jusqu'en 2039. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2022.

En octobre 2021, nous avons réduit notre participation dans notre coentreprise de gestion d'actifs en Inde, Aditya Birla Sun Life AMC Limited, qui est passée de 49 % à 36,5 % au moyen d'un premier appel public à l'épargne.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2021, nous avons lancé un partenariat de bancassurance exclusif d'une durée de 15 ans avec Asia Commercial Joint Stock Bank, aux fins de la distribution exclusive de produits d'assurance-vie de Sun Life Vietnam Insurance Company Limited (la « Sun Life Vietnam »).

Royaume-Uni

Le 3 avril 2023, nous avons finalisé la vente de SLF of Canada UK Limited (« Sun Life Royaume-Uni ») à Phoenix Group Holdings plc (« Phoenix Group »). Nous avons conservé notre participation financière dans les activités de rentes immédiates de la Sun Life Royaume-Uni, qui sont passées du secteur d'activité Organisation internationale à celui des États-Unis. Dans le cadre de la vente, nous avons établi un partenariat à long terme pour devenir un partenaire stratégique de gestion d'actifs du Phoenix Group. À la suite de la vente, nous ne sommes plus assujettis au régime de réglementation des assurances ou des services financiers au Royaume-Uni. Pour plus d'information, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés de 2023.

Activités de la Sun Life

Des renseignements concernant nos activités et nos secteurs d'exploitation, notre stratégie, nos produits et nos modes de distribution, nos politiques de gestion des risques et nos activités de placement, sont compris dans le rapport de gestion de 2023 qui est intégré par renvoi dans la présente notice annuelle.

Le secteur mondial des services financiers continue d'évoluer en réaction aux tendances démographiques, économiques et technologiques. Les tendances spécifiques susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités comprennent :

Tendances démographiques

- Les changements démographiques majeurs dans les marchés développés incluent le vieillissement de la génération du baby-boom et la place grandissante occupée par les enfants du millénaire en tant que segment de clientèle. Les baby-boomers vieillissants intensifient la demande pour des solutions de retraite et de santé au fur et à mesure qu'ils prennent leur retraite, tandis que les milléniaux recherchent des solutions et des conseils financiers complets, y compris des produits de protection et de constitution de patrimoine pour se préparer aux grands événements de la vie.
- Le nombre de particuliers fortunés ainsi que le patrimoine qu'ils ont constitué continuent d'augmenter. Dans ce segment, l'Asie demeurera un moteur de croissance pour les particuliers fortunés alors que l'Amérique du Nord demeure le marché le plus important. Les opportunités existent pour les fournisseurs de services financiers alors que les particuliers fortunés recherchent des solutions pour assurer un transfert optimal de leur patrimoine aux générations futures. Les particuliers fortunés continueront d'affecter plus d'actifs à des solutions de rechange afin de produire un rendement, d'augmenter le rendement total et d'accroître la diversification. Les gestionnaires d'actifs non traditionnels font évoluer leurs capacités liées aux produits et en matière de distribution afin de répondre à cette demande croissante.
- La prospérité croissante en Asie entraîne la montée de la jeune classe moyenne dans de nombreux pays asiatiques. La croissance de la classe moyenne est attendue à long terme et l'élargissement de la classe moyenne stimulera la demande pour une grande variété de produits financiers, y compris les instruments d'assurance, d'épargne et de placement. L'éducation et les conseils financiers dans cette région sont d'autant plus importants que la littératie financière y est faible. Ces marchés ont de bas taux de pénétration et devraient se développer beaucoup plus rapidement que ceux des pays industrialisés. Dans certains marchés asiatiques, comme ceux de Hong Kong et de la Chine, le vieillissement de la population ouvre la voie à une demande croissante pour des solutions de retraite et de santé.
- Les consommateurs sont plus proactifs dans la gestion de leurs soins de santé physique et mentale et de leur mieux-être, ce qui accroît la demande pour des solutions accessibles et abordables dans leur parcours de santé. Il s'en est donc suivi une demande accrue pour des outils et des produits permettant de soutenir la santé mentale et le bien-être.
- Les consommateurs s'intéressent de plus en plus à la durabilité. Lorsqu'ils prennent leurs décisions en matière d'achat, de placement et d'emploi, ils recherchent de plus en plus des entreprises chefs de file en matière de durabilité, ce qui a donné lieu à une demande accrue pour des placements durables et a influencé la façon d'investir des sociétés dans le cadre de leur stratégie de placement.
- La recherche d'une plus grande transparence et l'importance accordée à l'obtention de la pleine valeur de l'argent dépensé dans des produits et des services, tels que les conseils financiers, ont contribué à une augmentation de la demande pour des produits de gestion d'actifs à faible coût, comme des fonds indiciels.
- La tendance des gouvernements et des employeurs de transférer la responsabilité qui leur incombait jadis aux particuliers se maintient, ce qui a créé une demande pour des solutions de protection, d'avantages sociaux collectifs et de retraite collective alors que les particuliers cherchent à combler les lacunes. Pour les aider à prendre certaines de ces décisions, les consommateurs recherchent des conseils financiers ainsi que de l'aide pour leur planification financière.
- La transformation de la nature du travail et la poursuite de la montée de l'économie à la demande dans laquelle l'emploi occupé est temporaire, contractuel ou fondé sur un projet sont l'occasion de fournir des solutions à des travailleurs qui se retrouvent sans soutien pour les besoins fondamentaux de la vie (soit l'épargne, les avantages sociaux et la protection).
- Les attentes des travailleurs évoluent aussi, les employés exigeant des offres plus globales, y compris un mode de travail hybride et souple et la mise de l'avant de la santé et du bien-être, des valeurs, d'un objectif commun et de la

culture d'entreprise. Les sociétés devront offrir une proposition de valeur unique pour pouvoir recruter et garder en poste des gens de grand talent. Parallèlement, la composition de la main-d'œuvre est en pleine transition : la génération Z représente une proportion plus importante de la main-d'œuvre et les baby-boomers prennent leur retraite. Les organisations doivent concentrer leurs efforts sur la préservation des connaissances institutionnelles et sur la mise en place des outils numériques nécessaires pour favoriser l'essor de la nouvelle main-d'œuvre.

Tendances économiques

- L'état de l'économie mondiale demeure précaire en raison des risques géopolitiques croissants, de l'inflation persistante et des taux d'intérêt élevés. L'activité économique demeure toujours en deçà des niveaux d'avant la pandémie et le rythme de la reprise sera modéré mais distinct d'un pays à l'autre.
- Une baisse progressive de l'inflation globale est prévue dans les années à venir par rapport à son apogée. Le pouvoir d'achat des particuliers et des entreprises reste limité et le risque de crédit augmente. De nombreuses entreprises puisent donc dans leurs réserves de liquidités alors que les bénéfices se modèrent et que les coûts de service de la dette demeurent élevés, ce qui pourrait réduire le capital disponible pour certaines institutions.
- Les taux d'inflation persistants et les taux d'intérêt élevés amènent un changement dans le sentiment des investisseurs ainsi que dans leurs stratégies. Bon nombre d'investisseurs se tournent vers des produits à revenu fixe traditionnels en raison des rendements élevés alors que d'autres recherchent une protection contre l'inflation au moyen de placements protégés contre l'inflation ou de solutions de rechange.
- La volatilité des marchés boursiers, qui peut être attribuée à plusieurs facteurs tels que la croissance économique, une augmentation de l'inflation et des variations des taux d'intérêt, peut entraîner des incidences sur les rentrées nettes et les actifs gérés pour les secteurs de la gestion d'actifs et de la gestion du patrimoine. En règle générale, lorsque les marchés boursiers mondiaux sont en baisse, les secteurs de la gestion d'actifs et de la gestion du patrimoine connaissent également des bénéfices moins importants.

Tendances technologiques

- L'adoption des technologies numériques se poursuit à un rythme rapide alors que les consommateurs passent de plus en plus de temps en ligne pour leurs besoins quotidiens (comme les interactions sociales, le magasinage et les services bancaires). L'augmentation de l'utilisation des téléphones cellulaires est un aspect particulièrement important de ce virage. Il est également important d'avoir des capacités omnicanaux pour pouvoir créer une expérience client cohérente dans tous les canaux et offrir des services aux clients dans le canal qu'ils préfèrent.
- La personnalisation accrue par l'utilisation et l'analyse de données permet aux sociétés de créer une expérience utilisateur numérique harmonieuse puisqu'elles sont en mesure de mieux communiquer avec leurs clients et de répondre à leurs besoins.
- L'IA générative est prête à redéfinir l'avenir des services financiers en permettant aux entreprises de personnaliser les produits en fonction du client, transformant ainsi l'expérience employé et l'expérience conseiller, et de réduire les coûts et d'optimiser les opérations existantes.
- Les consommateurs se soucient davantage de la protection et de l'utilisation de leurs données dans un contexte où les données recueillies et utilisées continuent d'augmenter tout comme le nombre d'atteintes à la sécurité des données, qui sont plus répandues. Le maintien du lien de confiance avec les consommateurs et la poursuite de leur engagement numérique passeront nécessairement par la prise en compte des inquiétudes et des attentes des clients à cet égard. L'adoption accrue de l'utilisation de l'IA nécessite également de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de la cybersécurité et de la gestion des risques.
- La volonté de rendre les services financiers plus transparents et plus accessibles a donné lieu à l'essor des cryptomonnaies, des contrats intelligents et de la finance décentralisée (« DeFi »). Les banques centrales et les institutions financières explorent l'utilisation de cryptomonnaies, ce qui pourrait perturber le secteur bancaire traditionnel. La demande accrue pour des produits de finance décentralisée peut intensifier la concurrence livrée par de nouveaux acteurs ou des acteurs déjà en place, qui proposeraient des produits plus accessibles au moyen de nouveaux circuits de distribution.
- Les entreprises ont accéléré l'utilisation de technologies numériques pour permettre le télétravail et le travail en mode hybride. Les entreprises pourraient miser davantage sur ces outils numériques et faire en sorte qu'une plus grande partie de leurs effectifs soient en télétravail. Le marché des immeubles commerciaux pourrait en ressentir les contrecoups à son tour.

Concurrence

Les marchés dans lesquels la Sun Life exerce des activités sont extrêmement concurrentiels. Nos principaux concurrents sont d'autres sociétés d'assurance, des banques, des gestionnaires d'actifs, des sociétés de fonds communs de placement, des planificateurs financiers, des sociétés de gestion des soins et d'autres fournisseurs de services financiers et de prestations. Souvent, la concurrence repose sur des facteurs comme le prix, la capacité d'offrir des produits et des services à valeur ajoutée, la solidité financière et la capacité de faire vivre à ses distributeurs et à ses clients l'expérience constante d'un service de première qualité, à la fois par le biais de canaux traditionnels et de canaux numériques novateurs.

L'évolution des exigences réglementaires, la volatilité économique, l'incertitude géopolitique croissante et l'évolution des besoins et des exigences des clients continuent d'exercer de la pression sur notre secteur d'activité, et ont forcé certains fournisseurs de produits d'assurance et de services financiers à revoir leur modèle d'affaires, à recentrer leurs activités ou, dans

certains cas, à cesser complètement d'exercer certaines activités, à céder un segment moins rentable de leurs activités ou encore à acquérir des entreprises affichant des potentiels de croissance plus intéressants.

Nous sommes confrontés à une concurrence accrue provenant de nouveaux arrivants sur le marché, y compris des fournisseurs de services non traditionnels comme des entreprises de technologies des assurances, de technologies de la santé et de technologie financière. L'accélération du numérique provoquée par la pandémie de COVID-19 a donné lieu à une augmentation de cette tendance et à une nouvelle augmentation de nouveaux arrivants sur le marché dont les modèles d'affaires numériques sont perturbateurs. De plus, les entreprises en place s'associent de plus en plus à des entreprises en démarrage pour créer de nouvelles manières innovatrices de livrer concurrence. Ces deux tendances pourraient remettre en question la pertinence des modèles d'affaires actuels d'assurance, de santé, de gestion d'actifs et de gestion du patrimoine. De plus, certaines grandes sociétés technologiques ont pénétré sélectivement les marchés des services financiers et des soins de santé en mettant à profit leur vaste clientèle, leurs solides capacités en matière d'expérience utilisateur, leurs vastes réservoirs de données ainsi que leurs écosystèmes numériques dont les services sont interconnectés. Compte tenu de ces tendances, la Sun Life continue d'explorer de nouveaux modèles d'affaires et de rechercher des partenariats stratégiques qui permettront de propulser nos entreprises.

Au Canada, le système bancaire ouvert émerge comme un éventuel perturbateur des banques et autres institutions financières. Dans le cadre d'un système bancaire ouvert, les clients d'une banque, d'une entreprise de technologie financière ou d'autres institutions financières pourraient demander à ce que leurs données personnelles soient transférées de façon sécuritaire à un fournisseur de services tiers autorisé, comme une entreprise de technologie financière, ou à une autre institution financière, ou demander de permettre à un tel fournisseur de services ou à une telle autre institution financière d'avoir accès à ces données. Le gouvernement fédéral compte déposer un projet de loi favorisant le développement général du système bancaire ouvert en 2024. Nous continuons d'évaluer l'incidence d'un tel système sur le paysage des services financiers et sur la Sun Life.

En plus de surveiller de près les facteurs susceptibles de perturber nos activités, nous nous adaptons sans cesse en investissant dans la technologie et dans des solutions avancées d'analyse de données, en mettant en place des services et des outils numériques et en élargissant notre offre de produits. Voici quelques exemples de nos démarches d'adaptation dans ces secteurs :

- Numérisation des interactions et des processus en place : fonctionnalité Web et mobile (par exemple, propositions d'assurance et demandes de règlement numériques); simplification des interactions virtuelles (par exemple, visioconférences et signatures électroniques); demandes d'adhésion aux régimes d'avantages sociaux aux États-Unis et pour les petites entreprises au Canada; distribution axée sur le numérique (par exemple, conseillers et bancassurance axés sur le numérique en Asie, et services numériques s'adressant directement aux consommateurs au Canada par l'intermédiaire de Prospr).
- Utilisation de données et de l'analyse de données pour des services personnalisés, prédictifs et proactifs : coach numérique Ella au Canada; Maxwell Health, un marché numérique des avantages sociaux aux États-Unis; modélisation prédictive pour le recrutement de conseillers et la fidélisation des clients en Asie.
- Élaboration de nouveaux modèles d'affaires : Lumino Santé, qui permet à tous les Canadiens d'utiliser un outil de recherche de fournisseurs de soins de santé et de découvrir des solutions de soins de santé innovatrices; collaboration avec des partenaires du secteur de la bancassurance en Asie pour proposer des ventes numériques; expansion de notre rôle dans l'écosystème des soins de santé aux États-Unis au moyen de l'acquisition de PinnacleCare.
- Création d'un écosystème de partenaires : placements et acquisitions stratégiques (par exemple, Dialogue, un fournisseur chef de file dans le domaine des services de télémédecine au Canada; Pillway, une pharmacie numérique multiservices axée sur la technologie; Bowtie, premier assureur en ligne seulement de Hong Kong); investissements dans des technologies pour se connecter aux partenaires et favoriser une croissance globale.

Les marchés dans lesquels nous exerçons des activités sont tous différents et à différents stades de leur développement :

- Au Canada, le secteur des services financiers est relativement mature et les trois plus importantes sociétés d'assurance-vie desservent plus de deux tiers des marchés canadiens d'assurance-vie et d'assurance collective. Dans le domaine de la gestion du patrimoine, nous rivalisons avec des banques à réseau et des courtiers en valeurs mobilières, et avec de nouveaux outils révolutionnaires, comme les « conseillers-robots » (*robo-advisor*). Dans le domaine de la santé, nous sommes confrontés à la concurrence des assureurs présents sur le marché, mais aussi à celle de concurrents indirects, car les entreprises cherchent des moyens de suppléer le système de santé public.
- Aux États-Unis, le plus important marché de l'assurance au monde, le secteur est plus fragmenté et se caractérise par la présence d'un grand nombre de concurrents. Nous nous mesurons à des participants très bien établis sur le marché des garanties collectives en ce qui a trait aux segments de l'assurance-vie et de l'invalidité, de l'assurance soins dentaires, de l'assurance soins de la vue, de l'assurance en excédent de pertes et de l'assurance facultative, lesquels segments comptent un certain nombre de concurrents. Dans le segment des produits d'assurance invalidité clés en main, nous faisons concurrence à un autre joueur important et la situation devrait demeurer stable.
- En Asie, les marchés de l'assurance-vie dans les pays où nous exerçons des activités continuent d'évoluer. Le potentiel de croissance pour le marché de l'assurance dans les marchés asiatiques avive la concurrence que se livrent les sociétés d'assurance locales et les sociétés d'assurance internationales. Nous constatons que les grandes sociétés d'assurance panasiatiques gagnent le plus rapidement du terrain et on observe des regroupements dans de nombreux marchés. De plus, certains marchés asiatiques dans lesquels nous exerçons nos activités sont dotés de restrictions touchant la propriété étrangère, ce qui pourrait restreindre notre capacité à exercer nos activités ou à croître dans ces marchés. En outre, les principaux concurrents du segment international de l'assurance-vie de clients fortunés (lequel, pour la Sun Life, est exploité par notre groupe d'affaires en Asie) livrent une concurrence de plus en plus vive.

- En ce qui a trait à la gestion d'actifs, malgré quelques regroupements, nous subissons une forte concurrence de la part d'un grand nombre de joueurs, notamment d'importants gestionnaires d'actifs mondiaux, de plus petits gestionnaires locaux spécialisés dans des créneaux ou produits particuliers, des banques multinationales et locales, ainsi que d'autres sociétés d'assurance. En outre, les investisseurs, tant les particuliers que les entreprises, semblent préférer les produits de placement passifs à coûts moindres, comme les fonds indiciels et les autres types de fonds négociés en bourse, ce qui réduit la portion de l'actif des investisseurs susceptible d'être affectée aux stratégies de placement actives. Par ailleurs, la demande des investisseurs institutionnels et des investisseurs fortunés pour les produits à revenu fixe, les placements guidés par le passif et les produits non traditionnels axés sur le rendement est de plus en plus ferme. Afin de répondre à la demande accrue pour des actifs non traditionnels, les gestionnaires d'actifs traditionnels acquièrent de plus en plus d'actifs non traditionnels, alors que les gestionnaires non traditionnels se concentrent davantage sur le marché de détail des clients fortunés.

Cycle saisonnier

Certaines de nos entreprises sont tributaires de facteurs saisonniers. Au Canada, les ventes de produits de placement montent en flèche au cours du premier trimestre de l'année en raison de la date limite de cotisation aux régimes enregistrés d'épargne-retraite. Au Canada et en Asie, le calendrier des campagnes de vente exerce également une influence sur les ventes des produits individuels. Aux États-Unis, le profil des ventes de nos produits d'assurance collective vie et maladie reflète en grande partie la période de renouvellement des régimes d'avantages sociaux des employés de nos clients qui sont des entreprises, période qui débute le 1^{er} janvier de chaque année pour bon nombre de ces régimes. Cette situation entraîne souvent une augmentation des ventes au cours du quatrième trimestre. En Inde, les ventes de produits d'assurance individuels grimpent habituellement au cours du premier trimestre de chaque année en raison de la planification fiscale faite par les clients. De façon générale, les facteurs saisonniers n'ont pas d'incidence importante sur la Sun Life.

Nombre d'employés

Au 31 décembre 2023, nous avons 30 941 employés équivalents temps plein à l'échelle de la Compagnie, sans tenir compte des coentreprises et des entités liées et du personnel temporaire.

Secteur d'activité	Nombre d'employés ⁽¹⁾
Canada	7 508
États-Unis	6 656
Gestion d'actifs	4 639
Asie	3 980
Organisation internationale ⁽²⁾	8 158

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2023, nous comptons environ 58 245 personnes au sein de nos activités, en incluant nos coentreprises et nos entités liées et notre personnel temporaire en Asie.

⁽²⁾ L'Organisation internationale comprend des employés qui apportent leur appui aux services d'entreprise.

Durabilité

En ce qui concerne la durabilité, nous avons pour ambition de maximiser notre impact positif et de garantir la résilience de notre organisation, en accord avec notre objectif d'aider nos clients à atteindre une sécurité financière durable et un mode de vie sain. Nous visons à créer un avantage concurrentiel et une différenciation pour notre entreprise en nous concentrant sur les domaines suivants de notre plan de durabilité :

Augmenter la sécurité financière : Nous aspirons à augmenter la sécurité financière du vivant de nos clients, employés et collectivités. Nous améliorons l'accès et l'utilisation en ce qui concerne les produits d'assurance et de patrimoine et nous responsabilisons et éduquons les particuliers afin qu'ils améliorent leurs résultats en matière de sécurité financière.

En 2023, nous avons continué de joindre et de mobiliser les gens partout dans le monde par le biais de la programmation, de l'innovation, de conseils et d'activités de défense des intérêts. Notre objectif est d'accroître leur sécurité financière, leur bien-être et leur résilience.

Favoriser un mode de vie sain : Nous aspirons à améliorer les résultats en matière de santé et de bien-être de nos clients, de nos employés et de nos communautés. Nous améliorons l'accès et l'utilisation de l'assurance-maladie et des soins de santé, et donnons aux gens les moyens de s'orienter et de gérer leur parcours de santé afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé. Nos investissements dans la santé communautaire complètent ces efforts.

En 2023, nous avons investi dans la technologie et formé des partenariats stratégiques pour aider nos clients à accéder aux soins de santé au moment et à l'endroit où ils en ont besoin. L'accès aux soins est également une question d'abordabilité et d'élimination des obstacles pour les communautés moins bien desservies. Nous avons augmenté le nombre de programmes qui contribuent à apporter des solutions abordables en matière de soins de santé et de soins dentaires aux personnes et aux familles à faible revenu.

Favoriser les placements durables : Nous aspirons à produire des rendements durables pour nos clients et à propulser la transition vers une économie inclusive, à faibles émissions de carbone. Nous gérons les actifs en nous appuyant sur des

processus de placement intégrant d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et proposons à nos clients des occasions de placements durables. De plus, nous investissons nos propres actifs de façon à soutenir une économie à faibles émissions de carbone et plus inclusive.

La Sun Life a progressé dans la réalisation de son objectif d'être un chef de file dans le domaine des placements durables en 2023. Nous avons bien avancé pour pouvoir atteindre notre objectif de réaliser de nouveaux placements durables atteignant 20 milliards de dollars entre 2021 et 2025 dans le fonds général et les placements de clients, qui sont gérés par Gestion SLC. Les placements comprennent notamment les projets visant l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, les bâtiments durables, le transport propre, la gestion de l'eau et les infrastructures sociales. Nous avons terminé 2022 avec des investissements de 14,2 milliards de dollars comptant pour la réalisation de cette cible et nous ferons part des progrès réalisés en 2023 dans notre rapport sur la durabilité publié chaque année, qui peut être consulté au www.sunlife.com/fr/sustainability en mars 2024.

Renforcer la résilience par rapport aux changements climatiques : Nous nous engageons à faire partie de la solution aux changements climatiques. Nous décarbonons nos activités et nous nous engageons avec nos parties prenantes à soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Une action climatique significative est essentielle pour atteindre notre objectif et garantir la résilience de notre entreprise.

La Sun Life a fixé l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 tant dans ses placements que dans ses activités. Pour nos activités, nous avons établi l'objectif intermédiaire d'une réduction absolue de 50 % des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2019, d'ici 2030⁽¹⁾. À titre de propriétaire d'actifs, la Sun Life projette d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 pour les placements dans son fonds général. Notre approche pour parvenir à la carboneutralité dans le fonds général met l'accent sur les catégories d'actifs pour lesquelles nous avons accès à des données de qualité, à des méthodologies de carboneutralité établies et pour lesquelles nous pensons pouvoir avoir l'effet réel le plus important sur la réduction des émissions. Nous utilisons la méthodologie de la partie A (émissions financées) du *Partnership for Carbon Accounting Financials* (« PCAF ») pour les catégories d'actifs pour lesquelles il existe des orientations sectorielles et pour lesquelles nous avons la capacité de faire des rapports. Se reporter au rapport « Zéro émission nette d'ici 2050 »⁽²⁾ de la Sun Life pour de plus amples renseignements et consulter les dernières mises à jour.

Notre plan de durabilité s'appuie sur notre volonté d'exercer nos activités en tant qu'**entreprise de confiance et responsable**. Nous aspirons à être une entreprise gérée de manière responsable, axée sur le client, compétitive, tournée vers l'avenir et durable à long terme.

Pour que notre entreprise soit résiliente et durable, la diversité et l'inclusion doivent servir de catalyseurs. En 2020, la Sun Life a renforcé son engagement en matière de diversité, d'équité et d'inclusion en prenant clairement position pour l'égalité, le changement social et la justice sociale afin de soutenir les communautés sous-représentées. La Sun Life continue de progresser vers l'atteinte de ses objectifs, soit une proportion de 25 % de membres d'ethnicités sous-représentées dans des postes de vice-président ou des postes supérieurs en Amérique du Nord, et la parité hommes-femmes dans des postes de vice-président ou des postes supérieurs à l'échelle mondiale, d'ici 2025. En 2021, nous sommes devenus la première grande société d'assurance à viser la certification du programme Progressive Aboriginal Relations (PAR)⁽³⁾, un programme du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone. En 2023, nous avons terminé la phase 2 du programme.

Nous appuyons plusieurs autres forums, réunions et discussions axés sur la durabilité et y participons avec diverses parties prenantes externes. La Sun Life a été classée par Corporate Knights, pour 2024, parmi les 100 sociétés les plus engagées en matière de développement durable au monde. Il s'agissait de la 15^e année de suite que la Sun Life figurait dans le classement. La Sun Life a également été ajoutée à l'indice de durabilité pour l'Amérique du Nord du Dow Jones (*Dow Jones Sustainability Index - North America*) et continue de faire partie de l'indice FTSE4Good.

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements au sujet de notre programme de durabilité, y compris notre dernier rapport sur la durabilité, sur notre site Web à l'adresse : www.sunlife.com/fr/sustainability. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur la communication de l'information liée au climat, inspirée des recommandations du Groupe de travail sur la communication de l'information financière liée au changement climatique, à la rubrique portant sur le risque environnemental et le risque social dans notre rapport de gestion de 2023. Pour en savoir plus sur notre engagement envers la promotion de la diversité et de l'inclusion, veuillez consulter notre site Web à l'adresse : www.sunlife.com/fr/about-us/diversity-and-inclusion.

⁽¹⁾ Les émissions provenant des bureaux et des centres de données à l'échelle mondiale ainsi que des voyages d'affaires, y compris les sociétés affiliées de la Sun Life qui sont détenues majoritairement. Toutes les émissions qui sont déclarées sont harmonisées avec la norme de déclaration et de comptabilisation pour les entreprises du protocole des GES en adoptant l'approche de contrôle financier.

⁽²⁾ Le rapport « Zéro émission nette d'ici 2050 » de la Sun Life est disponible à l'adresse suivante : <https://www.sunlife.com/fr/sustainability/data-and-reports/>

⁽³⁾ En concordance avec les critères établis par le programme Relations progressistes avec les autochtones (RPA) du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone.

Structure du capital

Généralités

Le capital-actions autorisé de la FSL inc. comprend un nombre illimité d'actions ordinaires, d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B, toutes sans valeur nominale.

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B peuvent être émises en séries, au gré du conseil de la FSL inc. Le conseil est autorisé à fixer le nombre d'actions, la contrepartie par action, la désignation des actions et les droits et restrictions rattachés aux actions de chaque série. Les porteurs d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B ne jouissent d'aucun droit de vote, à l'exception de ce qui est décrit ci-après et de ce qui est prévu par la loi. Des renseignements supplémentaires concernant la structure de notre capital figurent dans le rapport de gestion de 2023 de la FSL inc. à la rubrique « Gestion du capital et des liquidités » et aux notes 12 à 14 et à la note 20 des états financiers consolidés de 2023.

Actions ordinaires

Les actions ordinaires de la FSL inc. sont inscrites aux Bourses de Toronto, de New York et des Philippines, sous le symbole boursier « SLF ». Chaque action ordinaire donne droit à une voix aux assemblées des actionnaires de la FSL inc., à l'exception des assemblées auxquelles seuls les porteurs d'actions d'une autre catégorie ou série sont autorisés à voter de façon distincte.

Les actions ordinaires donnent le droit de recevoir les dividendes déclarés par le conseil, le cas échéant. Les dividendes doivent être déclarés et payés en montants égaux par action sur toutes les actions ordinaires, sous réserve des droits des porteurs des actions de catégorie A et des actions de catégorie B. Les porteurs d'actions ordinaires participeront à toute distribution de l'actif net de la FSL inc. au moment de sa liquidation, de sa dissolution ou de la cessation de ses activités, en montants égaux par action, sous réserve des droits des porteurs des actions de catégorie A et des actions de catégorie B. Les actions ordinaires ne sont assorties d'aucun droit préférentiel de souscription ni d'aucun droit de rachat, d'achat ou de conversion.

Actions de catégorie A

Les actions de catégorie A de chaque série ont un rang égal aux actions de catégorie A de chaque autre série pour ce qui est du versement des dividendes et du remboursement du capital au moment de la liquidation, de la dissolution ou de la cessation des activités de la FSL inc. Les actions de catégorie A confèrent un droit de préférence par rapport aux actions de catégorie B, aux actions ordinaires et à toute autre action de rang inférieur aux actions de catégorie A pour ce qui est du versement des dividendes et du remboursement du capital. Les droits et les restrictions spéciaux afférents aux actions de catégorie A en tant que catégorie ne peuvent être modifiés sans l'approbation qui peut alors être requise par la loi, sous réserve d'une exigence minimale d'approbation par un vote affirmatif d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions de catégorie A tenue à cette fin.

Le tableau qui suit présente des renseignements sur les actions de catégorie A émises et en circulation de la FSL inc. (les « actions privilégiées de catégorie A »). Ces actions privilégiées de catégorie A, sauf la série 14, sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX »).

Série	Nombre d'actions émises	Symbole boursier à la TSX	Dividende trimestriel (\$)	Date de rachat	Date du prospectus
Série 3	10 000 000	SLF.PR.C	0,278125	À tout moment	6 janvier 2006
Série 4	12 000 000	SLF.PR.D	0,278125	À tout moment	2 octobre 2006
Série 5	10 000 000	SLF.PR.E	0,28125	À tout moment	25 janvier 2007
Série 8R	6 217 331	SLF.PR.G	0,114063	30 juin 2025	13 mai 2010
Série 9QR	4 982 669	SLF.PR.J	Variable	30 juin 2025	13 mai 2010
Série 10R	6 838 672	SLF.PR.H	0,185438	30 septembre 2026	5 août 2011
Série 11QR	1 161 328	SLF.PR.K	Variable	30 septembre 2026	5 août 2011
Série 14	1 000 000	s.o.	s.o.	30 juin 2026	24 juin 2021

Les actions de chacune des séries d'actions privilégiées de catégorie A, sauf la série 14, ont été émises à 25 \$ l'action et les porteurs ont le droit de recevoir les dividendes trimestriels non cumulatifs qui sont présentés dans le tableau précédent. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, la FSL inc. peut racheter (i) les actions de séries 3, 4 ou 5 à tout moment; (ii) les actions de séries 8R, 9QR, 10R et 11QR à la date de rachat indiquée ci-dessus et chaque cinq ans par la suite au prix de 25 \$ l'action; et (iii) les actions de séries 9QR et 11QR à tout autre moment au prix de 25,50 \$ l'action, dans tous les cas, en totalité ou en partie. Les actions de série 14 ont été émises dans le cadre du placement de billets avec remboursement de capital à recours limité à 3,60 % de série 2021-1 (les « billets de série 2021-1 ») au prix de 1 000 \$ par action et sont détenues par une fiducie consolidée (la « fiducie à recours limité »), en tant qu'actifs de la fiducie relativement aux billets de série 2021-1. Les billets de série 2021-1 sont classés comme titres de capitaux propres dans les états financiers consolidés de 2023 de la FSL inc. En cas de non-paiement des intérêts ou du capital sur les billets de série 2021-1, à l'échéance, le recours dont disposera chaque

porteur de billets se limitera à réclamer sa quote-part des actifs détenus par la fiducie à recours limité, lesquels seront constitués des actions de série 14 (sauf dans certaines circonstances limitées). À ce moment-ci, le fiduciaire à recours limité, à titre de fiduciaire de la fiducie à recours limité, a renoncé à recevoir tout dividende sur les actions de série 14. Par conséquent, aucun dividende ne devrait être déclaré ni versé sur les actions de série 14 tant que ces actions seront détenues par la fiducie à recours limité. Des renseignements additionnels à l'égard de ces actions figurent dans la section portant sur les relations avec les investisseurs, à l'adresse www.sunlife.com, et dans le prospectus et le supplément de prospectus visant l'émission des actions, que l'on peut consulter à l'adresse www.sedarplus.ca.

Actions de catégorie B

Les actions de catégorie B de chaque série ont un rang égal aux actions de catégorie B de chaque autre série pour ce qui est du versement des dividendes et du remboursement du capital au moment de la liquidation, de la dissolution ou de la cessation des activités de la FSL inc. Les actions de catégorie B confèrent un droit de préférence par rapport aux actions ordinaires et à toute autre action de rang inférieur aux actions de catégorie B pour ce qui est du versement des dividendes et du remboursement du capital, mais elles sont subordonnées aux actions de catégorie A et à toute autre action de rang supérieur aux actions de catégorie B pour ce qui est du versement des dividendes et du remboursement du capital. Les droits et les restrictions spéciaux afférents aux actions de catégorie B en tant que catégorie ne peuvent être modifiés sans l'approbation qui peut alors être requise par la loi, sous réserve d'une exigence minimale d'approbation par un vote affirmatif d'au moins les deux tiers des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions de catégorie B tenue à cette fin. Aucune action de catégorie B n'a été émise.

Restrictions ayant trait aux actions

La *Loi sur les sociétés d'assurances* prévoit des restrictions sur l'achat ou autre forme d'acquisition, l'émission et le transfert des actions de la FSL inc. et de la Sun Life ainsi que sur l'exercice des droits de vote y afférents. Pour obtenir des renseignements sur ces restrictions, se reporter à la rubrique « Questions d'ordre réglementaire — Canada — Restrictions ayant trait à la propriété » de la présente notice annuelle.

Marché pour la négociation des titres

Les tableaux qui suivent présentent les fourchettes des cours et les volumes des opérations effectuées sur les actions ordinaires et les actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. à la TSX au cours de 2023.

	Actions ordinaires			Volume de négociation (en milliers)
	Prix (\$)			
	Haut	Bas	Clôture	
Janvier	66,86	62,69	66,86	30 988
Février	69,09	65,41	65,94	52 652
Mars	67,64	60,01	63,14	64 271
Avril	66,80	62,67	66,46	25 797
Mai	67,93	63,99	65,75	61 262
Juin	69,18	65,30	69,06	44 029
Juillet	70,11	66,53	69,40	28 331
Août	69,76	63,33	65,91	54 213
Septembre	68,60	65,30	66,27	36 006
Octobre	67,67	61,84	63,34	25 199
Novembre	70,17	63,15	68,52	46 125
Décembre	70,82	66,98	68,72	35 771

Actions privilégiées de catégorie A

Série 3				Série 4				
	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)
	Haut	Bas	Clôture		Haut	Bas	Clôture	
Janvier	20,40	18,32	20,2	198	20,32	18,10	20,15	171
Février	20,42	19,04	19,0	44	20,35	19,01	19,01	89
Mars	19,32	18,50	19,21	47	19,12	18,33	19,05	81
Avril	19,33	18,86	19,15	100	19,19	18,68	19,17	82
Mai	19,44	18,22	18,35	73	19,20	18,15	18,25	104
Juin	18,75	17,49	17,85	43	18,42	17,57	17,83	105
Juillet	18,08	17,64	17,84	64	18,02	17,61	17,82	104
Août	17,86	16,37	16,37	157	17,88	16,53	16,64	169
Septembre	17,55	16,70	16,89	68	17,36	16,63	16,76	101
Octobre	17,35	16,53	17,04	82	17,26	16,60	16,99	127
Novembre	18,65	17,13	18,41	209	19,00	16,89	18,35	121
Décembre	18,70	17,58	18,33	116	18,54	17,59	18,17	164

Série 5				Série 8R				
	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)
	Haut	Bas	Clôture		Haut	Bas	Clôture	
Janvier	20,55	18,27	20,31	85	13,70	12,84	13,59	276
Février	20,55	19,05	19,05	62	13,69	13,00	13,39	77
Mars	19,30	18,57	19,23	98	13,37	12,14	12,56	65
Avril	19,36	19,00	19,25	100	12,85	12,40	12,51	39
Mai	19,51	18,55	18,67	201	12,85	12,20	12,22	119
Juin	18,88	17,90	18,0	60	12,76	12,18	12,72	179
Juillet	18,31	17,85	17,99	92	13,02	12,72	13,02	140
Août	18,05	16,76	16,8	58	13,15	12,50	12,51	77
Septembre	17,61	16,72	16,96	79	13,25	12,20	13,21	110
Octobre	17,29	16,63	17,02	59	13,65	12,49	12,65	116
Novembre	18,80	17,15	18,55	122	14,80	12,50	14,29	153
Décembre	18,90	17,78	18,33	119	14,69	13,41	13,72	74

Série 9QR				Série 10R				
	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)	Prix (\$)			Volume de négociation (en milliers)
	Haut	Bas	Clôture		Haut	Bas	Clôture	
Janvier	16,09	15,00	15,49	37	16,25	15,11	15,85	17
Février	16,02	15,50	15,77	36	16,05	15,66	16,00	65
Mars	15,78	14,71	14,85	57	16,00	14,60	14,81	36
Avril	15,09	14,43	14,85	38	15,47	14,87	15,15	31
Mai	14,74	14,14	14,20	56	15,35	14,99	15,01	68
Juin	15,00	14,10	14,89	107	15,20	14,67	14,95	93
Juillet	15,68	14,65	15,33	87	15,53	14,62	15,40	28
Août	15,63	14,76	14,8	111	15,40	14,78	14,78	120
Septembre	14,75	14,00	14,70	89	15,45	14,56	15,40	62
Octobre	15,42	14,18	14,20	196	15,83	15,25	15,38	95
Novembre	15,88	14,19	15,75	76	18,33	15,38	18,32	180
Décembre	15,75	15,07	15,35	76	18,50	17,41	17,52	458

	Série 11QR			Volume de négociation (en milliers)
	Prix (\$)			
	Haut	Bas	Clôture	
Janvier	19,00	17,80	19,0	20
Février	20,09	19,00	20,0	3
Mars	20,26	19,01	19,01	18
Avril	19,10	19,00	19,0	7
Mai	19,30	18,90	18,9	3
Juin	19,10	18,90	19,10	—
Juillet	19,20	18,65	19,10	2
Août	19,85	19,10	19,10	1
Septembre	19,20	18,65	19,20	2
Octobre	19,75	19,20	19,35	5
Novembre	20,75	19,35	20,7	7
Décembre	21,56	20,54	20,5	4

Ventes de titres non inscrits à la cote officielle

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la FSL inc. a émis les titres suivants qui ne sont pas inscrits à la cote officielle :

Le 4 juillet 2023, la FSL inc. a émis des débetures non garanties subordonnées à taux fixe/variable de 5,50 % de série 2023-1 échéant en 2035 d'un capital de 500 millions de dollars.

Dividendes

Le montant de dividendes que la FSL inc. déclare et paie exige l'approbation du conseil de celle-ci et est tributaire de nos résultats d'exploitation, de notre situation financière, de nos besoins de liquidités, des restrictions liées à la réglementation et des restrictions contractuelles et d'autres facteurs dont le conseil tient compte.

Les dividendes déclarés par la FSL inc. au cours des trois derniers exercices clos le 31 décembre 2023 sont présentés dans le rapport de gestion de 2023 à la rubrique « Gestion du capital et des liquidités — Dividendes aux actionnaires », lequel rapport est intégré par renvoi dans la présente notice annuelle.

La *Loi sur les sociétés d'assurances* interdit la déclaration ou le versement de dividendes sur des actions d'une société d'assurance s'il existe des motifs raisonnables de croire que la société n'a pas, ou que le versement de dividendes ferait en sorte que la société n'aurait pas, de capital adéquat et de liquidités adéquates, ou par suite de toute directive formulée par le surintendant. La *Loi sur les sociétés d'assurances* exige également d'une société d'assurance qu'elle avise le surintendant de la déclaration d'un dividende au moins quinze jours avant la date de versement de dividendes.

En tant que société de portefeuille, la FSL inc. dépend principalement des fonds qu'elle reçoit de ses filiales pour verser des dividendes aux actionnaires, effectuer des versements d'intérêts et payer ses frais d'exploitation. Ces fonds proviennent principalement de dividendes et de remboursements du capital que la FSL inc. reçoit de ses filiales. L'incapacité éventuelle des filiales de la FSL inc. de lui verser des dividendes ou les sommes exigibles au titre du remboursement du capital dans l'avenir pourrait nuire de façon importante à la capacité de la FSL inc. de verser des dividendes aux actionnaires ou de faire face à ses obligations financières. Des renseignements supplémentaires sur les lois régissant la capacité des filiales de la FSL inc. au Canada, aux États-Unis et en Asie de payer des dividendes ou les sommes exigibles au titre du remboursement du capital sont présentés dans la présente notice annuelle, à la rubrique « Questions d'ordre réglementaire ».

La FSL inc. et la Sun Life ont chacune convenu que, si la Fiducie de capital Sun Life omet de payer à la date prévue les distributions sur les titres échangeables de la Fiducie de capital Sun Life (les « SLEECs ») en circulation qu'elle a émis, la Sun Life ne versera pas de dividendes sur ses actions privilégiées publiques, s'il y en a en circulation. Si aucune action privilégiée publique de la Sun Life n'est en circulation, la FSL inc. ne versera pas de dividendes sur ses actions privilégiées ou ordinaires jusqu'au douzième mois suivant l'omission par la Fiducie de payer intégralement les distributions exigibles, sauf si la Fiducie paie d'abord ces distributions aux porteurs de SLEECs. Le terme « actions privilégiées publiques » désigne les actions privilégiées émises par la Sun Life qui : a) ont été émises dans le public (ce qui exclut les actions privilégiées qui sont la propriété effective de sociétés affiliées de la Sun Life); b) sont inscrites à la cote d'une bourse reconnue; c) ont une valeur de rachat globale d'au moins 200 millions de dollars. À la date de la présente notice annuelle, la Sun Life n'a émis aucune action qui constituait une action privilégiée publique.

Les modalités des actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. en circulation prévoient que tant que la Sun Life est une filiale, aucun dividende ne peut être déclaré ou versé sur ces actions privilégiées si le ratio de capitalisation réglementaire minimal de la Sun Life passe sous le seuil applicable.

Notes

Les actions privilégiées de catégorie A, les débetures de premier rang non garanties et les débetures subordonnées non garanties de la FSL inc. se voient attribuer des notes par des agences de notation indépendantes. La note que les agences de notation accordent à un titre donné peut à tout moment faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par l'agence de notation applicable et ne constitue pas une recommandation ayant trait à l'achat, à la conservation ou à la vente du titre en question, car une telle note ne représente pas un jugement sur le cours du titre ni sur sa conformité aux besoins d'un investisseur donné. Les notes offrent aux investisseurs une évaluation indépendante de la qualité du crédit lié à des titres émis.

Le tableau ci-après présente les notes attribuées aux titres de la FSL inc. au 7 février 2024. Toutes les agences de notation ont attribué une tendance stable aux notes de solvabilité de la FSL inc.

Notes	A.M. Best ⁽¹⁾		DBRS ⁽²⁾		Fitch ⁽³⁾		S&P ⁽⁴⁾	
	Note	Rang	Note	Rang	Note	Rang	Note	Rang
Débetures non garanties subordonnées								
Séries 2007-1, 2019-1, 2020-1, 2020-2, 2021-1, 2021-2, 2021-3, 2022-1 et 2023-1	a-	7 de 21	A	6 de 26	A-	7 de 21	A	6 de 22
Billets avec remboursement de capital à recours limité :								
Série 2021-1	NN ⁽⁵⁾	-	A (bas)	7 de 26	BBB	9 de 21	A-	7 de 22
Actions privilégiées de catégorie A								3 de 18/
Séries 3 à 5, 8R, 9QR, 10R et 11QR	bbb+	8 de 21	Pfd-2 (élevé)	4 de 16	BBB	9 de 21	P-1(bas) /A- ⁽⁶⁾	5 de 20 ⁽⁶⁾

⁽¹⁾ A.M. Best Company, Inc.

⁽²⁾ DBRS Limited (Canada), qui fait partie du groupe de Morningstar DBRS, une filiale en propriété exclusive de Morningstar, Inc.

⁽³⁾ Fitch Ratings, Inc., qui fait partie du Groupe Fitch, est détenue majoritairement par Hearst. Nous ne participons pas au processus de notation de Fitch ni n'avons fourni à cette dernière des renseignements autres que ceux qui sont à la disposition du public.

⁽⁴⁾ S&P Global Inc. (NYSE : SPGI)

⁽⁵⁾ Non noté

⁽⁶⁾ Représente l'échelle de notation canadienne/l'échelle de notation mondiale pour les actions privilégiées

La FSL inc. a fait des paiements dans le cours normal à DBRS et à Standard & Poor's (« S&P ») relativement à l'attribution de notes aux titres de la FSL inc. De plus, la FSL inc. a fait des paiements habituels à A.M. Best, à DBRS et à S&P à l'égard de certains autres services qui lui ont été fournis par les agences de notation pertinentes au cours des deux derniers exercices.

Les descriptions des notes qui figurent ci-après proviennent de renseignements publics qui sont publiés par chaque agence de notation.

A.M. Best

La note de solvabilité d'A.M. Best constitue un avis quant à la qualité de crédit d'émissions qui tient compte de la capacité de respecter les modalités des obligations; cette note peut être attribuée à long ou à court terme. Une note de solvabilité attribuée à une émission en particulier reflète l'avis qu'A.M. Best s'est forgé relativement à la capacité de l'émetteur de satisfaire ses obligations financières continues envers les porteurs de titres à leur échéance. Une telle note constitue donc un avis concernant le risque de crédit futur relatif. Le risque de crédit correspond au risque qu'un émetteur de titres de créance ne respecte pas ses obligations financières contractuelles à leur échéance. La note ne traite d'aucun autre risque, que ce soit le risque de liquidité, le risque lié à la valeur marchande ou la volatilité du prix des obligations notées, entre autres.

A.M. Best attribue des notes de solvabilité à long terme sur une échelle de catégories de notation allant de « aaa » à « c ». Les notes allant de « aa » à « ccc » peuvent être accompagnées des modificateurs « + » (plus) ou « - » (moins) pour indiquer si la qualité de crédit se situe près de la limite supérieure ou inférieure d'une catégorie. L'absence des mentions « + » ou « - » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie.

La note « a- » a été attribuée aux débetures non garanties subordonnées de la FSL inc. Une note de « a » indique que la capacité de l'émetteur à respecter les modalités de l'obligation est excellente.

La note de « bbb+ » a été attribuée aux actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. Une note de « bbb » indique que la capacité de l'émetteur à respecter les modalités de l'obligation est bonne; toutefois, l'émission est plus susceptible de varier en fonction des conditions économiques ou autres.

DBRS

L'échelle de notation à long terme de DBRS constitue un avis sur le risque de défaut, soit le risque qu'un émetteur ne respecte pas ses obligations financières conformément aux modalités aux termes desquelles une obligation a été émise. Les notes se fondent sur des facteurs qualitatifs et quantitatifs pertinents pour l'émetteur et sur le classement relatif des créances. DBRS attribue des notes à long terme sur une échelle de notation allant de « AAA » à « D » et les mentions « (élevé) » et « (bas) »

indiquent la position dans les principales catégories de notes. L'absence des mentions « (élevé) » ou « (bas) » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie. Les notes « AAA » et « D » ne sont pas assorties des mentions « (élevé) » ou « (bas) ».

Les débetures subordonnées non garanties et les billets avec remboursement de capital à recours limité de la FSL inc. ont reçu, respectivement, la note « A » et la note « A (bas) ». La note « A » reflète une bonne qualité du crédit et est attribuée aux émissions lorsque la capacité de paiement des obligations financières est considérable. Cependant, la note « A » représente une qualité de crédit inférieure à la note « AA » et l'émission peut être exposée aux contrecoups d'événements futurs. Les facteurs négatifs sont toutefois considérés comme gérables.

DBRS attribue des notes aux actions privilégiées sur une échelle de notation allant de « Pfd-1 » à « D ». Les mentions « (élevé) » et « (bas) » indiquent la position dans les principales catégories de notes. L'absence des mentions « (élevé) » ou « (bas) » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie. La note « D » n'est pas assortie des mentions « (élevé) » ou « (bas) ». L'échelle de notation des actions privilégiées de DBRS est employée dans le marché des valeurs mobilières canadien et est conçue de manière à donner une indication du risque qu'un émetteur ne puisse pas s'acquitter intégralement de ses obligations conformément aux modalités d'émission des actions privilégiées connexes pour ce qui est de ses engagements à l'égard du capital et des dividendes. Les actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. ont reçu la note « Pfd-2 (élevé) », soit la deuxième note la plus élevée dans les catégories de notes utilisées par DBRS. Les actions privilégiées notées Pfd-2 ont généralement une bonne qualité de crédit. La protection des dividendes et du capital demeure importante, mais les bénéfices, le bilan et les ratios de couverture ne sont pas aussi solides que ceux des sociétés ayant reçu la note Pfd-1.

Fitch

La notation faite par Fitch de titres ou d'obligations financiers particuliers d'une société émettrice indique la vulnérabilité relative à un défaut sur une échelle ordinale.

Fitch attribue des notes à long terme aux actions privilégiées et aux titres de créance sur une échelle de notation allant de « AAA » à « C ». Les modificateurs « + » ou « - » peuvent être ajoutés à une note pour indiquer la position relative dans les principales catégories de notes. L'absence des mentions « + » ou « - » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie. La note « AAA » ou les notes inférieures à « CCC » ne sont pas assorties de ces mentions.

Fitch a attribué la note « A- » aux débetures non garanties subordonnées de la FSL inc. La note « A » indique que le risque de défaut est faible et que la capacité de paiement des engagements financiers est bonne. Cette capacité peut toutefois être plus touchée dans des conditions commerciales et économiques défavorables que dans le cas des notes plus élevées. Fitch a attribué la note « BBB » aux billets avec remboursement de capital à recours limité et aux actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. La note « BBB » indique que le risque de défaut est actuellement faible et que la capacité de remboursement des engagements financiers est considérée comme adéquate, mais qu'il est plus probable que des conditions commerciales ou économiques défavorables aient une incidence défavorable sur cette capacité.

Standard & Poor's

La note que S&P attribue à une émission de titres constitue un avis prospectif sur la solvabilité d'un débiteur en ce qui a trait à une obligation financière donnée. Cet avis exprime le point de vue de S&P quant au pouvoir et à la volonté du débiteur de remplir ses engagements financiers à leur échéance et peut rendre compte de l'évaluation des modalités, comme la sûreté et le rang de subordination, qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur le remboursement ultime en cas de défaut.

Les notes à long terme attribuées par S&P à des titres sont fondées, à différents niveaux, sur l'analyse que fait S&P des éléments qui suivent :

- la probabilité de paiement, soit la capacité de paiement et la volonté du débiteur de respecter ses engagements financiers à l'égard d'une obligation conformément aux modalités de celle-ci;
- la nature et les dispositions de l'obligation et de la promesse qualifiées par S&P;
- la protection conférée par l'obligation en cas de faillite, de réorganisation ou d'un autre arrangement en vertu des lois sur la faillite et d'autres lois visant les droits des créanciers, et le rang relatif de l'obligation advenant l'un de ces événements.

Ces notes constituent une évaluation du risque de défaut, mais peuvent comprendre une évaluation du rang relatif ou du recouvrement final en cas de défaut. Les obligations de rang inférieur ont généralement une note inférieure aux obligations de premier rang afin d'indiquer leur priorité inférieure en cas de faillite.

S&P attribue des notes à long terme sur une échelle allant de « AAA » à « D ». Les notes allant de « AA » à « CCC » peuvent être modifiées par l'ajout de la mention « + » (plus) ou « - » (moins) pour indiquer la position relative occupée dans les principales catégories de notes. L'absence des mentions « + » ou « - » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie.

S&P a respectivement attribué les notes « A » et « A- » aux débetures non garanties subordonnées et aux billets avec remboursement de capital à recours limité de la FSL inc. La catégorie de notes « A » indique que la capacité du débiteur de respecter ses engagements financiers à l'égard de l'obligation est bonne.

S&P a une échelle de notation canadienne et une échelle de notation mondiale pour les actions privilégiées. S&P attribue des notes aux actions privilégiées canadiennes sur une échelle de notation allant de « P-1 » à « D » pour l'échelle de notation

canadienne et allant de « AA » à « D » pour l'échelle de notation mondiale. S&P utilise les mentions « (élevé) » et « (bas) » pour indiquer la position dans les principales catégories de notes de l'échelle de notation canadienne et les mentions « plus » ou « moins » pour indiquer la position relative des titres dans une catégorie de notes particulière de l'échelle de notation mondiale. L'absence des mentions « (élevé) » ou « (bas) » ou des mentions « plus » ou « moins » indique que la note se trouve au milieu de la catégorie. Il n'y a pas de mention « plus » ou « moins » ni de mention « (élevé) » ou « (bas) » pour les catégories de notes inférieures à P-5/CCC; il n'y a pas non plus de mention « plus » ajoutée à la note « AA ».

Une note attribuée par S&P aux actions privilégiées en fonction de l'échelle canadienne constitue un avis prospectif à propos de la solvabilité d'un débiteur à l'égard d'une action privilégiée donnée émise sur le marché canadien, par rapport à celle rattachée aux actions privilégiées émises par d'autres émetteurs sur le marché canadien. Il existe un lien direct entre les notes spécifiques attribuées sur l'échelle de notation canadienne pour les actions privilégiées et les divers niveaux de notation sur l'échelle de notation mondiale des titres de créance de S&P. Lorsqu'elle attribue les notes d'un émetteur en particulier, S&P présente la note attribuée aux actions privilégiées de l'émetteur à la fois sur l'échelle de notation mondiale et l'échelle nationale canadienne.

S&P a attribué la note « P-1 (bas) » aux actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. sur l'échelle de notation canadienne, ce qui correspond à une note « A- » sur l'échelle de notation mondiale. La note « A » signifie que la capacité du débiteur à respecter ses engagements financiers à l'égard de l'obligation est solide.

Agents des transferts et agents chargés de la tenue des registres

Actions ordinaires

Compagnie Trust TSX est le principal agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les actions ordinaires de la FSL inc. Le registre central des valeurs mobilières est tenu à Toronto (Ontario), au Canada. L'agent des transferts et les coagents des transferts pour les actions ordinaires de la FSL inc. sont les suivants (en regard de leur territoire applicable) :

Agent des transferts	
Canada	Compagnie Trust TSX 301 – 100 Adelaide Street West Toronto (Ontario) Canada M5H 4H1
Coagents des transferts	
États-Unis	Equiniti Trust Company, LLC PO Box 860 Newark, NJ 07101 États-Unis
Royaume-Uni	Link Group Central Square 29 Wellington Street Leeds LS1 4DL Royaume-Uni
Philippines	Rizal Commercial Banking Corporation RCBC Stock Transfer Processing Section Ground Floor, West Wing GPL (Grepalife) Building 221 Senator Gil Puyat Avenue Makati City, Philippines
Hong Kong	Computershare Hong Kong Investor Services Limited 17 th Floor, Hopewell Centre 183 Queen's Road East Wanchai, Hong Kong

Actions privilégiées et débentures

Compagnie Trust TSX est l'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres pour les actions privilégiées de catégorie A de la FSL inc. et Compagnie Trust BNY du Canada est le fiduciaire et l'agent chargé de la tenue des registres pour les débentures non garanties de premier rang et les débentures non garanties subordonnées, séries 2007-1 2019-1, 2020-1, 2020-2, 2021-1, 2021-2, 2021-3, 2022-1 et 2023-1 de la FSL inc. Société de fiducie Computershare du Canada est le fiduciaire et l'agent chargé de la tenue des registres pour les billets avec remboursement de capital à recours limité de la FSL inc. Les registres de ces titres sont conservés à Toronto (Ontario), au Canada.

Administrateurs et membres de la haute direction

Conseil d'administration

En date de la présente notice annuelle, il existait quatre comités permanents du conseil de la FSL inc. : le comité d'audit, le comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité, le comité de planification de la direction et le comité des risques.

Le tableau qui suit présente les noms des administrateurs de la FSL inc., leur lieu de résidence, la fonction principale qu'ils occupent, l'année durant laquelle ils sont devenus administrateurs, ainsi que les comités du conseil auxquels ils siègent à la date de la présente notice annuelle. Le mandat des administrateurs se termine dès la fin de l'assemblée annuelle de 2024. Chaque administrateur de la FSL inc. est un administrateur indépendant, au sens donné à ce terme dans la politique d'indépendance des administrateurs de la Compagnie, à l'exception de M. Strain, qui est le président et chef de la direction de la FSL inc.

Nom et province/État et pays de résidence	Fonction principale	Administrateur depuis	Comités auxquels siège l'administrateur
Deepak Chopra Ontario, Canada	Administrateur de sociétés	2021	Audit Gouvernance, placements et durabilité
Stephanie L. Coyles Ontario, Canada	Administratrice de sociétés	2017	Gouvernance, placements et durabilité Planification de la direction
Ashok K. Gupta Londres, Angleterre	Administrateur de sociétés	2018	Planification de la direction Risques
M. Marianne Harris Ontario, Canada	Administratrice de sociétés	2013	Audit Gouvernance, placements et durabilité
David H. Y. Ho Shenzhen, Chine	Président du conseil et fondateur, Kiina Investment Limited	2021	Gouvernance, placements et durabilité Planification de la direction
Laurie G. Hylton Massachusetts, États-Unis	Administratrice de sociétés	2022	Audit Risques
Helen M. Mallovy Hicks Ontario, Canada	Administratrice de sociétés	2021	Audit Risques
Marie-Lucie Morin Ontario, Canada	Administratrice de sociétés	2021	Planification de la direction Risques
Joseph M. Natale Ontario, Canada	Administrateur de sociétés	2023	Planification de la direction Risques
Scott F. Powers Massachusetts, États-Unis	Président du conseil, FSL inc. et Sun Life	2015	Aucun
Kevin D. Strain Ontario, Canada	Président et chef de la direction, FSL inc. et Sun Life	2021	Aucun
Barbara G. Stymiest Ontario, Canada	Administratrice de sociétés	2012	Audit Risques

Chacun des administrateurs de la FSL inc. exerce depuis plus de cinq ans sa fonction principale actuelle ou d'autres fonctions auprès de la société ou de l'organisme indiqué ci-dessus (ou d'une société ou d'un organisme absorbé), à l'exception de :

- (i) M^{me} Mallovy Hicks, qui a occupé divers postes de haute direction au sein de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. de 1999 à 2021, dont, plus récemment, celui de leader mondiale, Évaluation d'entreprises;
- (ii) M. Ho, qui était président du conseil et associé fondateur de CRU Capital, de 2017 à 2019;
- (iii) M^{me} Hylton, qui occupait divers postes de haute direction auprès de Eaton Vance Corp. de 1994 à 2021, dont, plus récemment, celui de chef des finances; et
- (iv) M. Natale, qui était président et chef de la direction de Rogers Communications Inc., de 2017 à 2021.

Comité d'audit

Les responsabilités du comité d'audit sont présentées dans sa charte qui est reproduite à l'**Error! Reference source not found.** des présentes. Le conseil a déterminé que chacun des membres de son comité d'audit est indépendant, au sens où l'entend la politique d'indépendance des administrateurs de la Compagnie, et possède des compétences financières. De l'appréciation du conseil, un membre du comité possède des compétences financières si, après avoir demandé et reçu des explications ou des renseignements de la haute direction financière de la Compagnie ou des auditeurs de la Compagnie, il possède, après en avoir fait la lecture, une compréhension suffisante des états financiers consolidés de la Compagnie pour pouvoir poser de manière intelligente des questions pointues sur les aspects importants des états financiers et évaluer de manière intelligente les réponses à ces questions.

Le nom, les compétences et la formation de chacun des membres du comité d'audit, en date de la présente notice annuelle, sont présentés ci-après.

Barbara G. Stymiest (présidente) est administratrice de sociétés et comptable agréée. Elle a été membre du directoire de la Banque Royale du Canada, banque et société de services financiers d'envergure mondiale, de 2004 à 2011. M^{me} Stymiest a été chef de groupe, Stratégie, Trésorerie et Services aux entreprises de la Banque Royale du Canada de 2010 à 2011, et elle y a occupé le poste de chef de l'exploitation de 2004 à 2009. Avant cela, M^{me} Stymiest a occupé plusieurs postes de haute direction dans le secteur des services financiers, y compris ceux de chef de la direction, TSX Group Inc., de vice-présidente à la direction et chef des finances, BMO Nesbitt Burns, et d'associée, Groupe des services financiers, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Elle a commencé à siéger au conseil d'administration et au comité des risques (auparavant le comité d'examen des risques et le comité d'examen des risques et de révision) de la FSL inc. et de la Sun Life en mai 2012. M^{me} Stymiest siégeait au comité de planification de la direction depuis sa nomination jusqu'en mai 2015. Elle est devenue membre du comité d'audit (auparavant le comité d'audit et de révision) et présidente du comité des risques (auparavant le comité d'examen des risques et le comité d'examen des risques et de révision) en mai 2015. M^{me} Stymiest a cessé d'être présidente du comité des risques et est devenue présidente du comité d'audit en mai 2021. Elle est fellow de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et a reçu, en 2011, le Prix du mérite exceptionnel de cette organisation. M^{me} Stymiest siège au conseil d'administration et préside le comité d'audit de George Weston Limitée. Elle siège également au conseil de la Banque le Choix du Président, au conseil de Resolution Re Limited, au conseil de l'Institut canadien de recherches avancées et au conseil du Réseau de recherche sur les données de santé du Canada, est vice-présidente du conseil d'AGE-WELL NCE Inc. ainsi que présidente de son comité des finances et de l'audit et membre du conseil de consultation de AgeTech Capital. Elle a été administratrice de BlackBerry Limited de 2007 à juin 2022 et a été présidente du comité d'audit et de gestion des risques de cette société de 2007 à 2021. M^{me} Stymiest est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en administration des affaires. M^{me} Stymiest a été nommée au palmarès Directorship 100 de la National Association of Corporate Directors (« NACD ») en 2018 et est devenue Membre de l'Ordre du Canada en 2021.

Deepak Chopra est un administrateur de sociétés et a occupé dernièrement le poste de président et chef de la direction de la Société canadienne des postes de 2011 à 2018. Il compte plus de 30 ans d'expérience à l'échelle mondiale dans les secteurs des services financiers, de la technologie, de la logistique et des chaînes d'approvisionnement. Avant d'entrer au service de Postes Canada, il a occupé divers postes de cadre au cours de sa carrière de 23 ans auprès de Pitney Bowes Inc., une société technologique cotée au NYSE et connue pour ses machines à affranchir, ainsi que ses services d'automatisation postale et d'intelligence géospatiale, notamment celui de président et chef de la direction, Canada et Amérique latine, de président, Asie-Pacifique et Moyen-Orient, et de vice-président et chef des finances, Europe, Afrique et Moyen-Orient. M. Chopra s'est joint au conseil d'administration, au comité d'audit et au comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité (auparavant, le comité de la gouvernance, des placements et de la révision) de la FSL inc. et de la Sun Life en mai 2021. Il est actuellement un administrateur et membre du comité d'audit de Celestica Inc., un administrateur et membre du comité d'audit de The Descartes Systems Group Inc. et un administrateur de The North West Company Inc.; il a siégé au comité d'audit de cette société de 2018 à 2021. M. Chopra a siégé auparavant au conseil de la Société canadienne des postes, de Purolator Inc., de Groupe SCI, de la Fondation communautaire de Postes Canada, du Toronto Region Board of Trade et du Conference Board of Canada. Il est fellow de l'Institut canadien des comptables agréés et titulaire d'un baccalauréat en Commerce (avec spécialisation) et d'un diplôme d'études supérieures en Gestion des affaires.

M. Marianne Harris est administratrice de sociétés. Elle a été, jusqu'en 2013, administratrice déléguée et présidente, Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement de Merrill Lynch Canada, Inc., une organisation de services financiers et bancaires d'envergure internationale. Au cours de sa carrière de 13 ans auprès de Merrill Lynch et de ses sociétés affiliées au Canada et aux États-Unis, elle a occupé des postes de haute direction de plus en plus importants comme celui de présidente, Marchés mondiaux et services bancaires d'investissement, Canada, de chef du groupe des institutions financières, Amériques, et de chef des institutions financières, Canada. Avant d'entrer au service de Merrill Lynch, M^{me} Harris a occupé divers postes liés aux services bancaires d'investissement auprès de RBC Marchés des Capitaux de 1984 à 2000, notamment celui de chef du groupe des institutions financières. Elle a commencé à siéger au conseil d'administration de la FSL inc. et de la Sun Life en décembre 2013. M^{me} Harris siégeait au comité d'audit (auparavant le comité d'audit et de révision) depuis sa nomination jusqu'en mai 2015, au comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité (auparavant, le comité de la gouvernance, des placements et de la révision et le comité de la gouvernance, des mises en candidature et des placements) depuis sa nomination jusqu'en mai 2016 et au comité des risques (auparavant le comité d'examen des risques et le comité d'examen des risques et de révision) de mai 2016 à octobre 2021. Elle est devenue membre du comité de planification de la direction en mai 2015 et a commencé à présider ce comité en mai 2016; elle est devenue membre du comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité en octobre 2021 et a commencé à présider ce comité en mai 2022. M^{me} Harris a cessé de siéger au comité de planification de la direction et de le présider et est devenue membre du comité d'audit en mai 2022. Elle est actuellement administratrice et membre du comité d'audit de l'Office d'investissement des régimes de retraite du secteur public, de George Weston Limitée et de Les Compagnies Loblaw Limitée et administratrice de la Banque le Choix du Président. Elle est également membre du comité consultatif du doyen de la Schulich School of Business et membre du comité consultatif du Hennick Centre for Business and Law. M^{me} Harris a été administratrice et membre du comité d'audit d'Agrium Inc. de 2014 à 2015 et du comité des finances et d'audit de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières de 2012 à 2018. Elle a été administratrice de Hydro One Limited et de Hydro One Inc. de 2015 à 2018. M^{me} Harris est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et du titre de Juris Doctor.

Laurie G. Hylton est administratrice de sociétés. Elle a occupé des postes de haute direction financière et compte plus de 30 ans d'expérience à l'échelle mondiale dans le domaine de la gestion d'actifs, du secteur bancaire et de l'expertise comptable. Avant de prendre sa retraite en mars 2021, M^{me} Hylton a occupé plusieurs postes de haute direction pendant les 27 années qu'elle a passées auprès de Eaton Vance Corp (« Eaton Vance »), le plus récemment à titre de vice-présidente et chef des finances, un membre clé de l'équipe de haute direction aux commandes de la planification stratégique et des transformations d'entreprise

de la société, et elle avait un accès régulier à son conseil et à son comité d'audit. Auparavant, elle a été vice-présidente et chef comptable ainsi que chef de l'audit interne, fonctions dans le cadre desquelles elle était chargée des contrôles internes et de la gestion des fonctions liées aux finances, et elle encadrait des intégrations complexes de ces fonctions dans des acquisitions de grande envergure. Avant de se joindre à Eaton Vance, M^{me} Hylton était première auditrice chez Deloitte & Touche, où elle s'occupait de sociétés de services financiers. Elle s'est jointe au conseil d'administration, au comité d'audit et au comité des risques de la FSL inc. et de la Sun Life en décembre 2022. M^{me} Hylton est actuellement administratrice et membre du comité des finances du Theater In The Open et administratrice de la Newburyport Art Association. Elle a été auparavant administratrice et présidente du comité des finances de The Pike School. M^{me} Hylton est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires et était experte-comptable agréée (*certified public accountant*) de 1994 à juin 2022.

Helen M. Mallovy Hicks est administratrice de sociétés. Avant son départ à la retraite en 2021, elle était associée chez PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. (« PwC ») et comptait plus de 30 ans d'expérience dans la gestion d'entreprises et la prestation de conseils à l'échelle mondiale. Elle était dernièrement leader mondiale, Évaluation d'entreprises de PwC de 2016 à 2021 et, avant d'occuper ce poste, avait occupé plusieurs postes de cadre, notamment ceux de leader canadienne des transactions pour la RGT et d'associée leader canadienne de l'évaluation des transactions. Elle a conseillé des conseils d'administration et des cadres concernant des opérations complexes, la création de valeur, l'allocation de capitaux, la transformation d'entreprise et la restructuration. M^{me} Mallovy Hicks s'est jointe au conseil d'administration, au comité d'audit et au comité des risques de la FSL inc. et de la Sun Life en octobre 2021. Elle est actuellement administratrice et membre du comité d'audit de Northland Power Inc. et administratrice et membre du comité d'audit et du comité de placements de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public ainsi qu'administratrice et présidente du comité d'audit et des risques de The Princess Margaret Cancer Foundation. M^{me} Mallovy Hicks a été auparavant administratrice et présidente du comité des finances, de l'audit et des risques de la Canadian Partnership Against Cancer, fiduciaire de la Toronto Symphony Foundation et a siégé comme administratrice au conseil des associés canadiens de PwC et au conseil de la Toronto Symphony Orchestra. Elle est fellow de l'Institut canadien des experts en évaluation d'entreprises et fellow des Comptables professionnels agréés de l'Ontario et elle est titulaire d'un baccalauréat en commerce.

Le conseil de la FSL inc. a établi que Deepak Chopra, Laurie G. Hylton, Helen M. Mallovy Hicks et Barbara G. Stymiest ont chacun la qualité d'expert financier du comité d'audit, au sens donné au terme « *audit committee financial expert* » par la SEC. La SEC a indiqué que la désignation d'une personne à titre d'expert financier du comité d'audit ne rend pas cette personne un « expert » à quelque fin que ce soit ni ne lui impose de fonctions, d'obligations ou de responsabilités plus importantes que celles imposées aux autres membres du comité d'audit et du conseil n'ayant pas ce titre, et n'a aucune incidence sur les fonctions, obligations ou responsabilités de tout autre membre du comité d'audit ou du conseil. M. Chopra, M^{me} Hylton, M^{me} Mallovy Hicks et M^{me} Stymiest sont « indépendants » au sens des normes d'inscription du New York Stock Exchange et de la règle 10A-3 prise en application de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, dans sa version modifiée.

Membres de la haute direction

Le tableau qui suit présente les membres de la haute direction de la FSL inc. à la date de la présente notice annuelle :

Nom	Province/État et pays de résidence	Fonction
Kevin D. Strain	Ontario, Canada	Président et chef de la direction
Linda M. Dougherty	Ontario, Canada	Vice-présidente générale et première directrice de la stratégie et appui logistique
Daniel R. Fishbein	Maine, États-Unis	Président, Sun Life États-Unis
Jacques Goulet	Ontario, Canada	Président, Sun Life Canada
Ingrid G. Johnson	Hong Kong, Chine	Vice-présidente, partenariats stratégiques
Melissa J. Kennedy	Ontario, Canada	Vice-présidente générale, et première directrice des affaires juridiques et des affaires publiques
Laura A. Money	Ontario, Canada	Vice-présidente générale et première directrice des systèmes d'information et de l'innovation technologique
Thomas P. Murphy	Massachusetts, États-Unis	Vice-président général et premier directeur de la gestion des risques
Helena J. Pagano	Ontario, Canada	Vice-présidente générale et première directrice des personnes et de la culture
Stephen C. Peacher	Massachusetts, États-Unis	Président, Gestion SLC
Manjit Singh ⁽¹⁾	Ontario, Canada	Vice-président général et premier directeur financier
Christopher B. Wei	Singapour	Vice-président général et premier directeur, innovation services-client

⁽¹⁾ M. Singh occupera le poste de président, Sun Life Asie, à partir du 18 mars 2024.

Chacun des membres de la haute direction de la FSL inc. occupe depuis cinq ans au moins son poste actuel ou d'autres postes de haute direction à la Compagnie, à l'exception des personnes suivantes :

- (i) M^{me} Johnson a rejoint les rangs de la Compagnie en octobre 2021. Avant d'entrer au service de la Compagnie, M^{me} Johnson était directrice financière du groupe, Old Mutual plc, jusqu'en juin 2018;
- (ii) Avant d'entrer au service de la Compagnie en juin 2020, M^{me} Money a occupé le poste de première vice-présidente et chef de l'information, Technologies du siège social de la Banque canadienne impériale de commerce, de novembre 2018 à mai 2020;
- (iii) M. Singh a occupé les postes suivants auprès de La Banque Toronto-Dominion : vice-président à la direction, Finances, Finances d'entreprise, Groupe Banque TD, d'août 2019 à mars 2021, vice-président à la direction, Groupe Banque TD et chef des finances, TD Bank, America's Most Convenient Bank, de juin 2015 à août 2019;
- (iv) M. Wei a occupé les postes suivants auprès d'Aviva plc : président du conseil mondial, Aviva Digital et président du conseil exécutif, Aviva Asia & Friends Provident International, d'octobre 2014 à juillet 2021.

Ordonnances d'interdiction d'opérations, faillites, amendes et sanctions

À la connaissance de la FSL inc., à la date de la présente notice annuelle, à l'exception de ce qui est mentionné ci-après, aucun administrateur ou membre de la haute direction de la FSL inc.

- i) n'occupe ni n'a occupé, durant les dix dernières années, un poste d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction des finances auprès d'une société (y compris la FSL inc.) qui, pendant que cette personne remplissait de telles fonctions,
 - a) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations sur valeurs, d'une ordonnance similaire ou d'une ordonnance lui refusant le droit à quelque exemption que ce soit en vertu de la législation sur les valeurs mobilières du Canada, pour une période de plus de 30 jours consécutifs, ou
 - b) a été impliquée dans un événement qui, une fois que la personne en question a quitté son rôle d'administrateur, de chef de la direction ou de chef de la direction des finances, a entraîné une interdiction d'opérations sur valeurs, une ordonnance similaire ou une ordonnance lui refusant le droit à quelque exemption que ce soit en vertu de la législation sur les valeurs mobilières du Canada, pour une période de plus de 30 jours consécutifs.
- ii) n'occupe ni n'a occupé, durant les dix dernières années, un poste d'administrateur ou de membre de la haute direction d'une société (y compris la FSL inc.) qui, pendant que cette personne agissait en cette capacité ou dans l'année suivant l'abandon d'un tel poste par la personne en question, a fait faillite, a soumis une proposition en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, a été l'objet ou à l'origine d'une poursuite à laquelle des créanciers étaient parties, d'un concordat ou d'un compromis avec les créanciers, ou s'est vu nommer un séquestre, un administrateur-séquestre ou un fiduciaire pour la détention de ses actifs;
- iii) n'a, au cours des dix dernières années, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, fait l'objet ou été à l'origine d'une procédure judiciaire, d'un concordat ou d'un compromis avec des créanciers, ni ne s'est vu nommer un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite afin de détenir son actif;
- iv) ne s'est vu imposer a) soit des amendes ou des sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni n'a conclu de règlement amiable avec celle-ci; b) soit toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision en matière de placement.

M^{me} Coyles était administratrice de Postmedia Network Canada Corp. lorsque cette société a réalisé une restructuration à la suite d'un plan d'arrangement en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* en octobre 2016. M^{me} Coyles n'est plus administratrice de Postmedia Network Canada Corp.

Participations des administrateurs et des membres de la haute direction

À la connaissance de la FSL inc., au 31 décembre 2023, les administrateurs et les membres de la haute direction de la FSL inc. détenaient collectivement, de façon directe ou indirecte, 118 124 actions ordinaires de la FSL inc., soit moins de 1 % du total des actions ordinaires en circulation, ou exerçaient un contrôle sur ces actions et sur les droits de vote qui s'y rattachent.

Règles de conduite

Nous avons bâti une solide culture d'entreprise qui repose sur un comportement éthique, l'adhésion à des normes commerciales rigoureuses, l'intégrité et le respect. Le conseil donne l'exemple et déploie tous les efforts nécessaires pour que la haute direction soit composée de personnes qui créent et maintiennent une culture d'intégrité dans l'ensemble de l'organisation. Les sondages portant sur l'efficacité de notre conseil, de nos comités et des pairs incluent des questions sur cette culture.

Le conseil a adopté les Règles de conduite qui s'appliquent à tous les administrateurs, dirigeants et employés, sans exception. Tous reçoivent chaque année une formation et doivent remplir une déclaration attestant leur adhésion aux Règles de conduite.

Nos Règles de conduite encouragent la prise de parole et précisent notre engagement à ne pas tolérer l'intimidation ni les mesures de représailles. Nos Règles de conduite exigent également que les employés et les membres du conseil déclarent tous les manquements connus et soupçonnés. Notre ligne éthique habilite nos employés à jouer un rôle actif dans la protection de l'organisation. Ils peuvent appeler la ligne éthique afin de signaler des allégations d'inconduite de façon anonyme ou s'ils ont l'impression que leurs préoccupations n'ont pas été réglées en utilisant d'autres méthodes de signalement.

Les communications qui ont accompagné nos Règles de conduite en 2023 ont continué de renforcer nos attentes quant aux comportements sur le lieu de travail, insistant sur l'importance de faire entendre sa voix, de favoriser un lieu de travail exempt de tout type de harcèlement et de promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion.

Il incombe au comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité du conseil d'examiner l'efficacité des Règles de conduite, d'en surveiller le respect et de faire part chaque année des résultats de son examen au conseil. Chaque trimestre, le chef de la conformité signale tout manquement aux Règles de conduite et examine nos contrôles et la conformité avec le comité de la gouvernance, des placements et de la durabilité. Aucun administrateur ni membre de la haute direction n'est dispensé de l'application des Règles de conduite.

Une copie des Règles de conduite les plus récentes peut être consultée sur notre site Web (www.sunlife.com). Les Règles de conduite ont été déposées auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») au Canada dans SEDAR+ (www.sedarplus.ca) et auprès de la SEC aux États-Unis dans EDGAR (www.sec.gov/EDGAR).

Honoraires et services des experts-comptables principaux

Le tableau qui suit présente les honoraires liés aux services fournis par les auditeurs externes de la Compagnie, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., au cours des deux derniers exercices :

(en millions de dollars)	2023	2022 ⁽¹⁾
Audit	30,7	28,9
Services liés à l'audit	1,5	1,5
Services fiscaux	1,7	0,0
Autres services	0,9	0,2

⁽¹⁾ Rajustement pour 2022 de 1,4 million de dollars pour les honoraires d'audit.

Les **honoraires d'audit** portent sur les services professionnels rendus par les auditeurs relativement à l'audit de nos états financiers consolidés annuels et de nos états relatifs aux fonds distincts, ainsi que sur des services liés aux documents devant être déposés en vertu de la loi ou de la réglementation. Des honoraires d'audit de 21,4 millions de dollars (19,7 millions de dollars pour 2022) portent sur l'audit des états financiers consolidés de la FSL inc. et de ses filiales afin d'appuyer les opinions d'audit formulées dans le rapport de l'auditeur indépendant; les honoraires d'audit restants de 9,3 millions de dollars (9,2 millions de dollars pour 2022) portent sur l'audit des états relatifs aux fonds distincts ainsi que sur les documents devant être déposés en vertu de la loi ou de la réglementation.

Les **honoraires pour services liés à l'audit** comprennent les services de certification non directement liés à l'exécution de l'audit des états financiers consolidés annuels de la Compagnie. Ces services comprennent les examens relatifs aux contrôles internes, les missions d'application de procédures d'audit spécifiées et les audits des régimes d'avantages sociaux des salariés.

Les **honoraires pour services fiscaux** portent sur la conformité fiscale, les conseils fiscaux et la planification fiscale.

Les **autres honoraires** portent sur les produits et services autres que les services d'audit, les services liés à l'audit et les services fiscaux indiqués ci-dessus.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Les comités d'audit de la FSL inc. et de la Sun Life ont adopté une politique limitant le recours à l'auditeur externe (la « Politique »). La Politique vise à assurer que l'indépendance de l'auditeur externe ne soit pas compromise par la prestation de certains services. La Politique repose sur les principes suivants, lesquels précisent que l'auditeur externe ne peut pas faire ce qui suit :

- exercer des fonctions de gestion au sein de la Compagnie;
- auditer son propre travail;
- défendre les intérêts de la Compagnie.

La Politique exige que toute mission confiée à l'auditeur externe soit approuvée au préalable par les comités d'audit de la FSL inc. et de la Sun Life, selon le cas, et par le comité d'audit de toute filiale intéressée qui est elle-même directement assujettie à la loi intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002*. Si la prestation d'un service n'a pas été approuvée au préalable par le comité d'audit, l'approbation spécifique du comité doit être obtenue avant l'envoi d'une lettre de mission et le début des travaux. Le comité peut, sous réserve de certaines exigences en matière de divulgation de l'information, approuver au préalable certains services d'audit, services liés à l'audit ou d'autres services autorisés non liés à l'audit, pourvu qu'ils ne compromettent pas l'indépendance de l'auditeur externe. Le comité examine annuellement ces services approuvés au préalable. La Politique interdit la prestation de certains services par l'auditeur externe, notamment :

- les services de tenue de livres ou autres services liés aux registres comptables ou aux états financiers;
- les services de conception et de mise en œuvre de systèmes d'information financière;
- les services d'évaluation, les opinions sur le caractère équitable ou les rapports sur les apports en nature;
- les services d'actuariat;
- les services d'impartition de l'audit interne;
- les fonctions de gestion ou les services relatifs aux ressources humaines;
- les services de courtage, les services de conseils en placement, les services de placement, les services liés aux valeurs mobilières ou les services bancaires d'investissement;
- les services juridiques et les services d'expert non liés à l'audit;
- tout service pour lequel aucune rémunération n'est versée à moins de l'obtention d'un résultat particulier;

- tout service fiscal non lié à l'audit qui recommande que la Compagnie participe à une opération confidentielle ou à une opération fiscale audacieuse, au sens conféré aux termes « *confidential transaction* » et « *aggressive tax position transaction* » par le Public Company Accountability Oversight Board des États-Unis;
- tout autre service qui sera jugé illicite par les autorités de réglementation ou les organisations professionnelles compétentes.

Les honoraires versés aux auditeurs externes de la FSL inc. ont été approuvés par le comité d'audit du conseil de la FSL inc., ou par ailleurs conformément aux principes directeurs. Aucun des services fournis par les auditeurs externes de la Compagnie décrits ci-dessus n'a été approuvé aux termes de la renonciation aux dispositions liées à la préapprobation en vertu des règlements de la SEC [paragraphe (c)(7)(i)(C) de la règle appelée *Rule 2-01* du règlement appelé *Regulation S-X*].

Intérêts des experts

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. est l'auditeur de la FSL inc. et est indépendante de la FSL inc., au sens du Code de déontologie de l'Institut des comptables agréés de l'Ontario et au sens de la loi des États-Unis intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée, et des règles et règlements applicables adoptés aux termes de celle-ci par la SEC et le Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (« PCAOB »).

Kevin Morrissey, actuaire désigné de la FSL inc., a fourni une opinion sur la valeur des provisions relatives aux contrats d'assurance et des montants à recouvrer au titre de la réassurance des états de la situation financière de la FSL inc. aux 31 décembre 2023 et 2022, ainsi que sur la variation de ces provisions dans les comptes consolidés de la situation financière pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022. M. Morrissey avait la propriété véritable, directe ou indirecte, de moins de 1 % de l'ensemble des titres en circulation ou autres biens de la FSL inc. ou de sociétés membres de son groupe, que ce soit au moment de la rédaction de cette opinion ou après la rédaction de celle-ci, et il ne prévoit pas recevoir de tels titres ou autres biens qui dépasseraient ce pourcentage à l'avenir.

Questions d'ordre réglementaire

La Sun Life est assujettie à la réglementation et à la supervision des autorités gouvernementales compétentes dans les territoires où elle exerce ses activités.

Canada

Réglementation des activités d'assurance

La FSL inc. a été constituée sous le régime de la *Loi sur les sociétés d'assurances* et est régie par celle-ci. Le BSIF est chargé de l'application de la *Loi sur les sociétés d'assurances* et il supervise les activités de la FSL inc. La FSL inc. possède tous les pouvoirs et est soumise à toutes les restrictions applicables aux sociétés d'assurance-vie régies par la *Loi sur les sociétés d'assurances*, qui permet à ces dernières d'offrir, directement ou par l'intermédiaire de leurs filiales ou de réseaux, une vaste gamme de services financiers, y compris :

- des services d'assurance et de réassurance;
- des services-conseils en placement et en gestion de portefeuille;
- des fonds communs de placement et des fonds distincts;
- des services fiduciaires;
- des services bancaires;
- des services de courtage immobilier et d'évaluation de biens immobiliers;
- des services bancaires d'investissement.

La *Loi sur les sociétés d'assurances* exige le dépôt de rapports annuels et d'autres rapports portant sur la situation financière des sociétés d'assurance, prévoit l'examen périodique des affaires de ces dernières, impose des restrictions sur les opérations entre apparentés et établit des exigences régissant certains aspects des activités des sociétés d'assurance.

Le BSIF supervise la FSL inc. sur une base consolidée afin de s'assurer qu'il possède une vue d'ensemble des activités de la FSL inc. et de ses filiales consolidées. Ce mode de supervision lui permet d'examiner les activités d'assurance et les autres activités de la FSL inc. et des filiales et lui confère le pouvoir d'apporter des mesures correctives. Le BSIF dispose de pouvoirs étendus lui permettant d'intervenir dans les affaires des sociétés d'assurance réglementées, y compris le pouvoir de demander à ces sociétés qu'elles fournissent des renseignements ou des documents, le pouvoir de mener des enquêtes, le pouvoir d'obliger ces sociétés à prendre des mesures appropriées pour répondre aux questions soulevées par le BSIF et le pouvoir d'imposer des amendes. Le BSIF peut intervenir et prendre le contrôle d'une société d'assurance régie par la *Loi sur les sociétés d'assurances* s'il estime que le capital disponible de la société n'est pas suffisant.

Placements

La *Loi sur les sociétés d'assurances* prévoit que les sociétés d'assurance-vie doivent avoir un portefeuille de placements prudent et impose des restrictions globales quant aux sommes qu'elles peuvent investir dans certaines catégories de placements comme les prêts commerciaux, l'immobilier et les actions. D'autres restrictions (et, dans certains cas, la nécessité d'obtenir des approbations des autorités de réglementation) viennent en outre limiter le type de placements que la FSL inc. peut effectuer

lorsque les participations qui en découlent dépasseraient 10 % des droits de vote ou 25 % des titres de participation d'une même entité, sous réserve de certaines exceptions prévues aux termes de la *Loi sur les sociétés d'assurances*.

Exigences en matière de capital et d'excédent

La FSL inc. et la Sun Life, la principale filiale d'assurance-vie en exploitation de la FSL inc. au Canada, sont assujetties au cadre de capital du TSAV du BSIF.

La ligne directrice sur le TSAV établit des normes, selon une méthode fondée sur le risque, qui servent à mesurer les risques propres à un assureur-vie et à agréger les résultats de la mesure des risques en vue de calculer le montant de capital réglementaire requis pour couvrir ces risques. Le TSAV mesure la suffisance du capital d'un assureur au moyen d'un ratio total et d'un ratio du noyau de capital; il constitue l'un de plusieurs indicateurs qu'utilise le BSIF pour évaluer la situation financière d'un assureur. Le ratio total correspond à la somme du capital disponible réglementaire admissible (le « capital disponible »), de la provision d'excédents et des dépôts admissibles, divisée par le coussin de solvabilité de base, comme il est expliqué ci-après.

Les principaux éléments compris dans le calcul du montant de capital disponible aux termes du TSAV comprennent les actions ordinaires, les surplus d'apport, les bénéfices non répartis, la marge de service contractuelle, le compte avec participation, le compte des écarts de conversion accumulés, les gains et les pertes non réalisés sur les titres de participation et les titres de créance disponibles à la vente, les actions privilégiées admissibles, les instruments de capital novateurs et la dette subordonnée.

Le calcul du ratio total tient compte d'autres éléments du bilan des sociétés qui sont disponibles à titre de capacité d'absorption des pertes, notamment la provision d'excédents et les dépôts admissibles. La provision d'excédents comprend l'ajustement du risque indiqué dans les états financiers pour les risques non financiers. Les dépôts admissibles consistent en les dépôts excédentaires détenus pour les réassureurs non agréés et les réserves pour fluctuation des sinistres.

Le coussin de solvabilité de base comprend cinq composantes de risque : 1) le risque de crédit; 2) le risque de marché; 3) le risque d'assurance; 4) le risque de garanties de fonds distincts et 5) le risque opérationnel. Des crédits au coussin de solvabilité de base sont disponibles pour : 1) des polices avec participation et des produits ajustables en vigueur admissibles; 2) d'autres formes d'atténuation et de transfert de risque; et 3) la diversification des risques.

La ligne directrice sur le TSAV établit un ratio total cible de surveillance de 100 % et un ratio total minimal de 90 %. La cible de surveillance permet de maintenir un coussin par rapport aux exigences minimales, permet une marge à l'égard d'autres risques, et facilite l'intervention rapide du BSIF. La cible de surveillance ne s'applique pas aux sociétés de portefeuille d'assurances réglementées ou aux sociétés d'assurance inactives. La Compagnie a fixé des cibles de capital supérieures à la cible de surveillance fixée par le BSIF.

Restrictions ayant trait aux dividendes et aux opérations sur le capital

La *Loi sur les sociétés d'assurances* interdit de déclarer ou de verser des dividendes sur les actions d'une société d'assurance s'il existe des motifs raisonnables de croire que cette société ne dispose pas des capitaux ou des liquidités nécessaires ou que le paiement ferait en sorte qu'elle en manque, ou si le surintendant lui donne une directive en ce sens. La *Loi sur les sociétés d'assurances* exige également des sociétés d'assurance qu'elles avisent le surintendant de toute déclaration de dividendes au moins quinze jours avant la date de versement des dividendes.

La *Loi sur les sociétés d'assurances* interdit également l'achat aux fins d'annulation d'actions émises par une société d'assurance, le rachat d'actions rachetables de même que toute opération similaire sur les capitaux propres s'il existe des motifs raisonnables de croire que la société ne dispose pas des capitaux ou des liquidités nécessaires ou que le paiement ferait en sorte qu'elle en manque, ou si le surintendant lui donne une directive en ce sens. De plus, le rachat ou l'achat aux fins d'annulation d'actions émises par une société d'assurance ou toute opération similaire sur les capitaux propres ne peut être effectué qu'avec l'approbation du surintendant.

Restrictions ayant trait à la propriété

La *Loi sur les sociétés d'assurances* prévoit des restrictions sur l'achat ou autre forme d'acquisition, l'émission et le transfert des actions des sociétés d'assurance et sur l'exercice des droits de vote s'y rattachant. Conformément à ces restrictions :

- il est interdit à une personne d'acquérir des actions de la FSL inc. si l'acquisition lui confère un « intérêt substantiel » dans une catégorie d'actions de la FSL inc., sans l'agrément préalable du ministre des Finances du Canada;
- il est interdit à la FSL inc. d'inscrire le transfert ou l'émission de ses actions à une personne si le transfert ou l'émission confère à cette personne un intérêt substantiel dans la FSL inc., sans l'agrément préalable du ministre des Finances du Canada;
- il est interdit aux personnes ayant un intérêt substantiel dans la FSL inc. d'exercer les droits de vote rattachés aux actions qu'elles détiennent sans l'agrément préalable du ministre des Finances du Canada.

Une personne est considérée avoir un intérêt substantiel dans une catégorie d'actions quand elle-même, les entités qu'elle contrôle et toute personne qui agit de concert avec elle ont la propriété effective de plus de 10 % de l'ensemble des actions en circulation de cette catégorie d'actions.

Aux termes de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, le ministre des Finances du Canada peut approuver l'acquisition d'un intérêt substantiel seulement si celui-ci n'excède pas 30 % des actions d'une catégorie d'actions sans droit de vote ou 20 % des actions

d'une catégorie d'actions avec droit de vote, à la condition que la personne qui acquiert ces actions n'ait sur la FSL inc. aucune influence directe ou indirecte qui lui permettrait, si elle exerçait cette influence, d'avoir le contrôle de fait de la FSL inc. En outre, la *Loi sur les sociétés d'assurances* interdit aux sociétés d'assurance-vie, y compris la FSL inc., d'inscrire le transfert ou l'émission de leurs actions de quelque catégorie que ce soit à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou à l'un de ses mandataires, à un gouvernement étranger ou à un mandataire d'un tel gouvernement.

La FSL inc. est tenue de continuer à exercer le contrôle de la Sun Life, sans toutefois être tenue d'en avoir la propriété exclusive. Toutes les actions de la Sun Life qui ne sont pas détenues par la FSL inc. doivent répondre aux critères définissant les sociétés à grand nombre d'actionnaires, à savoir qu'aucune personne ne peut détenir plus de 10 % de toute catégorie d'actions sans obtenir l'agrément préalable du ministre des Finances du Canada. La limite de 20 % sur la propriété des actions avec droit de vote et de 30 % sur la propriété des actions sans droit de vote s'applique à la propriété cumulative directe et indirecte de la Sun Life, ce qui signifie qu'aucun investisseur unique ne pourra utiliser la structure de la société de portefeuille pour dépasser ces restrictions en matière de propriété.

Actuaire désigné

En vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, le conseil de la FSL inc. a nommé un actuaire portant le titre de fellow de l'Institut canadien des actuaires à titre d'« actuaire désigné ». L'actuaire désigné doit se prononcer sur :

- la valeur, sur une base consolidée, des provisions relatives aux contrats d'assurance de la Compagnie arrêtées à la fin de chaque exercice, conformément aux normes actuarielles reconnues, y compris le caractère approprié des hypothèses et des méthodes employées pour les déterminer;
- la mesure dans laquelle les provisions relatives aux contrats d'assurance constituent des réserves suffisantes pour couvrir toutes les obligations envers les titulaires de contrat;
- la mesure dans laquelle les états financiers consolidés présentent fidèlement l'évaluation de ces provisions.

Certains règlements exigent que l'actuaire désigné rencontre les membres du conseil ou d'un comité délégué par le conseil d'administration au moins une fois par exercice pour leur présenter, conformément aux normes actuarielles reconnues, un rapport sur la situation financière actuelle et prévue de la Compagnie. L'actuaire désigné doit présenter au chef de la direction et au premier directeur financier de la FSL inc. un rapport indiquant toutes les questions qui, selon lui, pourraient avoir un effet défavorable important sur la situation financière de la FSL inc.

Renseignements relatifs à la supervision exercée par le surintendant

Le *Règlement sur les renseignements relatifs à la supervision des sociétés d'assurances* pris en application de la *Loi sur les sociétés d'assurances* interdit aux sociétés d'assurance réglementées, telles la FSL inc. et la Sun Life, de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, des « renseignements relatifs à la supervision exercée par le surintendant », tel que cette expression est définie dans ce règlement. Les renseignements relatifs à la supervision exercée par le surintendant comprennent les évaluations, les recommandations, les cotes et les rapports concernant une société qui sont préparés par le surintendant ou à sa demande, toute ordonnance du surintendant prise à l'égard des fonds propres ou des liquidités, certaines mesures réglementaires prises à l'égard d'une société, tout accord prudentiel intervenu entre une société et le surintendant, et toute directive du surintendant enjoignant une société de cesser ou de s'abstenir de commettre un acte ou d'adopter une attitude contraire aux bonnes pratiques de commerce, ou de prendre des mesures réparatrices dans le cadre de l'exercice de ses activités.

Réglementation provinciale et territoriale en matière d'assurance

Au Canada, l'assurance-vie est également assujettie à la réglementation et à la supervision provinciales/territoriales dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. La réglementation provinciale/territoriale en matière d'assurance porte principalement sur les questions liées à la conduite commerciale, sur les droits et les obligations découlant des contrats d'assurance et sur l'octroi de permis aux intermédiaires d'assurance et la surveillance de ceux-ci. Outre cette réglementation, les lignes directrices adoptées par l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes (l'« ACCAP ») régissent divers aspects des activités que nous exerçons au Canada.

La FSL inc. est une société d'assurance titulaire d'un permis au Canada en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* et la société de portefeuille pour le groupe de sociétés de la Sun Life. La FSL inc. n'a pas les permis nécessaires pour exercer des activités liées à l'assurance-vie dans les provinces ou les territoires du Canada.

La Sun Life et Sun Life Assurances (Canada) Limitée détiennent les permis nécessaires pour exercer des activités liées à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada.

Réglementation des activités en matière de valeurs mobilières

Certaines filiales de la FSL inc. au Canada sont inscrites auprès de diverses Autorités canadiennes en valeurs mobilières à titre de courtiers, de conseillers ou de gestionnaires dans l'une ou plusieurs des catégories d'inscription suivantes : courtier en épargne collective, courtier en valeurs mobilières, gestionnaire de fonds d'investissement, gestionnaire d'opérations sur marchandises, gestionnaire de portefeuille, et courtier sur le marché dispensé. Ces entités, leurs employés inscrits ainsi que leurs produits et/ou leurs services sont réglementés au Canada en vertu de lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, qui sont administrées et mises en œuvre par les diverses Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et certaines entités sont également assujetties aux règles de l'organisme d'autoréglementation compétent, notamment, depuis le

1^{er} janvier 2023, de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (l'« OCRI »), l'organisme d'autorégulation issu de la fusion de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières. Ces entités peuvent être assujetties à des examens ou à des instances de la part des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et des divers organismes d'autorégulation. Dans le cadre de tels examens et instances, nos filiales inscrites pourraient être assujetties à un éventail de sanctions d'ordre réglementaire, y compris un blâme, l'imposition de restrictions aux activités des filiales inscrites et la fin de leur inscription, et elles pourraient devoir cesser leurs ventes ou encore leurs ventes de titres pourraient être annulées.

Protection des clients en cas de défaillance d'une institution financière

Les titulaires de contrat canadiens de la Sun Life sont protégés contre toute insolvabilité par l'intermédiaire d'Assuris, organisme sans but lucratif qui est financé par les sociétés d'assurance qui en sont membres. Chaque société d'assurance-vie qui est autorisée à vendre des contrats d'assurance au Canada est tenue, par les organismes de réglementation au niveau fédéral, provincial et territorial, de devenir membre d'Assuris. Assuris accorde une protection distincte pour les prestations individuelles, collectives, enregistrées et non enregistrées, les polices d'assurance-vie et les contrats de rente.

Le Fonds canadien de protection des investisseurs (le « FCPI ») de l'OCRI procure aux clients une protection, dans des limites définies, en cas d'insolvabilité d'un membre de l'OCRI. Le FCPI est financé par ses membres, dont Placements Financière Sun Life (Canada) inc. et Valeurs mobilières Sun Life Canada.

La Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC ») est une société d'État fédérale qui a été créée afin de protéger les dépôts effectués auprès d'une institution financière membre en cas de défaillance de celle-ci. Les institutions membres de la SADC, y compris la Fiducie de la Financière Sun Life inc., financent l'assurance-dépôts au moyen des primes versées sur les dépôts assurés qu'elles détiennent.

Autres questions d'ordre réglementaire

Confidentialité des renseignements sur les clients et législation antipourriel

Les lois et règlements fédéraux du Canada et ceux de certaines provinces exigent des organisations, y compris des institutions financières, qu'elles protègent la confidentialité et la sécurité des renseignements sur les clients et, notamment, qu'elles informent ces derniers de leurs politiques et de leurs pratiques en ce qui concerne la collecte, l'utilisation et la communication de ces renseignements, y compris la protection de ces renseignements. Les exigences comprennent aussi l'obligation d'aviser le public et de rendre compte aux organismes de réglementation responsables de la protection des renseignements personnels de tout risque réel qu'un préjudice grave soit porté aux personnes concernées à la survenance d'une brèche de sécurité. En 2021, le gouvernement du Québec a adopté une loi qui modifiera substantiellement la législation sur la protection des renseignements personnels en conférant de nouveaux droits aux particuliers et en imposant des obligations supplémentaires aux organisations ainsi qu'en prévoyant des pouvoirs de contrainte étendus et des amendes en cas de non-respect. L'entrée en vigueur de la législation québécoise sur la protection des renseignements personnels s'échelonne sur une période de trois années, les changements finaux entrant en vigueur en septembre 2024. La législation antipourriel canadienne impose certaines restrictions et formalités dans le cadre de la livraison de messages électroniques de nature commerciale à des clients actuels ou prospectifs. Il s'agit notamment d'obtenir le consentement des destinataires et de leur permettre de se désabonner pour ne plus recevoir d'autres messages.

Législation sur le blanchiment d'argent

La *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes* (Canada) contient des dispositions visant à permettre de dépister et de prévenir les infractions relatives au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme et à faciliter les enquêtes à ce sujet. Cette loi et ses règlements d'application imposent, à la FSL inc. et à certaines de ses filiales, des obligations en matière de communication de l'information, de tenue de dossiers et de « notoriété du client ».

Technologies et cybersécurité

En juillet 2022, le BSIF a publié la ligne directrice B-13 intitulée « Gestion du risque lié aux technologies et du cyberrisque », qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. La ligne directrice s'applique à toutes les institutions financières assujetties à la réglementation fédérale, y compris les sociétés d'assurance, et a pour but déclaré d'aider les institutions à renforcer leur résilience au risque lié aux technologies et au cyberrisque.

États-Unis

Aux États-Unis, la FSL inc. n'exerce pas d'activités et elle n'est pas réglementée en tant que société d'assurance. La Sun Life et plusieurs filiales américaines indirectes de la FSL inc. exploitent des activités et sont réglementées en tant que sociétés d'assurance aux États-Unis. Le Michigan est l'« État d'entrée » de la Sun Life et est considéré comme l'État de domicile de l'Organisation américaine de la Sun Life (l'« Organisation américaine »). L'Organisation américaine détient les permis nécessaires pour exercer ses activités dans tous les États des États-Unis, sauf celui de New York, ainsi que dans le district de Columbia, à Porto Rico et dans les îles Vierges des États-Unis. Les filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. détiennent, collectivement, les permis nécessaires pour exercer leurs activités dans tous les États, dans le district de Columbia et à Porto Rico.

Certaines filiales américaines de la FSL inc. (y compris DentaQuest et ses filiales) offrent des produits et des services à des programmes de santé au niveau fédéral et étatique; ces programmes sont régis par la loi fédérale et assujettis à la réglementation des Centers for Medicare and Medicaid Services (« CMS »). Les programmes de santé étatiques sont également régis par les lois étatiques sur les soins de santé qui sont administrés par des agences étatiques de Medicaid.

De plus, certaines des filiales américaines de la FSL inc. (y compris MFS et ses filiales; Sun Life Capital Management (U.S.) LLC; BGO, Crescent, AAM et certaines de leurs filiales respectives; et certaines filiales d'InfraRed), ainsi que diverses polices et divers contrats et fonds émis, offerts ou gérés par ces filiales, sont assujettis à la réglementation en vertu des lois sur les valeurs mobilières fédérales administrées par la SEC et en vertu de certaines lois sur les valeurs mobilières des États.

Réglementation relative aux activités d'assurance au niveau des États

Chaque État américain, le district de Columbia et les territoires et possessions des États-Unis ont des lois sur l'assurance qui s'appliquent aux sociétés ayant le droit d'exercer des activités d'assurance sur le territoire en cause. Cependant, la principale autorité de réglementation d'une société d'assurance est le département d'État sur l'assurance ou l'organisme équivalent qui est situé dans son État de domicile. Dans la plupart des territoires, des lois et règlements traitent des aspects financiers touchant des assureurs, notamment les normes de solvabilité, les provisions, la réassurance et la suffisance du capital, ainsi que les activités commerciales des assureurs. De plus, les lois des divers États accordent aux autorités de réglementation des États de larges pouvoirs administratifs leur permettant d'approuver les modèles de contrats et les documents connexes, et d'approuver les taux pour certains types d'assurance, d'octroyer et de révoquer les permis d'exercer des activités, de réglementer les pratiques commerciales, d'octroyer des permis aux représentants et d'exiger les états financiers prévus par la loi. Le but fondamental de cette réglementation est la protection des titulaires de contrat et des consommateurs plutôt que celle des actionnaires.

La NAIC est l'organisme de soutien de la réglementation et de normalisation américain créé et régi par les autorités de réglementation en chef en matière d'assurance de chacun des 50 États, du district de Columbia et de cinq territoires américains. Par l'intermédiaire de la NAIC, les autorités de réglementation en matière d'assurance des États établissent les normes et les pratiques exemplaires, procèdent à des évaluations par les pairs et coordonnent leur régime réglementaire de surveillance. Les membres de la NAIC, avec les ressources centrales de la NAIC, constituent le système national de réglementation en matière d'assurance des États aux États-Unis.

L'Organisation américaine et les filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. sont assujetties aux lois et règlements relatifs aux sociétés de portefeuille d'assurances des États où elles sont domiciliées (ou réputées domiciliées sur le plan commercial). Les lois sur les sociétés de portefeuille d'assurances de la plupart des États obligent chaque assureur qui y est domicilié et qui fait partie d'une structure de société de portefeuille à s'inscrire auprès des autorités de réglementation de l'État en cause et à fournir chaque année à ces autorités des renseignements, notamment sur la structure du capital, la propriété, la situation financière, certaines opérations intersociétés, la gestion du risque d'entreprise et les activités générales. De plus, aux termes de la plupart de ces lois, les opérations conclues à l'intérieur d'un système de société de portefeuille et auxquelles l'assureur local est partie doivent être justes et équitables et les excédents attribués aux titulaires de contrat de cet assureur par suite de ces opérations doivent être raisonnables eu égard à ses engagements et adéquats pour ses besoins. La plupart des États exigent que tout changement de contrôle d'un assureur local ou d'une entité contrôlant un tel assureur soit approuvé au préalable par les autorités de réglementation et que certains transferts d'actifs intersociétés et toute autre opération importante effectuée entre sociétés affiliées et mettant en cause un assureur local fassent l'objet d'un avis ou d'une approbation préalable des autorités de réglementation. En règle générale, aux termes de ces lois, les autorités de chaque État en matière d'assurance doivent approuver au préalable toute acquisition directe ou indirecte de 10 % ou plus des titres avec droit de vote des sociétés d'assurance domiciliées dans l'État en cause.

Les sociétés d'assurance captives américaines de la FSL inc. sont assujetties aux lois et aux règlements applicables aux assureurs captifs des États où elles sont domiciliées ainsi qu'aux modalités des plans d'affaires approuvés et des permis délivrés par les autorités de réglementation locales des sociétés. En règle générale, une société d'assurance captive est tenue d'obtenir l'autorisation des autorités de réglementation avant de prendre des mesures qui ne s'inscriraient pas dans le cadre des activités décrites dans son plan d'affaires approuvé ou qui ne seraient pas expressément autorisées par le permis délivré par les autorités de réglementation locales.

L'Organisation américaine et les filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. doivent déposer des états financiers annuels et trimestriels détaillés auprès des autorités de réglementation en matière d'assurance de chacun des États où elles sont autorisées à exercer leurs activités, et leurs activités et comptes peuvent être inspectés par ces autorités à tout moment. Les autorités de réglementation ont l'autorité de limiter ou d'empêcher la capacité d'un assureur de délivrer de nouveaux contrats si elles estiment qu'un assureur ne maintient pas suffisamment de capital ou d'excédent ou que la poursuite des activités de l'assureur serait préjudiciable aux titulaires de contrat.

Dans le cadre de leur surveillance, les départements d'État sur l'assurance font périodiquement des examens approfondis (généralement, tous les trois à cinq ans) de la situation financière et de la conduite commerciale des sociétés d'assurance domiciliées dans leur État. Les derniers rapports d'examen publiés pour l'Organisation américaine et les sociétés d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. n'ont soulevé aucune question importante ni exigé aucun rajustement important. Outre les examens périodiques, les États procéderont, à l'occasion, à des examens ciblés sur la conduite commerciale qui visent, notamment, les renseignements présentés, la publicité, les pratiques en matière de vente et le

traitement des plaintes. Les examens ont lieu régulièrement, en collaboration avec les départements d'autres États, aux termes de lignes directrices publiées par la NAIC.

Restrictions ayant trait aux dividendes

Le montant des dividendes qu'une société d'assurance peut verser à sa société mère sans avoir à obtenir l'approbation préalable des autorités de réglementation est régi par les lois et les règlements étatiques américains relatifs aux sociétés de portefeuille d'assurances et les modalités des permis délivrés par les différents États.

Ratios IRIS de la NAIC

La NAIC a adopté des tests financiers connus sous le nom d'Insurance Regulatory Information System (« IRIS ») qui visent à aider les autorités de réglementation des États à surveiller la situation financière des sociétés d'assurance et à repérer les sociétés devant faire l'objet d'une attention ou de mesures spéciales de la part de ces autorités. Une autre série de ratios confidentiels, appelée Financial Analysis Solvency Tracking System, est aussi utilisée aux fins de surveillance. Les sociétés d'assurance présentent généralement des données à la NAIC qui les analyse à l'aide des ratios financiers appropriés. Chacun de ces ratios comporte une « fourchette habituelle » de variation. Le fait que les ratios d'une société d'assurance dévient de la fourchette habituelle ne signifie pas nécessairement qu'elle a obtenu des résultats défavorables. De manière générale, lorsqu'au moins quatre des ratios d'une société d'assurance dévient de la fourchette habituelle, les autorités de réglementation entreprennent une enquête sur la société ou effectuent un suivi de ses activités. Les autorités de réglementation peuvent instaurer diverses mesures comportant différents niveaux de supervision, allant de l'exercice d'une surveillance accrue à l'imposition de restrictions en matière commerciale. Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2022, soit la période la plus récente pour laquelle les résultats sont disponibles, les ratios des filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. se situaient dans la fourchette habituelle de variation de la plupart des ratios IRIS. Trois ratios de l'Organisation américaine se situaient hors de la fourchette habituelle. Les ratios qui se sont situés hors de la fourchette habituelle n'indiquaient pas la présence de problèmes de solvabilité.

Exigences en matière de ratio du capital fondé sur le risque

Tous les États ont imposé des exigences en matière de ratio du capital fondé sur le risque aux sociétés d'assurance. Le système relatif au capital fondé sur le risque de la NAIC a été créé pour fournir une norme de suffisance de capital qui est fondée sur le risque, qui met en place un filet de sécurité pour les assureurs, qui est uniforme dans tous les États et qui prévoit une autorité de réglementation pouvant prendre des mesures dans les plus brefs délais. Le système relatif au capital fondé sur le risque exige des assureurs qu'ils calculent un montant minimal de capital à maintenir pour appuyer les divers risques auxquels ils sont exposés. Un facteur distinct est utilisé pour chaque catégorie de risque importante et peut varier selon le type d'assurance de première ligne. Le capital fondé sur le risque est axé sur les risques importants qui sont communs à un type d'assurance précis. En ce qui concerne l'assurance-vie et l'assurance-maladie, le capital fondé sur le risque tient compte du risque lié aux placements, du risque lié à l'assurance, du risque ayant trait aux taux d'intérêt et d'autres risques liés aux marchés et aux affaires en appliquant des facteurs aux différents montants présentés dans les états financiers obligatoires de la société. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les ratios du capital fondés sur le risque de l'Organisation américaine et des filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. devraient dépasser les niveaux sous lesquels une mesure réglementaire ou corrective pourrait être nécessaire.

Provisions prévues par la loi

Les lois sur l'assurance des États exigent que les sociétés d'assurance-vie et d'assurance-maladie vérifient le caractère adéquat de leurs provisions une fois par an. L'actuaire désigné pour l'Organisation américaine et les autres filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. doit soumettre un avis indiquant que ces provisions, compte tenu des actifs qui s'y rattachent, constituent une couverture suffisante des obligations contractuelles et des frais qui y sont liés de l'Organisation américaine et de chacune des filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie de la FSL inc. Si l'actuaire n'est pas en mesure de soumettre un tel avis, l'assureur visé doit constituer des provisions additionnelles.

Aux termes des règles de la NAIC, les sociétés d'assurance-vie et d'assurance-maladie doivent constituer une provision pour évaluation de l'actif (une « PEA »), qui est une provision au titre du risque de défaillance du crédit. L'importance de la PEA dépend de la composition et des résultats des portefeuilles de placements de l'entreprise. Ces provisions sont comptabilisées aux fins de l'application des conventions comptables imposées par la loi seulement, et non aux termes des IFRS; elles n'ont par conséquent aucun effet sur les résultats d'exploitation ou la situation financière présentés par la FSL inc. La PEA a un effet sur l'excédent calculé aux termes de la loi; la modification de ces provisions pourrait avoir un effet sur la capacité des filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. de verser des dividendes ou toute autre distribution à leur société mère respective et pourrait également avoir un effet sur les sommes devant être conservées en fiducie par l'Organisation américaine (se reporter à la rubrique « Montant minimal du capital et de l'excédent exigé par la loi » ci-après).

Montant minimal du capital et de l'excédent exigé par la loi

L'Organisation américaine et les filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. sont tenues de maintenir le montant minimal du capital et de l'excédent exigé par la loi, montant qui varie selon les États où elles sont titulaires d'un permis et le type d'activités qu'elles exercent.

L'Organisation américaine doit garder un certain montant d'actifs en fiducie auprès d'une institution financière jugée acceptable par le directeur du Department of Insurance and Financial Services du Michigan (le « directeur du Michigan »). Ce

montant doit, en tout temps, être au moins égal à la somme des provisions et autres passifs de l'Organisation américaine, du montant minimal du capital et de l'excédent exigé et des sommes supplémentaires jugées nécessaires par le directeur du Michigan pour couvrir le passif de l'Organisation américaine. En règle générale, ces actifs ne peuvent être utilisés que pour les obligations de la Sun Life envers ses titulaires de contrat américains, ses assurés présentant une demande de règlement et les autres créanciers de l'Organisation américaine. Le directeur du Michigan doit approuver toute modification de la convention de fiducie. Au 31 décembre 2023, l'Organisation américaine avait des actifs en fiducie supérieurs aux exigences de l'État du Michigan.

Placements des sociétés d'assurance

L'Organisation américaine et les autres filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. sont assujetties à des lois et règlements d'État qui exigent la diversification de leurs portefeuilles de placements et limitent le montant des placements dans certaines catégories telles que les titres à revenu fixe de qualité inférieure, les biens immobiliers, les placements étrangers et les actions. Si ces lois et règlements ne sont pas respectés, tout placement excédentaire sera assimilé à un actif non admis aux fins du calcul de l'excédent et, dans certaines circonstances, devra faire l'objet d'un dessaisissement.

Cotisations des associations de protection des assurés des États

Tous les États, le district de Columbia et Porto Rico obligent les assureurs à adhérer à des associations de protection des assurés (*insurance guaranty associations*) locales. Ces associations peuvent prélever des cotisations à l'égard des pertes des titulaires de contrat en cas d'insolvabilité ou d'insuffisance de capital de leurs assureurs. En règle générale, ces cotisations, qui ne peuvent pas dépasser un certain montant prévu, sont fondées sur la quote-part des primes obtenues par les assureurs membres dans les branches dans lesquelles l'assureur insolvable ou l'assureur doté d'un capital insuffisant exerce ses activités. Une part importante des cotisations versées par les filiales d'assurance américaines de la FSL inc. en vertu de ces lois peut servir de crédit à l'égard d'une part de leurs taxes sur les primes aux États-Unis.

Réglementation relative aux activités d'assurance au niveau fédéral

Bien que le gouvernement fédéral des États-Unis ne régie pas directement le secteur de l'assurance, la législation et les politiques administratives fédérales régissant divers domaines s'appliquent à la conduite du secteur de l'assurance, notamment la discrimination fondée sur l'âge et le sexe, la réglementation des sociétés de placement, la réglementation des services financiers, la réglementation des soins de santé, la réglementation sur les pratiques de corruption à l'étranger ainsi que l'impôt fédéral. Par exemple, le Congrès américain a, à divers moments, envisagé d'adopter des lois statuant sur les restrictions sur l'exemption des lois antitrust et la modification de la structure fédérale d'imposition.

DentaQuest et certaines autres filiales américaines de la FSL inc. administrent les prestations dentaires et les prestations liées aux soins de la vue pour des programmes de santé au niveau fédéral et étatique qui sont régis par les lois fédérales, y compris Medicaid et les programmes d'assurance visant la santé des enfants, les plans Medicare Advantage et les offres sur les bourses fédérales et étatiques en vertu de la loi intitulée *Patient Protection and Affordable Care Act*. CMS est l'agence fédérale américaine qui réglemente chacun de ces programmes. Chaque État américain administre son propre programme de Medicaid et s'appuie sur ses propres lois et règlements. La bourse dans chaque État est exploitée par CMS, une agence étatique, ou dans le cadre d'un partenariat entre les deux.

Réglementation des activités en matière de valeurs mobilières

Les activités de gestion de placements des filiales américaines de la FSL inc. sont assujetties aux lois et aux règlements fédéraux et étatiques applicables dans les territoires où elles exercent leurs activités. MFS et certaines autres filiales américaines de la FSL inc. sont inscrites en tant que conseillers en placement (*investment advisers*) en vertu de la loi intitulée *Investment Advisers Act of 1940*, dans sa version modifiée (la « Loi sur les conseillers en placement »), qui impose diverses obligations aux conseillers en placement inscrits, y compris des obligations fiduciaires et des obligations en matière d'information, d'exploitation, de tenue de livres et de déclaration.

Plusieurs filiales américaines de la FSL inc. offrent ou ont offert des produits qui sont inscrits auprès de la SEC à titre de sociétés de placement (*investment companies*) en vertu de la loi intitulée *Investment Company Act of 1940*, dans sa version modifiée (la « Loi de 1940 ») et qui émettent des titres inscrits en vertu de la loi intitulée *Securities Act of 1933*, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 »). Certaines filiales américaines de la FSL inc. offrent des services de gestion de placements à des fonds qui sont membres du même groupe qu'elles et qui, de façon similaire, sont inscrits comme sociétés de placement en vertu de la Loi de 1940 et qui émettent des titres inscrits en vertu de la Loi de 1933. La Loi de 1940 et la Loi de 1933 imposent diverses obligations aux sociétés de placement inscrites, entre autres relativement aux titres qu'elles émettent, notamment en matière d'information, d'exploitation, de tenue de livres et de déclaration et, dans le cas de la Loi de 1940, des interdictions ou des restrictions sur certaines opérations entre membres du même groupe.

Les sociétés de placement et les conseillers en placement inscrits sont régis et peuvent faire l'objet d'une vérification par la SEC. La SEC est autorisée à tenter des poursuites et à imposer des sanctions en cas de violations des lois sur les valeurs mobilières fédérales américaines. Le défaut de se conformer aux lois sur les valeurs mobilières applicables pourrait exposer les sociétés de placement et les filiales qui sont des conseillers en placement de la FSL inc. à diverses sanctions réglementaires, notamment un blâme, des restrictions à l'égard des activités des sociétés ou des personnes inscrites et la cessation de l'inscription, et pourrait faire en sorte que ses sociétés de placement inscrites doivent cesser la vente ou que leurs titres vendus soient annulés.

Dans la mesure où des produits sont réputés être des titres en vertu des lois américaines sur les valeurs mobilières fédérales ou étatiques, leur vente doit être dûment autorisée dans certains États américains et dans le district de Columbia. La commercialisation et la vente de titres sont assujetties à une loi intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, dans sa version modifiée (la « Loi de 1934 ») et à la réglementation publiée par la Financial Industry Regulatory Authority (la « FINRA »).

Certaines filiales américaines de la FSL inc. sont inscrites à titre de courtiers en valeurs mobilières en vertu de la Loi de 1934 et sont assujetties, par exemple, aux règles en matière de capital net de la SEC, et sont membres de la FINRA et assujetties à la réglementation de celle-ci. Certaines autres filiales américaines de la FSL inc. sont inscrites à titre d'agents des transferts en vertu de la Loi de 1934.

MFS, BGO, Crescent et InfraRed exercent également des activités dans les pays de l'UE, lesquelles sont aussi assujetties à des lois et des règlements sur les valeurs mobilières. La nouvelle Directive concernant les marchés d'instruments financiers et le règlement *Marchés d'instruments financiers* (la « MiFID II ») sont entrés en vigueur le 3 janvier 2018 et s'appliquent aux pays de l'UE et à tous les États membres de l'Espace économique européen (« EEE »). Les principales modifications induites par la MiFID II comprennent l'application d'obligations plus strictes en matière de communication de l'information, le renforcement des règles de conduite et des exigences de bonne gouvernance, l'élargissement de la portée des obligations de transparence avant et après négociation, l'augmentation des exigences relatives à la déclaration des opérations, la transformation des liens entre les commissions clients et les recherches, et l'imposition de nouvelles règles relatives aux plateformes de négociation. La mise en œuvre de la MiFID II a eu une incidence majeure sur la structure et les activités des marchés financiers de l'UE. En réponse à la MiFID II, MFS paie tous les honoraires liés à la recherche externe sur les placements pour tous les clients (y compris les clients non européens).

Autres questions d'ordre réglementaire aux États-Unis

Imposition aux États-Unis

La loi intitulée *Inflation Reduction Act* (l'« IRA ») a été promulguée le 16 août 2022 et prévoit certaines dispositions aux termes desquelles est mis en place un impôt minimum de remplacement des sociétés de l'ordre de 15 % qui s'applique à certaines sociétés pour les années fiscales débutant après le 31 décembre 2022. Le département du Trésor ou l'IRS devrait continuer à publier de nombreuses orientations relativement à ces changements législatifs dans les mois à venir. L'impôt minimum de remplacement des sociétés ainsi que d'autres dispositions de l'IRA ne devraient pas avoir une incidence significative sur notre charge fiscale aux États-Unis.

La Loi Dodd-Frank

La loi intitulée *The Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (la « Loi Dodd-Frank »), qui a été promulguée en juillet 2010, a permis d'adopter de nombreux changements législatifs et réglementaires pour le secteur des services financiers, lesquels ont graduellement été mis en application au cours des années.

La Loi Dodd-Frank a donné lieu à la réglementation fédérale américaine du marché des instruments dérivés hors cote et a attribué un nouveau pouvoir réglementaire conjointement à la SEC et à la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis (la « CFTC ») en ce qui a trait aux instruments dérivés hors cote. La SEC et la CFTC ont adopté des règles de mise en œuvre des exigences de la Loi Dodd-Frank, et certaines opérations sur des instruments dérivés de la Sun Life sont devenues assujetties, entre autres, à de nouvelles exigences en matière de tenue de registres, de communication de l'information et de documentation. De plus, certaines opérations sur des instruments dérivés non compensées conclues dans le cadre des opérations sur des instruments dérivés de la Sun Life sont assujetties à une variation réciproque et, dans le cas de certaines contreparties d'instruments dérivés de la Sun Life, à des exigences réciproques de marge initiale. Ces exigences de constitution de marges pourraient accroître les coûts et réduire la disponibilité des instruments dérivés ne faisant pas l'objet d'une compensation. Ensemble, les exigences de la Loi Dodd-Frank et les exigences de lois similaires adoptées par des organismes de réglementation canadiens et européens ont accru les coûts directs et indirects des activités de couverture et des activités connexes de la Compagnie et pourraient les accroître davantage dans l'avenir.

Réforme des taux d'intérêt de référence

Les taux interbancaires offerts mesurent le coût moyen que paient les banques pour emprunter auprès des autres banques, sur une base non garantie et à court terme. Ces taux ont été utilisés par le passé comme taux de référence pour divers types de produits et de contrats financiers, dont les placements en instruments dérivés, en créances et en titres à taux variable de la Sun Life (collectivement, les « placements ») qui sont fondés sur les taux interbancaires offerts.

Le 5 mars 2021, l'ICE Benchmark Administration (l'entité qui s'occupe du calcul du taux LIBOR) a annoncé son intention de cesser la publication : a) des taux LIBOR en dollars américains à une semaine et à deux mois et des taux LIBOR en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yens japonais immédiatement après la publication des taux LIBOR le 31 décembre 2021, et b) des autres taux LIBOR en dollars américains immédiatement après la publication des taux LIBOR le 30 juin 2023. Tous les taux LIBOR ont été abandonnés ou déclarés non représentatifs au plus tard le 30 juin 2023.

L'Alternative Reference Rates Committee du Federal Reserve Board a isolé le taux de financement à un jour garanti (*Secured Overnight Financing Rate* ou « taux SOFR ») comme taux de remplacement du taux LIBOR en dollars américains et a publié des clauses de repli propres au secteur à l'intention des participants du marché pour corriger les contrats afin de tenir compte de la transition du taux LIBOR en dollars américains vers le taux SOFR.

Au Canada, le 22 juin 2021, dans la foulée du mouvement international concerté, le BSIF a donné un aperçu de ses attentes à l'égard des institutions financières fédérales (les « IFF ») en ce qui a trait au processus d'abandon du taux LIBOR. En outre, le 16 mai 2022, Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited a annoncé la fin définitive de la publication du taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) pour les trois échéances restantes après le 28 juin 2024. Parallèlement, le BSIF a déclaré, dans une publication, qu'il s'attendait à ce que les IFF fassent passer tous les nouveaux dérivés et titres à un taux de référence de rechange d'ici le 30 juin 2023, sans qu'aucune nouvelle exposition au taux CDOR ne soit comptabilisée après cette date (avec des exceptions limitées pour les exigences en matière de gestion des risques), et à ce que les contrats de prêt faisant référence au taux CDOR fassent l'objet d'une transition d'ici le 28 juin 2024. Il est aussi attendu que les IFF donnent la priorité aux mises à jour de systèmes et de modèles afin de faciliter la transition du taux CDOR avant cette date.

Le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (le « TARCOM »), établi par le comité du Forum canadien des titres à revenu fixe de la Banque du Canada (le « Forum »), a facilité l'adoption du taux CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*) comme taux de remplacement du taux CDOR, et a publié un plan de transition en deux étapes ainsi qu'une clause de repli propre au secteur à l'intention des participants du marché pour corriger les contrats afin de tenir compte de la transition du taux CDOR au taux CORRA.

De plus, avec la fin de la publication du taux CDOR après le 28 juin 2024, le modèle de prêt de l'acceptation bancaire cessera d'exister, et il est attendu qu'il n'y aura plus d'émissions d'acceptations bancaires. Pour faciliter l'abandon du taux CDOR et des acceptations bancaires par les marchés de prêts canadiens, le 27 juillet 2023, le TARCOM a mis en œuvre une étape importante de son plan de transition selon laquelle aucun nouveau contrat lié au taux CDOR et aucune acceptation bancaire ne devrait être conclu après le 1^{er} novembre 2023. Le Forum a formé un groupe de travail sur les acceptations bancaires afin de faciliter une transition fluide vers l'abandon des acceptations bancaires dans le but d'évaluer de potentielles options de remplacement.

Il est difficile de prédire pleinement l'incidence de la réforme touchant les taux de référence mentionnée ci-dessus. Par conséquent, la Sun Life continue de mettre en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un vaste programme qui assure une transition efficace et fluide afin d'utiliser des taux de référence de rechange adéquats.

Cybersécurité et confidentialité des renseignements sur les clients

Les autorités de réglementation fédérales et étatiques des États-Unis s'intéressent davantage à la question de la confidentialité et de la cybersécurité. Plus particulièrement, le ministère des Services financiers de New York a modifié les règlements existants visant à renforcer les contrôles de la cybersécurité des institutions financières, et le ministère inclut des programmes de cybersécurité dans le processus d'examen. La NAIC a élaboré un règlement type sur la cybersécurité fondé sur celui de New York et de multiples États ont adopté des mesures semblables. Ce règlement exige des titulaires de permis, y compris certaines filiales d'assurance américaines de la FSL inc., qu'ils mettent en place des systèmes de sécurité de l'information fondés sur les risques; qu'ils établissent des procédures d'investigation détaillées en cas d'incidents de cybersécurité, qu'ils évaluent les risques auxquels ils sont exposés et qu'ils surveillent leurs fournisseurs de services externes; et qu'ils se conforment aux nouvelles exigences plus strictes en matière de communication de l'information.

De plus, les lois étatiques et fédérales des États-Unis exigent des institutions financières, ce qui comprend les assureurs, les sociétés de placement et les courtiers en placements, qu'elles maintiennent la sécurité et protègent la confidentialité des renseignements de leurs clients et qu'elles les informent sur les politiques et les pratiques qu'elles ont mises en place relativement à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements de leurs clients. L'État de la Californie a adopté une législation et des règlements visant à accroître les droits à la protection de la vie privée des consommateurs, et d'autres États ont adopté des lois semblables relatives à la protection de la vie privée axées plus particulièrement sur les clients ou songent à adopter de telles lois. Ces lois et règlements changeront substantiellement les exigences relatives à la protection des données aux États-Unis, imposeront des sanctions plus sévères en cas de non-respect et accorderont aux consommateurs le droit d'accéder à leurs données personnelles et de les supprimer et de les corriger ainsi que, dans certains États, des droits d'action privés.

Ces lois et règlements augmenteront aussi les coûts ainsi que les obligations de conformité liés aux démarches entreprises pour assurer la sécurité de l'information de la Compagnie et l'administration y afférente.

La loi intitulée USA PATRIOT Act of 2001

La loi intitulée *USA PATRIOT Act of 2001* (la « Loi PATRIOT ») vise à renforcer la coopération entre les institutions financières, les autorités de réglementation et les organismes chargés de faire respecter la loi dans la lutte contre le terrorisme, le blanchiment de capitaux et d'autres activités illégales. La réglementation qui s'applique au secteur de l'assurance oblige les sociétés d'assurance qui émettent des produits visés (*covered products*) à mettre en œuvre des programmes de lutte contre le blanchiment de capitaux et à produire des rapports sur les activités suspectes auprès du département du Trésor des États-Unis. Les filiales américaines de la FSL inc. qui émettent des produits visés et ses filiales américaines qui sont des courtiers en valeurs mobilières ont mis en œuvre des programmes de contrôle de la lutte contre le blanchiment de capitaux afin de se conformer aux règlements de la Loi PATRIOT et aux exigences relatives à la lutte au financement des activités terroristes de l'Office of Foreign Assets Control.

Congé familial et congé de maladie payés

De plus en plus d'États ont adopté des programmes obligatoires de congé familial et de congé de maladie payés (« CFCMP »), ou envisagent de le faire. Ces programmes procurent généralement une protection partielle du revenu aux employés qui ne

peuvent pas travailler parce qu'ils ont de graves problèmes de santé ou qu'ils doivent prendre soin d'un membre de leur famille. Au niveau fédéral aussi, certaines propositions de CFCMP sont également examinées. Bien que les programmes de CFCMP et la couverture de l'invalidité à court terme se chevauchent, ce qui pourrait nuire au marché de l'invalidité à court terme dans lequel l'Organisation américaine et les filiales d'assurance-vie et d'assurance-maladie américaines de la FSL inc. exercent leurs activités, ces programmes permettent également aux assureurs de créer de nouveaux produits afin de desservir un marché émergent.

Asie

La Sun Life exerce ses activités par l'intermédiaire de filiales, de coentreprises ou d'entités liées établies aux Philippines, à Hong Kong, en Indonésie, au Vietnam, en Inde, en Chine, en Malaisie et à Singapour. Les activités de nos filiales, de nos coentreprises et de nos entités liées en Asie sont assujetties aux cadres locaux de réglementation et de surveillance dans leurs territoires d'exploitation, lesquels varient d'un pays à l'autre, mais habituellement les autorités de réglementation accordent (ou révoquent) des permis permettant à une société d'y faire affaire et contrôlent la capacité d'une société d'y exercer ses activités d'assurance.

En règle générale, la législation applicable dans un pays donné porte sur l'inscription des représentants, sur la réglementation des caractéristiques des produits et l'approbation des produits, sur la répartition des actifs, sur le capital minimal, sur la base de calcul pour la solvabilité et les provisions, sur l'évaluation des passifs attribuables aux titulaires de contrat, sur les conditions régissant l'impartition des fonctions essentielles et non essentielles, sur la protection des titulaires de contrat et des investisseurs, sur le remplacement d'administrateurs ou de dirigeants clés et sur les exigences relatives au blanchiment d'argent, à la règle « Bien connaître son client » et au financement d'activités terroristes. Les autorités de réglementation peuvent également réglementer les liens avec d'autres institutions financières et les structures d'actionariat, et peuvent restreindre la déclaration de dividendes ainsi que la capacité à effectuer certaines opérations portant sur les capitaux propres. Bon nombre de territoires exigent aussi que les sociétés d'assurance participent aux régimes de protection des titulaires de contrat.

Philippines

Dans le cadre des activités que nous avons établies aux Philippines en 1895, nous distribuons un grand éventail de produits et de solutions d'assurance-vie, de gestion d'actifs et de placement, essentiellement par l'intermédiaire de notre réseau d'agences exclusives et la bancassurance, d'une société de gestion d'actifs et d'une société de gestion de placement et de fiducie.

Nous proposons des produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles et collectives tant à des particuliers qu'à des entreprises par l'intermédiaire de notre filiale en propriété exclusive, Sun Life of Canada (Philippines), Inc. (« Sun Life Philippines »), et de notre coentreprise avec le groupe de sociétés Yuchengco, Sun Life Grepa Financial, Inc. (« Sun Life Grepa »), dans laquelle nous détenons une participation de 49 %. De plus, nous offrons des fonds communs de placement et des produits liés aux formules de prévoyance par l'intermédiaire, respectivement, des filiales en propriété exclusive de Sun Life Philippines, Sun Life Asset Management Company, Inc. (« SLAMCI ») et Sun Life Financial Plans Inc. (« SLFPI »). Les solutions de gestion de fiducie et de placements sont offertes par l'intermédiaire de Sun Life Investment Management and Trust Corporation (« SLIMTC »). Aucune restriction sur la propriété étrangère ne vise les sociétés d'assurance-vie, les fonds communs de placement ou les sociétés de fiducie et de prévoyance aux Philippines.

Sun Life Philippines et Sun Life Grepa sont des sociétés d'assurance-vie constituées aux Philippines et réglementées par la Insurance Commission. Sun Life Philippines propose des produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles et collectives par l'intermédiaire de son réseau d'agences exclusives, de courtiers et de partenaires de technologie financière. Sun Life Grepa propose ses produits d'assurance-vie individuelle et collective par l'intermédiaire d'un réseau d'agences exclusives et aux termes d'arrangements en matière de distribution par bancassurance. La Insurance Commission supervise et réglemente les activités des sociétés d'assurance-vie, d'assurance dommages et de prévoyance.

Aux Philippines, les sociétés d'assurance-vie sont tenues de maintenir en tout temps la valeur nette minimale exigée par la réglementation. Actuellement, la valeur nette minimale exigée est de 1,3 milliard de pesos philippins. De plus, les sociétés d'assurance-vie doivent maintenir un ratio du CFR minimal de 100 %, comme l'exige le cadre du capital fondé sur le risque.

SLAMCI est un gestionnaire et distributeur de fonds communs de placement et est réglementée par la Securities and Exchange Commission. SLFPI propose des régimes de retraite et d'épargne-études aux Philippines; SLFPI est assujettie à la réglementation de la Insurance Commission.

SLIMTC est réglementée par la Bangko Sentral ng Pilipinas et est autorisée à offrir des services de gestion de fiducie et de placements. Elle a été établie pour offrir des services de gestion de portefeuilles mondiaux et locaux à stratégies multiples et générer des rendements ajustés en fonction du risque supérieurs pour les investisseurs individuels et institutionnels aux Philippines.

Indonésie

En Indonésie, nous offrons des produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles ainsi que l'assurance-vie créancier par l'intermédiaire de notre filiale en propriété exclusive, PT Sun Life Financial Indonesia.

PT Sun Life Financial Indonesia est autorisée à exercer des activités dans le secteur de l'assurance-vie en Indonésie et peut distribuer des produits d'assurance-vie en Indonésie. PT Sun Life Financial Indonesia peut en outre concevoir et distribuer des produits conformes à la charia en Indonésie par l'intermédiaire de son unité opérationnelle conforme à la charia.

Les Indonesian Financial Services Authorities (*Otoritas Jasa Keuangan*) (la « OJK ») constituent l'organisme de réglementation chargé de la supervision et de la réglementation des secteurs des services financiers en Indonésie, y compris le secteur de l'assurance. La Indonesia Life Insurance Association (la « AAJI ») continue de faire office de lien entre les sociétés d'assurance-vie et le ministère des Finances et la OJK pour ce qui est de l'élaboration de nouveaux règlements et de nouvelles lignes directrices relativement au secteur de l'assurance-vie. La AAJI délivre les permis nécessaires au personnel de vente du secteur de l'assurance-vie (soit les agents). La Indonesia Sharia Insurance Association remplit un rôle semblable à celui de la AAJI, sauf qu'elle s'occupe des activités d'assurance conformes à la charia. La mise en œuvre de dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur de l'assurance fait également l'objet d'une surveillance par le Indonesian Financial Transaction Reports and Analysis Center, en plus de la supervision générale de la OJK.

Les sociétés d'assurance-vie exerçant des activités en Indonésie sont tenues de maintenir un ratio de solvabilité minimal de 120 % du montant minimal de capital exigé et doivent avoir des capitaux propres de 100 milliards de roupies indonésiennes.

En juillet 2023, la OJK a publié le règlement intitulé *Regulation No. 11 of 2023 on Spin-off of Sharia Units of Insurance Companies and Reinsurance Companies* (le « OJK Regulation 11 »), qui porte sur la prorogation d'un délai et les exigences pour la scission des unités opérationnelles conformes à la charia des sociétés d'assurance. Le OJK Regulation 11 reporte du 17 octobre 2024 au 31 décembre 2026 la date limite à laquelle les assureurs doivent réaliser la scission des activités conformes à la charia et a présenté certaines nouvelles exigences, notamment celle de soumettre à la OJK les modifications apportées aux plans de scission des unités relevant de la charia avant le 31 décembre 2023. Le plan modifié de scission des unités relevant de la charia de PT Sun Life Financial Indonesia a été soumis pour approbation auprès de la OJK le 15 décembre 2023.

Vietnam

Au Vietnam, nous proposons une vaste gamme de produits d'assurance, d'épargne, de placement et de retraite par l'intermédiaire de notre filiale en propriété exclusive, la Sun Life Vietnam Insurance Company Limited. Aucune restriction sur la propriété étrangère ne vise la Sun Life Vietnam; toutefois, tout transfert de 10 % ou plus du capital apporté de n'importe quel assureur-vie doit être approuvé par le ministère des Finances du Vietnam (« MFV »).

En juin 2022, l'assemblée nationale vietnamienne a adopté une nouvelle loi sur les activités d'assurance (la « loi sur les activités d'assurance de 2022 ») qui est entrée en vigueur en date du 1^{er} janvier 2023, sauf certaines exigences qui sont assorties d'une période de transition. En juillet 2023, le gouvernement vietnamien a publié un nouveau décret sur la mise en œuvre de la loi sur les activités d'assurance de 2022 (le « décret n° 46 »), qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023, dont un certain nombre de dispositions prennent effet rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2023.

Le secteur de l'assurance au Vietnam est essentiellement réglementé par le MFV, qui établit les normes relatives à toutes les activités liées à l'assurance, notamment l'approbation des produits, la restriction des taux de commissions payables sur les produits d'assurance, l'évaluation de la provision actuarielle et les exigences en matière de solvabilité. Les assureurs-vie ont la responsabilité d'assurer le respect de l'exigence relative au maintien d'un capital social minimal de 600 milliards de dongs vietnamiens et au dépôt d'une garantie correspondant à 2 % du capital social auprès d'une banque commerciale au Vietnam. Les sociétés d'assurance-vie qui vendent des produits de retraite ou des produits en unités de compte doivent avoir un capital social minimal de 800 milliards de dongs vietnamiens. Les sociétés d'assurance-vie qui vendent des produits de retraite et des produits en unités de compte doivent avoir un capital social minimal de 1 000 milliards de dongs vietnamiens. Les capitaux propres du propriétaire d'une société d'assurance-vie ne doivent pas être inférieurs au capital social minimal exigé pour cet assureur. Pour les assureurs-vie qui vendent des produits de retraite ou des produits en unités de compte, les exigences légales actuelles en ce qui concerne le maintien d'un capital social minimal continueront de s'appliquer aux sociétés d'assurance-vie agréées avant le 1^{er} janvier 2023 (y compris la Sun Life Vietnam) jusqu'à la fin de 2027. À partir de janvier 2028, les sociétés d'assurance-vie au Vietnam seront tenues de respecter des exigences accrues en ce qui concerne le maintien d'un capital social minimal qui sont énoncées dans le décret n° 46, y compris l'exigence de maintenir un capital social minimal de 750 milliards de dongs vietnamiens pour les sociétés d'assurance-vie en général, de 1 000 milliards de dongs vietnamiens pour les sociétés d'assurance-vie qui vendent des produits de retraite ou des produits en unités de compte et de 1 300 milliards de dongs vietnamiens pour les sociétés d'assurance-vie qui vendent à la fois des produits de retraite et des produits en unités de compte.

La marge de solvabilité exigée est de 300 milliards de dongs vietnamiens de plus que la marge de solvabilité minimale pour les assureurs qui vendent des produits de retraite et de 200 milliards de dongs vietnamiens de plus que la marge de solvabilité minimale pour les assureurs qui vendent des produits en unités de compte et des produits d'assurance-vie universelle. Le MFV exige également que les sociétés d'assurance-vie maintiennent a) des provisions minimales; b) pour les contrats en unités de compte, une marge de solvabilité minimale correspondant à 1,5 % des provisions d'assurance plus 0,3 % des sommes à risque; c) pour les produits d'assurance-vie universelle et les produits de retraite, une marge de solvabilité minimale correspondant à 4 % plus 0,3 % des sommes à risque; et d) pour les autres contrats d'assurance-vie et les polices d'assurance-maladie, une marge de solvabilité minimale correspondant à 4 % des provisions d'assurance plus, soit (i) 0,1 % des sommes à risque pour les polices d'une durée de cinq ans ou moins, soit (ii) 0,3 % des sommes à risque pour les polices d'une durée de plus de cinq ans. Les sociétés d'assurance-vie doivent par ailleurs créer un fonds de prévoyance pour garantir leur solvabilité. Ces exigences de marge

de solvabilité minimale s'appliquent jusqu'à la fin de 2027 et, ensuite, les sociétés d'assurance-vie seront tenues de maintenir un ratio du CFR (tel qu'il est indiqué ci-après). Les sociétés d'assurance-vie doivent déduire 5 % de leur bénéfice annuel après impôts pour mettre en place un fonds de prévoyance obligatoire, jusqu'à concurrence d'une somme correspondant à 10 % du capital apporté.

Les produits offerts par la Sun Life Vietnam sont généralement distribués aux clients qui sont des particuliers par l'intermédiaire d'un réseau d'agences, comprenant des agences exploitées seules ou rattachées à une société, et de banques partenaires, et aux clients qui sont des sociétés par l'intermédiaire d'une agence rattachée à une société. La Sun Life Vietnam a l'option de faire affaire avec des fournisseurs de services auxiliaires en matière d'assurance qui sont admissibles afin qu'ils la soutiennent dans le cadre de la vente des produits de la Sun Life Vietnam aux clients. Les services auxiliaires en matière d'assurance comprennent les consultations relatives aux assurances, l'évaluation du risque lié à l'assurance, le calcul de l'assurance, l'évaluation des sinistres et l'aide dans le cadre des réclamations.

Il est à noter qu'aux termes de la loi sur les activités d'assurance de 2022, la propriété étrangère des assureurs et des réassureurs nationaux peut atteindre 100 %. La loi sur les activités d'assurance de 2022 prévoit également un régime plus clair pour les participants du marché (y compris la Sun Life Vietnam) en ce qui concerne la prestation de services d'assurance et l'offre de produits d'assurance par des plateformes en ligne, et introduit des règlements sur le capital fondé sur le risque afin d'appliquer un modèle de gestion s'appuyant sur le capital fondé sur le risque dans le marché des assurances vietnamien. Par conséquent, la solvabilité d'un assureur dépendra, entre autres, du maintien d'un ratio de suffisance du capital fondé sur le capital réel et le capital fondé sur le risque de l'assureur. Le capital fondé sur le risque sera établi en fonction de l'ampleur et du nombre des impacts de divers groupes de risques sur les activités commerciales de l'assureur, y compris : (i) les risques d'assurance, (ii) les risques du marché, (iii) les risques opérationnels, (iv) d'autres risques dont il n'a pas été tenu compte. Le MFV s'attelle à l'élaboration du régime du capital fondé sur le risque et s'appuie sur une consultation à l'international et des marchés pour en assurer la pleine application d'ici le 1^{er} janvier 2028.

Le 2 novembre 2023, le MFV a émis la New Circular No. 67/2023/TT-BTC (la « circulaire n° 67 »), qui entrerait immédiatement en vigueur et qui donne le détail d'un certain nombre de dispositions de la loi sur les activités d'assurance de 2022 et du décret n° 46. La circulaire n° 67 fournit de nouvelles lignes directrices aux acteurs du secteur de l'assurance, notamment les exigences relatives : (i) à la rémunération des canaux de distribution liée à des objectifs de qualité et de persistance, (ii) au plafond de la surprime des canaux de distribution à compter de 2026, (iii) aux restrictions sur la vente de produits liés à des placements aux clients emprunteurs de l'agent de la société, (iv) à l'enregistrement audio des consultations en assurance et (v) à la confirmation des assurés à l'égard des documents d'illustration et lors de la vente de produits liés aux placements.

Inde

Aditya Birla Sun Life Insurance Company Limited (« ABSLI ») est notre coentreprise d'assurance-vie établie en Inde avec Aditya Birla Group dans laquelle nous avons une participation de 49 %. ABSLI propose une gamme complète de produits d'assurance individuelle et collective et de produits d'épargne et de retraite par l'intermédiaire d'un réseau de distribution à canaux multiples qui repose, notamment, sur un réseau d'agences exclusives, la bancassurance, des courtiers et des activités de marketing en milieu de travail.

Le secteur de l'assurance en Inde est régi par la Insurance Regulatory & Development Authority of India (« IRDAI ») dont les responsabilités comprennent l'attribution de certificats d'enregistrement aux sociétés d'assurance, la protection des intérêts des titulaires de contrat ainsi que la réglementation et la promotion du secteur de l'assurance tout en veillant à ce que la croissance de ce secteur soit bien ordonnée. Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications réglementaires sont entrées en vigueur, lesquelles ont eu une incidence, entre autres, sur la conception et la structure des produits, notamment les commissions, la distribution, les placements, la gestion des dépenses, la gestion des risques, la gouvernance d'entreprise, l'enregistrement des assureurs, la rémunération des administrateurs non membres de la direction et des gestionnaires clés et le règlement des griefs.

Les sociétés d'assurance-vie exerçant des activités en Inde doivent maintenir un ratio de solvabilité minimale (total des actifs disponibles pour la solvabilité / marge de solvabilité obligatoire) de 150 % en tout temps, la marge de solvabilité obligatoire étant un montant calculé en appliquant des facteurs spécifiques aux réserves et au capital de risque. Les sociétés d'assurance-vie sont tenues de maintenir leur marge de solvabilité disponible à un niveau qui ne peut être inférieur au plus élevé de 50 % du montant minimal de capital exigé et de 100 % de la marge de solvabilité obligatoire. Le capital versé minimal pour les sociétés d'assurance-vie est de 1 milliard de roupies indiennes.

Le plafond des investissements étrangers dans le secteur de l'assurance en Inde est de 74 % du capital-actions d'une société d'assurance indienne, sous réserve que la société d'assurance remplisse la condition selon laquelle la majorité de ses administrateurs, la majorité de ses gestionnaires clés, et au moins une personne parmi le président du conseil, le directeur général et le chef de la direction de la société sont des citoyens résidant en Inde. En outre, l'IRDAI doit approuver au préalable toute vente d'actions qui représente plus de 1 % du capital-actions total et toute acquisition qui entraînera une augmentation de la participation à plus de 5 % du capital-actions. L'augmentation de l'investissement étranger dans une société d'assurance indienne doit se conformer aux lignes directrices en matière de tarification fixées par la Reserve Bank de l'Inde.

Aditya Birla Sun Life Pension Management Limited (« ABSLPML ») est une filiale en propriété exclusive d'ABSLI. ABSLPML propose des solutions de placement pour la retraite et agit à titre de gestionnaire de caisses de retraite dans le cadre du National

Pension Scheme Trust du National Pension System (« NPS ») afin de pouvoir assurer la gestion de caisses de retraite dans le secteur privé conformément aux normes énoncées par le NPS, aux modalités des mécanismes permis et aux dispositions des lignes directrices publiées par la Pension Fund Regulatory and Development Authority.

En Inde, les fonds communs de placement et les services de gestion de portefeuille sont régis par les lignes directrices et les règlements émis par le Securities and Exchange Board de l'Inde et par diverses autres lois applicables.

Nous sommes, conjointement avec Aditya Birla Capital Limited, les promoteurs d'Aditya Birla Sun Life AMC Limited (« ABSLAMC »), une société de gestion d'actifs en Inde dans laquelle nous avons une participation de 36,49 %. Les actions de participation de ABSLAMC sont inscrites à la cote de la National Stock Exchange of India Limited et de la BSE Limited.

ABSLAMC est principalement le gestionnaire de placements d'Aditya Birla Sun Life Mutual Fund, une fiducie enregistrée en vertu de la loi intitulée *Indian Trusts Act, 1882*. ABSLAMC gère également plusieurs entreprises, y compris les Portfolio Management Services, les Real Estate Investments et les Alternative Investment Funds. ABSLAMC a également établi des filiales en propriété exclusive à Singapour, à Dubaï et à Maurice.

Chine

Sun Life Everbright Life Insurance Company Limited est une société d'assurance-vie investie au niveau national en Chine dans laquelle nous détenons une participation de 24,99 %. Elle mise sur un modèle de distribution à canaux multiples qui regroupe des agences exclusives, du courtage, de l'assurance collective et des alliances de bancassurance pour vendre des produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles ainsi que des produits d'épargne.

Sun Life Everbright Life Insurance Company Limited a une participation de 99 % dans Sun Life Everbright Asset Management Co., Ltd., qui exerce ses activités en Chine à titre de société spécialisée dans la gestion des actifs d'assurance.

Le secteur de l'assurance en Chine est régi par la National Administration for Financial Regulation (la « NAFR ») nouvellement créée, qui remplace l'ancienne China Banking and Insurance Regulatory Commission (la « CBIRC »). La NAFR supervise le secteur financier (à l'exception du secteur des valeurs mobilières) et est chargée de protéger les droits et les intérêts des consommateurs de produits financiers, de renforcer la gestion des risques, de mener des enquêtes conformément aux lois et aux règlements et de faire appliquer ceux-ci. La NAFR a repris certaines fonctions de la People's Bank of China et de la China Securities Regulatory Commission, notamment la supervision courante des sociétés financières et la protection des consommateurs et des investisseurs financiers.

À l'heure actuelle, les sociétés d'assurance établies en Chine (y compris les sociétés d'assurance-vie) peuvent investir leurs fonds d'assurance (y compris leurs fonds de capitaux, fonds de réserve, bénéfices non distribués, diverses provisions et autres fonds, qu'ils soient libellés en renminbis ou dans une monnaie étrangère) dans les actifs suivants (sous réserve du respect des conditions prescrites pour chaque type de placement) : les dépôts bancaires, divers titres négociables (comme les obligations d'État, les obligations de sociétés, les obligations financières, les actions, les parts de fonds d'investissement de titres), les fonds d'investissement de titres d'infrastructure cotés en bourse, les activités de prêt de titres, l'immobilier, les titres de capitaux propres, les produits dérivés tels les contrats à terme, les options et les swaps de taux d'intérêt (pourvu que le placement dans des produits dérivés ne soit pas spéculatif et qu'il ait uniquement pour objet de couvrir les risques, et le placement dans des produits dérivés étrangers est assujéti aux exigences supplémentaires de l'autorité de réglementation), les produits de sociétés de gestion des actifs d'assurance (y compris les plans d'investissement en titres de créance, les plans d'investissement en actions, les produits de portefeuille et autres produits approuvés par l'autorité de réglementation), certains produits financiers admissibles (y compris des produits de gestion de patrimoine, des plans de fiducie de fonds regroupés, des plans de swap de titres de créance en capitaux propres, des titres adossés à des créances, des plans de gestion d'actif unique et d'autres produits approuvés par l'autorité de réglementation) de banques commerciales, de sociétés de gestion de patrimoine, de sociétés de fiducie, de sociétés de placement d'actifs financiers, de sociétés de valeurs mobilières, de sociétés de gestion des valeurs mobilières, de sociétés de gestion de fonds de placement de valeurs mobilières et d'autres institutions financières de même que d'autres canaux de placement autorisés par le Conseil d'État.

Le capital versé minimal d'une société d'assurance est de 200 millions de renminbis (au comptant seulement), et d'autres exigences de fonds propres s'appliquent lorsque de nouvelles succursales sont ouvertes.

Les sociétés de gestion des actifs d'assurance sont également régies par la NAFR et peuvent exercer, notamment, les activités suivantes : (i) gérer les fonds d'assurance qui leur sont confiés par leurs clients (notamment leurs actionnaires et les sociétés d'assurance contrôlées par leurs actionnaires) et divers actifs en provenant; (ii) gérer d'autres fonds (y compris les fonds d'assurance-vie mixte de base, les fonds de sécurité sociale, les fonds de rentes d'entreprise, les fonds de rentes relatifs à l'exercice d'une profession et d'autres fonds d'investisseurs admissibles nationaux et étrangers) et divers actifs en provenant; (iii) gérer et utiliser leurs propres fonds libellés en renminbis ou en d'autres devises; et (iv) maintenir des activités de titres adossés à des actifs et proposer des produits de gestion des actifs d'assurance.

La gestion et l'utilisation de fonds d'assurance par des sociétés de gestion des actifs d'assurance sont assujétiées à des exigences et restrictions semblables à celles qui s'appliquent aux sociétés d'assurance. À l'heure actuelle, les sociétés de gestion des actifs d'assurance établies en Chine ont le droit d'utiliser les fonds qui leur sont confiés pour investir dans les actifs suivants : dépôts bancaires, obligations d'État, obligations financières, actions, fonds d'investissement de titres, produits financiers (y compris des produits de gestion de patrimoine, des plans de fiducie de fonds regroupés, des plans de swap de titres de créance

en capitaux propres, des titres adossés à des actifs et d'autres produits approuvés par l'autorité de réglementation), placements indirects dans des actions et placements immobiliers (sauf les placements immobiliers par l'intermédiaire de participations en capitaux propres ou la propriété directe d'actifs immobiliers) et autres canaux de placement autorisés par le Conseil d'État. Des dépositaires indépendants sont nommés à l'égard des fonds gérés par des sociétés de gestion des actifs d'assurance; il s'agit obligatoirement de banques commerciales ou d'autres institutions financières qui respectent les exigences réglementaires. Le capital social d'une société de gestion des actifs d'assurance doit être d'au moins 100 millions de renminbis ou d'une somme équivalente libellée en une devise qui a libre cours.

Les sociétés d'assurance peuvent, soit seules, soit par l'intermédiaire de gestionnaires de placements admissibles, utiliser leurs fonds d'investissement pour faire des placements et ces « gestionnaires de placements admissibles » incluent les sociétés de gestion des actifs d'assurance et leurs filiales. Les sociétés de gestion des actifs d'assurance peuvent gérer et utiliser les fonds d'assurance qui leur sont confiés, mais aussi d'autres fonds qui leur sont confiés par des clients autres que de produits d'assurance.

Les sociétés de gestion des actifs d'assurance ont également le droit d'exercer les activités liées aux produits de gestion d'actifs d'assurance conformément aux règles de l'autorité de réglementation et devraient effectuer l'émission du produit, son enregistrement, son dépôt, ses opérations, son règlement, la divulgation des renseignements le concernant ainsi que d'autres démarches par l'intermédiaire d'une plateforme d'enregistrement d'actifs et d'opération sur des actifs qui a été approuvée par l'autorité de réglementation. L'autorité de réglementation doit activement surveiller le processus complet d'exploitation et de gestion de ces produits et identifier les investisseurs (bénéficiaires) ultimes ainsi que les actifs sous-jacents.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020, l'ancienne CBIRC a éliminé le plafond antérieur de 51 % relatif à la propriété étrangère dans les sociétés d'assurance-vie établies en Chine, ce qui signifie qu'un investisseur étranger peut maintenant avoir la propriété exclusive d'une société d'assurance-vie en Chine. En octobre 2019, l'ancienne CBIRC a également introduit une modification des normes administratives relatives aux sociétés d'assurance étrangères, laquelle offre un plus grand accès aux marchés en retirant l'exigence selon laquelle une société d'assurance étrangère doit exercer des activités d'assurance depuis plus de 30 ans et avoir eu un bureau de représentation en Chine pendant au moins deux ans avant de pouvoir établir une société d'assurance étrangère en Chine, et permet à des groupes d'assurance étrangers d'investir dans une société d'assurance et d'établir une société d'assurance, et à d'autres institutions financières étrangères d'investir dans des sociétés d'assurance.

Avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2022, le règlement sur la gestion des sociétés de gestion d'actifs d'assurance n'inclut plus de restrictions sur le ratio des avoirs en actions des investisseurs étrangers dans des sociétés de gestion d'actifs d'assurance.

Hong Kong

Dans le cadre de nos activités dans la région administrative spéciale de Hong Kong, nous proposons une gamme complète de produits pour répondre aux besoins en matière d'assurance et d'épargne. Nous offrons des produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie individuelles et des fonds de prévoyance obligatoires (le régime de retraite imposé par le gouvernement), et proposons l'administration de régimes de retraite aux particuliers et aux entreprises par l'intermédiaire d'un réseau d'agences exclusives et de conseillers financiers indépendants.

Sun Life Hong Kong Limited (la « SLHK ») est autorisée par l'Insurance Authority (l'« IA ») de Hong Kong aux termes de la loi intitulée *Insurance Ordinance* d'exercer certaines catégories d'activités liées aux contrats à long terme à Hong Kong ou depuis Hong Kong. Le 26 juin 2017, l'IA a pris le relais de l'ancienne autorité de réglementation gouvernementale, l'Office of the Commissioner of Insurance, en ce qui a trait au mandat d'autoriser et de réglementer les sociétés d'assurance à Hong Kong. Le 23 septembre 2019, l'IA a repris des organismes d'autorégulation existants à l'époque de la réglementation des intermédiaires d'assurances au moyen d'un nouveau régime obligatoire d'accréditation et de supervision des intermédiaires. L'offre de nos produits d'assurance liés aux placements, fonds de retraite collectifs, fonds d'investissement collectifs approuvés, fonds de prévoyance obligatoires et régimes de retraite professionnels est également réglementée par une ou plusieurs autorités de réglementation des services financiers, y compris l'IA, la Securities and Futures Commission de Hong Kong ou la Mandatory Provident Fund Schemes Authority. Nos fiduciaires et nos intermédiaires qui administrent et distribuent ces produits, fonds et régimes sont également supervisés et réglementés par une ou plusieurs des autorités de réglementation mentionnées ci-dessus.

À Hong Kong, les sociétés exerçant des activités d'assurance à long terme sont tenues de maintenir en tout temps une marge de solvabilité obligatoire. En vertu des lois en vigueur, la marge de solvabilité obligatoire correspond au plus élevé de 2 millions de dollars de Hong Kong ou de la somme de deux éléments, soit un pourcentage des provisions mathématiques et un pourcentage des fonds propres à risque, comme le prévoient les règles intitulées *Insurance (Margin of Solvency) Rules* (en règle générale, 4 % des provisions mathématiques et 0,3 % des fonds propres à risque). Pour une société d'assurance exerçant des activités d'assurance à long terme, en vertu des lois en vigueur, l'excédent de la valeur de son actif sur le montant de son passif doit correspondre au moins à la marge de solvabilité obligatoire. Le capital versé minimal pour les assureurs à Hong Kong est de 10 millions de dollars de Hong Kong. Dans la pratique, l'exigence réelle en matière de capital est beaucoup plus stricte que ce que la législation exige et dépendra en outre des activités exercées par l'assureur. Malgré ce qui précède, en pratique, l'IA imposera également des exigences supplémentaires en matière de solvabilité afin que le marché de l'assurance soit sain et solide.

La loi intitulée *Insurance (Amendment) Ordinance 2023* (l'« Amendment Ordinance »), qui devrait entrer en vigueur en 2024, modifiera considérablement les exigences, notamment celles en matière de marge de solvabilité et de capital applicables aux assureurs de Hong Kong. L'Amendment Ordinance introduit une base légale pour la mise en œuvre du régime du capital fondé sur le risque à Hong Kong, en vertu de laquelle la suffisance du capital d'un assureur sera évaluée en fonction de son profil de risque plutôt que de ses marges de solvabilité. Par exemple, le capital d'un assureur devra satisfaire à la fois à une exigence de « montant de capital prescrit » (*prescribed capital amount*) (qui devrait être une mesure de la valeur à risque du capital nécessaire pour garantir un actif net non négatif, compte tenu des risques engagés dans le cadre de l'activité de la société d'assurance) et à une exigence de « montant de capital minimum » (*minimum capital amount*). Il est attendu que l'IA consulte à nouveau le secteur avant de promulguer des règles détaillées concernant le calcul de ces montants et les exigences techniques du régime du capital fondé sur le risque. Ces règles et exigences détaillées seront introduites par le biais de règlements pris en vertu de la loi intitulée *Insurance Ordinance*. Le 14 août 2023, SHLK a reçu l'approbation de l'IA pour l'adoption anticipée du régime du capital fondé sur le risque.

Malaisie

Dans le cadre de nos activités établies en Malaisie, nous proposons de l'assurance individuelle et collective ainsi que des produits takaful par l'intermédiaire de la Sun Life Malaysia Assurance Berhad (« SLMA ») et de la Sun Life Malaysia Takaful Berhad (« SLMT »), respectivement, nos coentreprises avec Renggis Ventures Sdn. Bhd. (une filiale de Khazanah Nasional Berhad), dans chacune desquelles nous avons une participation de 49 %. SLMA a une entente de bancassurance exclusive avec CIMB Bank Berhad qui lui permet de distribuer des produits d'assurance par l'intermédiaire de son réseau en Malaisie, alors que SLMT a une entente de bancassurance takaful exclusive avec CIMB Islamic Bank Berhad qui lui permet de distribuer des produits takaful par l'intermédiaire de son réseau qui s'étend à toute la Malaisie. Les sociétés ont élargi leur circuit de distribution afin qu'il inclue d'autres partenaires du secteur de la bancassurance et de la bancassurance takaful, des produits d'assurance distribués par des agences, du marketing direct, des entreprises gouvernementales et commerciales, du télémarketing, en ligne et par l'entremise d'un service de télécommunication.

La banque centrale de Malaisie, Bank Negara Malaysia (« BNM »), régit les entités exerçant des activités d'assurance et des activités takaful en Malaisie et exige des sociétés d'assurance et des exploitants takaful qu'ils disposent d'un capital versé minimal de 100 millions de ringgits malais. BNM exige également que les assureurs et les exploitants takaful maintiennent un niveau de fonds propres suffisant compte tenu de leurs profils de risque selon les cadres fixés pour le capital fondé sur le risque, et a établi un niveau cible minimal de fonds propres aux fins de surveillance de 130 %. La politique gouvernementale actuelle impose un plafond de 70 % à la propriété étrangère d'actions dans les sociétés d'assurance et les exploitants takaful en Malaisie.

Conformément au document de discussion intitulé *Discussion Paper on Risk-Based Capital Framework for Insurers and Takaful Operators (Framework Design)* (le « document de discussion ») publié par BNM en juin 2021, il a été proposé d'apporter plusieurs améliorations à la conception du cadre de suffisance du capital pour les sociétés d'assurance et les exploitants takaful autorisés. Les sociétés d'assurance et les exploitants takaful ont été invités à donner leur avis et une étude d'impact quantitative a été réalisée en 2022 afin de recueillir des données aux fins d'analyse approfondie et de perfectionnement de la conception du nouveau cadre proposé. Le document de discussion fait partie d'une approche progressive visant à affiner les exigences en matière de suffisance du capital applicables aux sociétés d'assurance et aux exploitants takaful. Un nouveau cadre reflétant l'approche révisée devrait être mis en œuvre en 2025.

Singapour

L'Organisation de Singapour de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie exerce des activités d'assurance-vie à Singapour. Elle est titulaire d'un permis à titre d'assureur direct (vie) auprès de la Monetary Authority of Singapour (« MAS ») aux termes de la loi intitulée *Insurance Act 1966* pour servir un segment de marché défini, sous réserve de certaines conditions, notamment le respect d'un montant minimum pour les polices d'assurance. La MAS est la banque centrale de Singapour et l'autorité de réglementation et de supervision des institutions financières, y compris les sociétés d'assurance, et supervise les questions touchant la délivrance de permis et l'inscription, la conduite professionnelle, la solvabilité et la suffisance du capital, les exigences de conformité des produits et les enjeux liés au blanchiment d'argent. L'Organisation de Singapour de la Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie est assujettie à la totalité des lois et des règlements de Singapour applicables.

À Singapour, un assureur titulaire d'un permis à titre d'assureur direct (vie) est tenu de maintenir en permanence un capital-actions ordinaire payé (ou son équivalent reconnu par le MAS conformément aux lois du territoire de constitution de l'assureur) d'au moins 10 millions de dollars de Singapour, et est assujetti à des exigences continues en matière de solvabilité et de suffisance du capital, conformément aux règlements intitulés *Insurance (Valuation and Capital) Regulations* et à d'autres lignes directrices applicables.

Bermudes

La Sun Life et certaines filiales de la FSL inc. exercent des activités liées à l'assurance et aux placements aux Bermudes, ou à partir des Bermudes, et sont réglementées comme des sociétés d'assurance ou de placement, selon le cas, dans ce territoire. La Bermuda Monetary Authority (la « BMA ») est l'organisme de réglementation principal des sociétés nationales et internationales d'assurance et de placement exerçant des activités aux Bermudes, ou à partir des Bermudes. La BMA a le pouvoir de réglementer les questions touchant la délivrance de permis et l'inscription. La loi intitulée *Insurance Act 1978* et la loi intitulée *Investment Business Act 2003* confèrent à la BMA un vaste pouvoir de surveillance à l'égard de la réglementation des titulaires de permis. La BMA est également l'organe de surveillance du secteur des services financiers en ce qui concerne la loi intitulée

Proceeds of Crime Act, qui est en vigueur aux Bermudes et vise à lutter contre le blanchiment d'argent. En vertu de ces lois et des lois connexes, la Sun Life et certaines filiales de la FSL inc. sont assujetties à des exigences relatives à leur solvabilité, à la divulgation de l'information financière, au respect de la vie privée et à la sécurité des données et à leur manière de conduire les affaires.

Autres territoires

Dans chacun des pays où nos autres filiales, coentreprises ou entités liées exercent leurs activités, les autorités de réglementation locales supervisent et surveillent la situation commerciale et financière de celles-ci. Dans un certain nombre de pays, certaines de ces filiales, coentreprises et entités liées exerçant des activités d'assurance doivent remplir des exigences précises en matière de fonds de roulement et de capital réglementaire. Certaines de nos filiales (y compris MSF, BentallGreenOak, InfraRed et/ou leurs filiales respectives), coentreprises et membres de son groupe, exercent également des activités dans divers pays, y compris au Japon et en Australie, et y sont assujetties aux lois et aux règlements applicables qui diffèrent de pays en pays.

Facteurs de risque

La présente rubrique présente un résumé de certains des risques importants qui pourraient entraîner des répercussions (et qui, dans certains cas, ont des répercussions) sur nos activités, notre réputation, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. En tant qu'organisation de services financiers d'envergure exerçant des activités dans un secteur complexe, la Compagnie fait face à différents risques et incertitudes. Nous sommes assujettis aux risques liés à l'établissement de notre stratégie commerciale et de nos objectifs d'affaires, à l'exercice de nos activités commerciales dans la poursuite de notre stratégie et de la réalisation de nos objectifs, et à des facteurs externes tels que des changements sur le plan de la conjoncture économique, du contexte géopolitique, de la concurrence, de l'environnement, du contexte social et du cadre réglementaire. Nous sommes assujettis aux risques financiers et aux risques d'assurance qui sont liés à nos obligations et également dans le cadre de la gestion et du rendement de nos actifs, y compris la façon dont nous faisons correspondre nos rendements sur nos actifs avec le paiement des obligations envers nos clients. Chacun de ces risques est également examiné en tenant compte de différents types d'incertitudes, dont l'issue est inconnue tout comme la probabilité qu'elles se produisent. L'incertitude peut porter sur les résultats financiers attendus et la volatilité, les tendances et les événements extrêmes. De plus, au moment de relever les risques, il est important de tenir compte de la corrélation des risques, des risques interconnectés, des modalités d'exposition et des périodes d'évaluation du risque.

Tels qu'ils sont présentés dans notre cadre de gestion des risques, ces facteurs de risque ont été regroupés en six catégories principales : risque lié au marché, risque lié à l'assurance, risque de crédit, risque d'ordre commercial et stratégique, risque opérationnel et risque lié à la liquidité. D'autres risques, qui ne sont pas indiqués ci-après, peuvent exister et, même s'ils ne sont pas considérés comme importants à l'heure actuelle, ils pourraient également avoir une incidence sur nos activités dans l'avenir. Ces renseignements, ainsi que les autres renseignements figurant dans la présente notice annuelle et dans le rapport de gestion de 2023, dans les états financiers consolidés de 2023 et dans d'autres rapports et documents que nous déposons auprès des autorités en valeurs mobilières, devraient être examinés attentivement.

Chacun de ces risques peut survenir seul ou se produire en combinaison avec d'autres, et ces risques peuvent se produire en même temps ou dans un contexte dans lequel un ou plusieurs risques évoluent de manière rapide. Par exemple, une grave pandémie pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les résultats techniques en matière de mortalité et morbidité. Un événement de la sorte pourrait également déclencher des événements défavorables sur les marchés financiers internationaux, notamment un repli des marchés boursiers et des baisses des taux d'intérêt, une volatilité accrue sur les marchés et une détérioration du crédit, et pourrait aussi donner lieu à des risques opérationnels comme des perturbations au sein de l'organisation et dans les ententes de prestation de services conclues avec les tiers ou une réponse gouvernementale ou réglementaire.

Bien qu'un certain nombre de risques décrits ci-après fassent mention d'exemples de l'interconnectivité de certains risques et des liens entre ceux-ci, il ne s'agit pas d'un inventaire complet. Il convient de noter que ces liens peuvent continuer d'évoluer et de changer au fil du temps et que l'incidence défavorable combinée des risques sur notre rentabilité, notre situation financière et notre réputation pourrait être beaucoup plus importante que l'incidence de la somme des risques pris séparément. Notre évaluation de la probabilité que ces risques se concrétisent et, le cas échéant, de leur incidence change au fil du temps.

Une description de notre approche en matière de gestion des risques figure à la rubrique « Gestion du risque » de notre rapport de gestion de 2023. Bon nombre des facteurs de risque mentionnés ci-après contiennent des énoncés prospectifs.

Risque de marché

Nous sommes exposés au risque de marché, lequel est défini comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs des passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux contrats de placement ou des actifs financiers fluctuent en raison de la variation ou de la volatilité des cours du marché. Le risque de marché comprend le risque actions, le risque de taux d'intérêt et le risque de corrélation, le risque immobilier, le risque de change et le risque lié à l'inflation.

Nous avons mis en œuvre des programmes de gestion actif-passif et de couverture qui prévoient la surveillance régulière des risques de marché et l'ajustement de ceux-ci au moyen d'actifs, d'instruments dérivés et de pensions sur titres visant à maintenir notre exposition au risque de marché à un niveau conforme à notre appétence pour le risque. La disponibilité générale et le coût

de ces instruments de couverture peuvent également subir l'incidence défavorable de certains autres facteurs, notamment la fluctuation des taux d'intérêt et la volatilité accrue des marchés financiers, ainsi que tout changement des conditions générales des marchés et de l'environnement de réglementation au sein desquels sont utilisés ces programmes de couverture. Plus précisément, les règlements visant les produits dérivés pourraient accroître les coûts et avoir des répercussions sur notre stratégie de couverture. En outre, ces programmes pourraient eux-mêmes nous exposer à d'autres risques.

Risque actions

Le risque actions constitue le risque de subir des pertes financières en raison des baisses ou de la volatilité des cours des marchés boursiers. Le risque actions auquel nous sommes exposés provient de plusieurs sources.

Nos produits des activités ordinaires proviennent de nos activités de gestion d'actifs et de certains contrats d'assurance et de rente aux termes desquels des honoraires sont perçus sur des soldes de comptes qui dépendent directement des niveaux des marchés boursiers. Par conséquent, nous sommes davantage exposés au risque actions, car les fluctuations défavorables de la valeur de marché de ces actifs entraînent une incidence défavorable correspondante sur les produits, le bénéfice et la marge de service contractuelle. En outre, le recul et la volatilité des marchés des actions peuvent avoir une incidence négative sur les souscriptions et les rachats de ces produits, ce qui peut aussi se traduire par une incidence défavorable sur le bénéfice net, la marge de service contractuelle et le capital.

Une partie de notre exposition au risque actions découle des garanties de prestations visant les produits de fonds distincts, certains contrats d'assurance avec participation, certains contrats d'assurance ajustables et certains contrats d'assurance-vie universelle. Ces garanties de prestations peuvent être déclenchées au décès, à l'échéance, au retrait ou à la conversion en rente. Le coût de ces garanties est incertain et dépend de nombreux facteurs, y compris les conditions générales des marchés financiers, nos stratégies de couverture, les comportements des titulaires de contrat et les résultats au chapitre de la mortalité, et chacun de ces facteurs pourrait avoir des incidences négatives sur le bénéfice net, la marge de service contractuelle et le capital.

Bien qu'une part importante des contrats soient couverts par le programme de couverture, le risque lié aux marchés relativement à ces contrats auquel nous sommes exposés n'est pas couvert en totalité. Pour les contrats de fonds distincts inclus dans le programme de couverture, nous couvrons généralement la valeur des coûts nets futurs attendus des règlements et les ajustements de risques y afférents pour les risques non financiers. Un certain nombre de facteurs peuvent avoir une incidence défavorable sur l'offre générale et le coût de ces instruments de couverture, dont les changements dans les taux d'intérêt, la volatilité accrue des marchés financiers et les changements dans la conjoncture des marchés ainsi que le contexte réglementaire en général au sein desquels ces programmes de couverture sont utilisés.

Nos programmes de couverture peuvent nous exposer à d'autres risques, notamment au risque de corrélation et au risque de volatilité, et accroître notre exposition au risque de crédit de contrepartie lié aux contrats dérivés, au risque lié à la liquidité, au risque concernant les modèles et aux autres risques d'exploitation. Ces facteurs peuvent avoir une incidence défavorable sur l'efficacité nette, les coûts et la viabilité financière du maintien de ces programmes de couverture et, par conséquent, nuire à notre rentabilité et à notre situation financière. Bien que nos programmes de couverture visent à atténuer ces effets (par exemple, le risque de crédit de contrepartie de couverture est géré en maintenant une grande diversification, en faisant affaire principalement avec des cocontractants très bien notés, et en concluant des contrats négociés de gré à gré compensés par l'intermédiaire de chambres de compensation centrales, des contrats négociés en bourse ou des contrats bilatéraux négociés de gré à gré directement entre contreparties qui sont habituellement assortis d'annexes sur le soutien au crédit), un risque résiduel et la possibilité d'une volatilité des bénéfices déclarés et du capital persistent.

Nous sommes également directement exposés aux marchés boursiers en raison des placements appuyant d'autres passifs du fonds général, l'excédent et les régimes d'avantages sociaux des employés. Ces risques ne font généralement pas l'objet d'une couverture, puisqu'ils correspondent à notre approche en matière de prise de risques et à notre appétence pour le risque.

Risque de taux d'intérêt et d'écart de crédit

Le risque de taux d'intérêt et d'écart de crédit comprend le risque de perte financière découlant des variations de la valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de placement et des actifs financiers issues des variations ou de la volatilité des taux d'intérêt ou des écarts de crédit. Dans la pratique, lorsqu'il existe une discordance entre les flux de trésorerie liés aux actifs et les engagements contractuels qu'ils couvrent, il peut se révéler nécessaire de céder des actifs pour couvrir les prestations et frais liés aux contrats ou de réinvestir des entrées de fonds excédentaires lorsque les taux d'intérêt ou les écarts de crédit sont défavorables. Ce risque est géré par l'entremise de notre programme de gestion actif-passif. Les détails du programme de gestion actif-passif sont présentés sous « Gouvernance et contrôle de la gestion du risque de marché », à la rubrique K, « Gestion du risque », de notre rapport de gestion de 2023.

Notre principale exposition au risque de taux d'intérêt et d'écart de crédit découle de contrats d'assurance et de placement assortis de garanties sous forme de taux d'intérêt minimaux, de taux de prime maximaux, d'options de règlement, d'options garanties de conversion en rente et de prestations minimales. Si le rendement des placements s'avérait inférieur aux taux garantis, nous pourrions être tenus d'augmenter nos passifs ou notre capital à l'égard de ces contrats. Les garanties liées à ces produits pourraient être applicables aux primes passées déjà reçues et aux primes futures à recevoir. Les contrats liés à des fonds distincts fournissent des garanties liées au rendement des fonds sous-jacents qui peuvent s'appliquer au décès, à l'échéance, au retrait ou à la conversion en rente. L'exposition aux garanties est gérée dans les limites de notre appétence pour

le risque par l'intermédiaire de notre programme de gestion actif-passif, ce qui peut comprendre le recours à des stratégies de couverture utilisant des dérivés de taux d'intérêt, comme des garanties de taux plancher, des swaps, des contrats à terme normalisés et des swaptions. L'incidence de ces garanties sur le bénéfice net, la marge sur services contractuels et le capital est prise en compte dans les sensibilités au risque de marché présentées.

La volatilité ou les changements importants des taux d'intérêt ou des écarts de taux pourraient avoir une incidence négative sur les ventes de certains produits d'assurance et de rente, et pourraient avoir une incidence défavorable sur les prévisions en matière de rachats de contrats existants. Des hausses des taux d'intérêt et l'accroissement des écarts de crédit pourraient faire augmenter le risque de voir les titulaires de contrat demander le rachat de leur contrat, ce qui pourrait nous forcer à liquider des actifs à perte. Bien que nous ayons mis en œuvre des programmes de couverture et que nos produits d'assurance et de rente prévoient généralement des clauses visant à limiter les rachats, ces éléments pourraient ne pas suffire à contrebalancer entièrement l'incidence défavorable des variations des taux d'intérêt ou des écarts. Les baisses des taux d'intérêt ou le resserrement des écarts de taux peuvent entraîner la réduction de l'écart net entre les intérêts obtenus sur les placements et les intérêts portés au crédit des titulaires de contrat. Les baisses des taux d'intérêt ou le resserrement des écarts peuvent également donner lieu à une augmentation des rachats d'actifs, à des remboursements anticipés de créances hypothécaires et au réinvestissement net des flux de trésorerie positifs à des taux de rendement inférieurs et, par conséquent, avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière. Des taux d'intérêt défavorables peuvent aussi entraîner des pertes au titre des dépôts en trésorerie et à court terme et des rendements faibles ou négatifs de nos actifs à revenu fixe, ce qui aurait une incidence sur notre rentabilité.

Nous sommes également exposés directement aux taux d'intérêt et aux écarts de taux en raison de nos placements appuyant d'autres passifs du fonds général, l'excédent et les régimes d'avantages sociaux des employés. La hausse des taux d'intérêt ou l'augmentation des écarts réduira la valeur de nos actifs actuels. À l'inverse, la baisse des taux d'intérêt ou le resserrement des écarts de taux occasionneront une réduction des produits tirés des placements sur les nouveaux achats d'actifs à revenu fixe. Ces risques ne font pas l'objet d'une couverture, puisqu'ils s'inscrivent dans notre approche en matière de prise de risques et d'appétence pour le risque.

Une période prolongée de taux d'intérêt faibles pourrait avoir une incidence défavorable additionnelle sur notre bénéfice net, notre marge sur services contractuels, notre capital et notre capacité à mettre en œuvre notre stratégie et nos plans d'affaires. Cette incidence pourrait entre autres prendre la forme d'une baisse des souscriptions, d'affaires nouvelles moins rentables, de changements dans le modèle de rachat des polices existantes.

Risque immobilier

Le risque immobilier est la possibilité que nous subissions des pertes financières en raison des fluctuations de la valeur de nos placements immobiliers ou des flux de trésorerie futurs qui y sont associés. Nous sommes exposés au risque immobilier et nous pourrions subir des pertes financières en raison de la propriété directe de placements immobiliers, ou de telles pertes pourraient découler indirectement de placements dans des titres à revenu fixe garantis par des biens immobiliers, de droits de tenure à bail, de loyers fonciers et d'opérations d'achat et de cession-bail. Le risque de prix lié aux biens immobiliers peut découler de conditions des marchés externes, d'une analyse inadéquate d'un immeuble, d'une couverture d'assurance insuffisante, de l'évaluation inappropriée des biens immobiliers ou de l'exposition au risque environnemental. Nous détenons des placements immobiliers qui soutiennent le passif du fonds général et l'excédent, et les fluctuations de valeur influenceront sur notre bénéfice net, notre marge de service contractuelle et notre capital. Une hausse importante et soutenue des taux d'intérêt pourrait entraîner une détérioration de la valeur des biens immobiliers.

Risque de change

Le risque de change provient de la non-concordance entre la monnaie dans laquelle sont libellés nos actifs et nos passifs (y compris le capital) et les flux de trésorerie. Ce risque peut provenir de diverses sources, telles que les opérations et les services libellés en monnaies étrangères, les couvertures de change, les placements libellés en monnaies étrangères, les placements dans des filiales étrangères et le bénéfice net tiré des établissements à l'étranger. Les changements ou la volatilité des taux de change, y compris les variations des monnaies dont la valeur est fixée à celle d'une autre monnaie, pourraient avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice net, notre marge de service contractuelle et notre capital.

En tant que fournisseur de services financiers à l'échelle internationale, nous sommes actifs dans plusieurs pays; nos produits et nos charges sont donc libellés dans plusieurs monnaies étrangères. Dans chaque territoire où nous sommes présents, nous faisons généralement en sorte que la monnaie étrangère de nos actifs corresponde à celle de nos passifs et du capital requis dans ce territoire. Nous pouvons ainsi nous protéger contre les perturbations de nos activités locales liées aux fluctuations de change. Les dérivés de change, comme les swaps de devises et les contrats de change à terme, sont utilisés à titre d'outil de gestion des risques afin de gérer le risque de change conformément à notre politique de gestion actif-passif. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, la Compagnie n'était pas exposée à un risque important lié au change.

Les variations de taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur notre bénéfice net et sur notre excédent au moment de la conversion en dollars canadiens des résultats financiers libellés en monnaie fonctionnelle. Le bénéfice net réalisé à l'extérieur du Canada ne fait généralement pas l'objet d'une couverture de change, et un recul de la monnaie locale de nos établissements étrangers par rapport au dollar canadien peut avoir une incidence défavorable sur notre bénéfice net exprimé en dollars canadiens. Un renforcement de la monnaie locale de nos établissements à l'étranger par rapport au dollar canadien pourrait

avoir l'effet contraire. Les fluctuations des taux de change pourraient également avoir une incidence sur les ratios de capital réglementaire.

Risque lié à l'inflation

Le risque lié à l'inflation correspond à la possibilité de subir une perte financière en raison de la variation des taux d'inflation. Ce risque découle des passifs relatifs aux contrats d'assurance qui sont liés à des mesures de l'inflation, comme l'indice des prix à la consommation. L'exposition au risque découle en grande partie de certains contrats de rentes collectifs et individuels et contrats d'assurance invalidité de longue durée collectifs. Dans le cas de ces contrats, le paiement de rentes et de règlements d'invalidité peut être lié à une formule d'indexation incluant un indice d'inflation des prix. Les paiements de prestations liés aux indices d'inflation peuvent également inclure divers plafonds, planchers et moyennes qui varient selon les produits.

L'exposition au risque lié à l'inflation est gérée dans le cadre de notre programme de gestion actif-passif, principalement en investissant dans des actifs liés à l'inflation afin de contrebalancer le risque lié au passif.

L'incidence de l'inflation sur les charges du fonds général est traitée à la rubrique « Facteurs de risque — Risque lié aux charges » de la présente notice annuelle.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est l'incertitude relative au rendement des produits en raison des différences entre les résultats réels et les résultats prévus à l'égard de la mortalité, de la morbidité et de la longévité. En outre, les risques liés au comportement des titulaires de contrat, à la conception des produits et à la fixation des prix, aux charges et à la réassurance ont une incidence sur plusieurs catégories de risque, y compris le risque d'assurance.

Risque lié au comportement des titulaires de contrat

Nous pourrions subir des pertes en raison du comportement défavorable des titulaires de contrat par rapport aux hypothèses utilisées dans l'établissement des prix et l'évaluation de nos produits en ce qui a trait à la déchéance des contrats ou à l'exercice d'autres options intégrées aux contrats.

L'incertitude quant au comportement des titulaires de contrat peut découler de plusieurs sources, notamment la survenance d'événements imprévus dans la vie des titulaires de contrat, la conjoncture économique générale (qu'elle soit meilleure ou pire que celle prévue), des changements dans les marchés des capitaux et les marchés financiers, des changements dans l'établissement des prix ou la disponibilité de produits existants, le lancement de nouveaux produits, des changements dans les technologies et les normes de souscription ainsi que toute modification de notre stabilité financière ou de notre réputation. L'incertitude quant aux flux de trésorerie futurs causée par le comportement des titulaires de contrat peut être accentuée davantage par des comportements inattendus souvent associés aux périodes de turbulence économique ou aux moments clés d'exercice d'options pendant la durée d'un contrat d'assurance.

Bon nombre de nos produits comprennent une forme quelconque d'options intégrées des titulaires de contrat allant de simples options relatives au rachat ou à la résiliation aux options plus complexes liées au paiement des primes ou à diverses dispositions en matière d'avantages et de couverture. Les modifications apportées à la fréquence relative à laquelle ces options sont choisies ou à la façon dont elles le sont (par rapport à ce qui est présumé dans l'établissement des prix et l'évaluation de ces options) pourraient avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière.

Des formes systémiques de risque lié au comportement des titulaires de contrat peuvent aussi survenir en lien avec la mise en place de marchés pour les contrats d'assurance-vie détenus par des investisseurs ou de marchés secondaires pour les contrats d'assurance-vie.

Risque lié à la mortalité et à la morbidité

Le risque lié à la mortalité et à la morbidité désigne le risque que les résultats techniques soient défavorables par rapport à ceux qui sont prévus en fonction des hypothèses utilisées dans l'établissement des prix et l'évaluation de produits. Le risque lié à la mortalité et à la morbidité peut survenir dans le cours normal des activités à cause de fluctuations aléatoires des résultats techniques réalisés, en raison de catastrophes, du fait d'une pandémie, ou conjointement avec d'autres facteurs de risque, tels que le risque lié à la conception des produits et à l'établissement des prix. Des résultats techniques défavorables en matière de mortalité ou de morbidité peuvent également survenir par une antisélection systémique qui pourrait découler d'une mauvaise conception des régimes ou d'une défaillance du processus de souscription, ou de la mise en place de marchés pour les contrats d'assurance-vie détenus par des investisseurs ou de marchés secondaires pour les contrats d'assurance-vie.

Des facteurs externes pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités liées aux assurances-vie, aux assurances-maladie, aux assurances contre les maladies graves, aux assurances invalidité, aux assurances soins de longue durée et aux rentes. Les résultats enregistrés au chapitre de la morbidité pourraient subir l'incidence défavorable d'événements externes, notamment une pandémie, une hausse des règlements d'invalidité durant les périodes de ralentissement économique, ainsi qu'une hausse des coûts des traitements médicaux et une augmentation de l'utilisation des médicaments de spécialité. Il s'ensuit une possibilité de résultats financiers défavorables.

Le risque lié à la concentration de la mortalité et de la morbidité est le risque qu'il se produise un événement catastrophique, comme des catastrophes naturelles (par exemple, les tremblements de terre), des catastrophes causées par l'homme (par exemple, les actes de terrorisme, les actions militaires et la propagation par inadvertance de produits toxiques dans l'environnement) ainsi que des épidémies, dans des emplacements où la couverture d'assurance est importante. Certains facteurs pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats techniques en matière de mortalité ou de morbidité par rapport aux hypothèses utilisées dans l'établissement des prix et l'évaluation des produits, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre rentabilité et notre situation financière.

Les lois actuelles restreignent le droit des assureurs d'obliger leurs titulaires de contrat à se soumettre à des tests génétiques ou à leur fournir les résultats de tels tests. Le fait que les titulaires de contrat obtiennent les résultats de leurs tests génétiques sans que nous y ayons accès engendre une asymétrie d'information entre les titulaires de contrat et les assureurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats techniques en matière de mortalité et de morbidité, et sur le comportement des titulaires de contrat. Cette asymétrie d'information pourrait s'accroître à mesure que les tests génétiques deviennent de plus en plus sophistiqués et accessibles, permettant de mieux diagnostiquer certaines conditions pour lesquelles le traitement est dispendieux ou inexistant. L'asymétrie d'information peut par ailleurs accroître le risque d'antisélection des titulaires de nouveaux contrats. Cela pourrait éventuellement avoir une incidence sur le taux de déchéance des contrats puisque de mauvais résultats de tests génétiques pourraient inciter des titulaires de contrat à conserver leur contrat, ce qui entraînerait des versements au titre des indemnités plus élevés que prévu au moment d'établir le prix et la valeur des produits, en plus d'augmenter les tarifs d'assurance, ce qui pourrait entraîner la perte de titulaires de contrat nouveaux et existants.

Risque lié à la longévité

Le risque lié à la longévité est la possibilité de subir des pertes en raison de changements défavorables dans les taux d'amélioration de la mortalité par rapport aux hypothèses utilisées dans l'établissement des prix et l'évaluation de produits. Ce risque peut se manifester peu à peu au fil du temps, à mesure que les conditions socio-économiques s'améliorent et que la médecine progresse. Toutefois, il pourrait se manifester plus rapidement, par exemple, en raison de percées médicales permettant de prolonger la vie humaine de façon considérable. Le risque lié à la longévité a une incidence sur des contrats lorsque leurs avantages ou leurs coûts sont fondés sur une probabilité de survie et le fait que les améliorations attendues dans l'espérance de vie des assurés sont supérieures aux prévisions pourrait donc faire augmenter le coût final de ces avantages (par exemple, les rentes, les retraites, le capital différé, certains fonds distincts et des types précis de contrats en matière de santé).

Bon nombre de nos produits offrent des avantages du vivant des titulaires de contrat. Une amélioration de l'espérance de vie des titulaires de contrat qui serait supérieure à ce qui avait été prévu pourrait, par conséquent, faire augmenter le coût final de ces avantages, ce qui exigerait le renforcement des passifs attribuables aux titulaires de contrat, pour ainsi donner lieu à des réductions du bénéfice net et des fonds propres. Pour le risque lié à la longévité, des facteurs externes, comme les progrès en médecine, pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités liées aux assurances-vie, aux assurances-maladie, aux assurances contre les maladies graves, aux assurances invalidité, aux assurances soins de longue durée et aux rentes.

Risque lié à la conception des produits et à la fixation des prix

Le risque lié à la conception des produits et à la fixation des prix s'entend du risque qu'un produit n'offre pas le rendement prévu, entraînant ainsi des conséquences financières défavorables. Ce risque peut découler d'écart entre les résultats réels et les hypothèses utilisées lors de la fixation des prix des produits. Les facteurs de risque incluent l'incertitude relative à la situation future concernant le rendement des placements, les comportements des titulaires de contrat, les résultats enregistrés au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les niveaux de vente, la répartition des affaires, les charges et l'impôt. Bien que certains de nos produits nous permettent d'augmenter les primes ou d'ajuster les charges et les crédits sur la durée des contrats, il est possible que les modalités de ces contrats ne nous permettent pas de procéder à des ajustements suffisants pour maintenir le niveau de rentabilité attendu, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation sur le plan du capital.

Les produits qui offrent des caractéristiques, des options ou des garanties complexes exigent des modèles, des méthodes ou des hypothèses d'établissement des prix de plus en plus complexes, ce qui accroît l'incertitude. Le risque lié à un établissement inexact des prix augmente avec le nombre et l'incertitude inhérente des hypothèses nécessaires pour concevoir un produit. Les données du passé conjuguées aux hypothèses portant sur les futures tendances peuvent être de mauvais indicateurs de l'avenir. Les manques de données sur les nouveaux produits ou les nouveaux segments de clientèle augmentent le risque que les résultats réels futurs ne correspondent pas aux hypothèses prévues. Des facteurs externes peuvent apporter de nouveaux facteurs de risque qui n'ont pas été pris en compte au moment de la conception du produit et peuvent avoir des répercussions négatives sur le rendement financier du produit. Les exigences accrues et le comportement des titulaires de contrat dans l'avenir peuvent varier de ce qui avait été prévu au moment de la conception du produit et ainsi nuire à son rendement financier.

Risque lié aux charges

Le risque lié aux charges est le risque que les charges à venir soient plus importantes que celles prises en compte dans les hypothèses utilisées pour la fixation des prix et l'évaluation des produits. Ce risque peut découler de la conjoncture économique générale, d'augmentations imprévues de l'inflation, d'une croissance plus lente que prévu ou d'une diminution de la productivité conduisant à une hausse des frais unitaires. Le risque lié aux charges se présente dans le cas des produits pour lesquels nous ne

pouvons ou ne voulons pas transférer les augmentations de coûts aux titulaires de contrat et prend la forme d'une augmentation des passifs ou d'une réduction des bénéfices futurs attendus.

À l'occasion, certains produits ou secteurs d'activité cessent d'être offerts en souscription (par exemple, les activités d'assurance-vie individuelle aux États-Unis). Notre capacité à gérer efficacement les activités fermées de ces produits ou secteurs d'activité entraîne des risques additionnels, tels que le risque lié au comportement des titulaires de contrat et le risque lié aux charges, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre rentabilité et notre situation financière.

Risque de réassurance

Nous achetons de la réassurance pour certains risques souscrits par nos diverses entreprises d'assurance. Le risque de réassurance s'entend du risque de perte financière causée par l'évolution défavorable des conditions des marchés de la réassurance (par exemple, l'abandon ou la diminution de la capacité de réassurance, ou l'augmentation des frais liés à la réassurance), l'insolvabilité d'un réassureur ou une réassurance inadéquate. Bien que les contrats de réassurance prévoient le recouvrement des sommes réglées par suite de la réalisation du risque cédé, la Compagnie demeure le principal responsable envers les titulaires de contrat.

Les taux des traités de réassurance en vigueur peuvent être soit garantis, soit ajustables sur la durée du contrat cédé. Les changements des conditions des marchés de la réassurance, notamment les mesures prises par les réassureurs pour augmenter les tarifs des garanties, nouvelles ou existantes, et notre capacité à obtenir la réassurance appropriée, peuvent avoir des répercussions négatives sur le coût associé au maintien d'une capacité de réassurance existante ou sur la disponibilité d'une nouvelle capacité de réassurance ou le coût associé à l'obtention de celle-ci, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur nos stratégies commerciales, notre rentabilité et notre situation financière. À mesure que le secteur mondial de la réassurance continue de passer en revue et d'optimiser ses modèles d'affaires, une hausse des taux ou la renégociation de certains anciens contrats de réassurance par nos réassureurs est possible. En outre, les modifications apportées à la réglementation visant les accords de réassurance pourraient avoir une incidence défavorable sur notre situation de capital.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de perte liée à des montants que nous devons à nos emprunteurs ou nos contreparties financières. Nous sommes exposés au risque de crédit lié aux émetteurs des titres de notre portefeuille de placements, aux débiteurs, aux titres structurés, aux réassureurs, aux contreparties (y compris les contreparties aux dérivés, aux mises en pension de titres et aux prêts de titres), à d'autres institutions financières et à d'autres entités. Des pertes peuvent survenir si une contrepartie omet de faire en temps opportun des paiements conformément à l'accord contractuel sous-jacent ou en cas de détérioration de la qualité du crédit ou du profil de risque de la contrepartie. Le risque de crédit peut également découler de la détérioration de la valeur, ou de l'incapacité de réaliser la valeur, d'un titre sous-jacent donné en garantie d'une dette. Le risque de crédit peut survenir en raison de la conjoncture économique générale, des conditions difficiles observables dans des secteurs particuliers ou des difficultés éprouvées par une seule entreprise. Les événements donnant lieu à des défauts, à des baisses de valeur ou à des révisions à la baisse de la notation des titres qui composent notre portefeuille de placements pourraient faire en sorte que la Compagnie enregistre des pertes réalisées ou latentes et que nous augmentions nos provisions pour insuffisance de l'actif, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos bénéfices.

La volatilité des marchés financiers, y compris la détérioration du crédit et les indicateurs de risque négatifs liés aux biens immobiliers, les fluctuations des facteurs macroéconomiques nationaux ou mondiaux, ou la perte présumée en raison des prévisions de défaillance, peut avoir une incidence importante sur la valeur des actifs à revenu fixe qui composent notre portefeuille de placements. Par exemple, notre portefeuille adossé à des créances est sensible aux fluctuations des facteurs macroéconomiques, des taux de défauts présumés concernant le groupe de garanties sous-jacent et des pertes par rapport aux taux de défauts prévus. De plus, notre portefeuille adossé à des créances a une exposition à des titres moins bien notés qui ont un fort effet de levier et relativement peu de subordination disponible en dessous de nos titres pour absorber les pertes du groupe de garanties sous-jacent. Dans le cas de ces titres, si un pourcentage de défaut relativement faible était obtenu dans le groupe de garanties sous-jacent, nous pourrions perdre la totalité du capital de notre placement dans le titre.

Dans le cadre de notre stratégie de gestion des risques, nous maintenons différents programmes de couverture qui peuvent reposer sur l'utilisation de produits dérivés. La conjoncture des marchés détermine la disponibilité et les coûts de cette protection par voie de produits dérivés. Même si nous faisons affaire principalement avec des cocontractants bien notés, l'insolvabilité d'un cocontractant aux termes d'un contrat dérivé ou son incapacité ou son refus d'effectuer des paiements aux termes d'un contrat dérivé pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière.

Nous achetons de la réassurance pour certains risques souscrits par nos différentes entreprises d'assurance. La réassurance ne nous dégage pas de notre responsabilité directe envers les titulaires de contrat et par conséquent, nous assumons le risque de crédit envers nos réassureurs. Même si nous faisons affaire principalement avec des réassureurs bien notés, la révision à la baisse de leurs notes ou l'insolvabilité d'un réassureur, ou son incapacité ou son refus d'effectuer des paiements conformément aux modalités d'une convention de réassurance pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière. Le risque qu'un réassureur soit incapable ou refuse de faire des paiements peut découler, notamment, de désaccords d'ordre juridique, de l'interprétation que fait un tribunal des modalités de la convention de réassurance, de modifications législatives ou réglementaires ou de l'interprétation de ces modifications.

Risque d'ordre commercial et stratégique

Le risque d'ordre commercial et stratégique est le risque que survienne une perte liée à l'incapacité d'établir, de planifier ou de mettre en œuvre de façon adéquate une stratégie appropriée en vue d'atteindre les objectifs stratégiques et commerciaux, ou de s'adapter à l'évolution des comportements des Clients ou au contexte commercial, économique, géopolitique, réglementaire ou environnemental et social externe, ou encore le risque que des hypothèses formulées dans des stratégies ne soient pas réalisées comme prévu.

Risque géopolitique

Le risque géopolitique correspond au large éventail de risques qui sont associés à des conflits ou à des tensions qui surviennent entre des États ainsi qu'à des événements ou à des tendances entraînant des répercussions au niveau mondial ou international qui accroissent les risques pour les activités des sociétés. Nous exerçons nos activités dans plusieurs régions du monde, et tout changement d'ordre économique, géopolitique ou réglementaire à l'échelle régionale et mondiale est susceptible d'influer sur nos activités commerciales et financières. Le risque géopolitique peut entraîner une volatilité accrue sur les marchés financiers et les marchés de l'énergie du monde, faire en sorte qu'il devienne plus difficile de faire des affaires dans certaines régions et accroître le risque de cyberattaques ciblées; il peut également entraîner un risque lié à la réputation.

À l'heure actuelle, il existe divers facteurs qui ont une incidence sur le risque géopolitique et sur l'incertitude, les exemples suivants en sont l'illustration, parmi d'autres :

- un risque géopolitique élevé, illustré par les conflits actifs en cours au Moyen-Orient, entre Israël et le Hamas, et en Europe, entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que par les risques associés aux tensions entre la Chine et Taïwan;
- les répercussions continues potentielles sur le commerce que peut avoir l'augmentation des tendances protectionnistes et des politiques industrielles nationales;
- la montée du populisme sur de nombreux marchés clés, y compris aux États-Unis, où les élections présidentielles contribueront à l'incertitude;
- une concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine, particulièrement dans le secteur de la technologie.

Risque économique

Nous pourrions être touchés par la conjoncture économique, les conditions sur les marchés financiers et les chocs économiques à l'échelle mondiale en raison du fait que les marchés mondiaux sont de plus en plus liés. Des facteurs comme la variation des taux d'intérêt, des taux de change, de la volatilité du marché, des prix des habitations, des dépenses, des économies et de la dette des consommateurs, des investissements d'affaires et de l'inflation à l'échelle mondiale peuvent avoir une incidence sur les contextes commercial et économique au sein desquels nous exerçons nos activités. En outre, des conditions économiques défavorables vont souvent de pair avec volatilité et détérioration des conditions sur les marchés financiers, qui peuvent avoir une incidence défavorable sur le comportement des Clients, sur nos ventes et notre rentabilité, sur nos notations de solidité financière et nos cotes de crédit et sur notre situation de capital et notre liquidité.

À l'heure actuelle, divers facteurs ont une incidence sur le risque économique et l'incertitude, notamment les suivants :

- l'augmentation du nombre de faillites de sociétés commerciales et d'entreprises, ces dernières faisant face à des coûts d'emprunt plus élevés;
- les modèles opérationnels de travail hybride et de travail à domicile ont entraîné une hausse des taux d'inoccupation et provoqué des tensions dans le secteur de l'immobilier commercial en Amérique du Nord;
- des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, les banques centrales s'efforçant de ramener l'inflation à son niveau cible et des niveaux d'inflation élevés qui persistent, dans un contexte de volatilité des marchés des capitaux, de distorsions du marché du travail, de perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de risques d'insolvabilité des entreprises et d'incidences sur le patrimoine des ménages, autant d'éléments qui peuvent mener à un ralentissement de l'économie mondiale;
- l'inégalité croissante des revenus.

L'incertitude économique prolongée peut susciter des risques accrus d'ordre commercial et stratégique, y compris les risques liés à la restructuration du secteur, aux fusions et acquisitions, à une dynamique concurrentielle en évolution et à des changements des cadres législatif, réglementaire et fiscal régissant nos activités. Le risque économique peut également se recouper avec d'autres facteurs de risque comme les risques environnementaux et sociaux, y compris le changement climatique et l'inégalité. En raison de ces facteurs, la possibilité existe, notamment, que la croissance reste faible, que l'inflation augmente, que les taux d'intérêt demeurent bas ou soient volatils, que les écarts de crédit demeurent faibles mais volatils et que les marchés boursiers soient volatils. Les répercussions économiques de l'un ou l'autre de ces facteurs pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos attentes ne se concrétisent pas, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers et notre capacité à exécuter notre stratégie commerciale. L'impact sur les marchés de cet environnement économique, de modifications apportées aux lois, aux règlements et aux politiques, ou d'autres initiatives gouvernementales pourrait continuer de mettre de la pression sur nos bénéfices, nos exigences en capital réglementaire, notre rentabilité, notre liquidité et notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans d'affaires. Des taux d'intérêt bas et une volatilité accrue occasionnent un certain nombre de défis pour nous, notamment une hausse des coûts de couverture, une baisse du rendement des placements, un changement défavorable dans le comportement des titulaires de contrat et une rentabilité inférieure des nouvelles activités. La volatilité et l'incertitude de l'environnement macroéconomique pourraient également donner lieu à

d'autres conséquences financières et non financières défavorables, telles qu'une réduction de valeur du goodwill, la baisse du cours de nos actions et une révision à la baisse de nos notes de solidité financière et de nos cotes de crédit.

Risque de mise en œuvre

Nos stratégies et plans d'affaires dépendent de la réussite des initiatives organisationnelles et stratégiques conçues pour appuyer la croissance de nos activités. Notre capacité à gérer efficacement la mise en œuvre de ces initiatives et à prioriser les initiatives a une incidence directe sur notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies. Il est primordial de repérer et d'appliquer les bonnes combinaisons d'initiatives pour atteindre les cibles de notre plan d'affaires. L'incapacité à repérer et à appliquer les bonnes initiatives pourrait également nuire à la structure de coûts et nous empêcher d'atteindre nos objectifs de croissance.

Notre rendement financier dépend de notre capacité à appliquer et à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans d'affaires axés sur la croissance. Les contextes économique, réglementaire et concurrentiel dans lesquels nous évoluons actuellement nous obligent à repérer de nouvelles occasions d'affaires et à nous y adapter rapidement ainsi qu'à affiner nos stratégies. S'il nous est impossible de repérer de nouvelles occasions d'affaires, de réviser nos stratégies en temps opportun ou de nous adapter aux nouvelles réalités, nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance.

La réussite de nos stratégies et de nos plans d'affaires a une incidence sur un certain nombre de facteurs, notamment notre capacité à générer des bénéfices suffisants afin de conserver un niveau approprié de capital; à générer des rendements durables sur nos placements; à satisfaire aux exigences réglementaires; à gérer efficacement notre exposition aux risques; à attirer et à fidéliser clients et distributeurs; à offrir une gamme appropriée et bien diversifiée de produits et de services, et à réduire nos frais d'exploitation tout en conservant notre capacité d'embauche, de fidélisation et de motivation du personnel clé. Rien ne garantit que nous réussirons à mettre en œuvre nos stratégies commerciales ni que ces stratégies nous permettront d'atteindre nos objectifs. Si nos stratégies commerciales sont infructueuses ou si elles ne sont pas mises en œuvre efficacement, nous pourrions être dans l'incapacité d'atteindre nos objectifs de croissance ou de profiter des occasions du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités et nos résultats financiers.

Risque lié à la distribution

Notre incapacité à atteindre l'échelle de distribution prévue pourrait avoir une incidence importante sur nos objectifs stratégiques et financiers. Il s'agit notamment de notre incapacité à recruter et à fidéliser des intermédiaires et des représentants à un prix qui est financièrement possible pour la Compagnie, ou à mettre au point des capacités et des technologies en ligne pour la vente et pour le soutien à la clientèle. Lorsque notre stratégie en ce qui concerne les produits ou que la distribution et les services connexes (y compris les capacités et les technologies en ligne pour la vente et le soutien à la clientèle) ne sont pas élaborés, modifiés ou réalisés en concordance avec nos objectifs stratégiques ou en fonction de l'évolution du comportement des clients ou de notre cadre réglementaire, le risque lié à la distribution peut aussi s'en ressentir. De plus, l'absence d'un modèle de distribution bien diversifié dans certains des territoires dans lesquels nous faisons affaire pourrait faire en sorte que nous dépendions trop d'un canal des agences donné ou de partenaires clés.

Nous distribuons nos produits par l'intermédiaire de plusieurs canaux de distribution : distributeurs exclusifs, représentants généraux de gestion, représentants généraux indépendants, intermédiaires financiers, courtiers, banques, conseillers en matière de retraite et d'avantages sociaux et autres entreprises de commercialisation tierces. Nous livrons concurrence à d'autres institutions financières dans le but d'attirer ces intermédiaires et ces représentants, et de les garder à notre service, en nous fondant sur les produits, la rémunération, les services de soutien et la situation financière. Nous sommes également exposés au risque que nos principaux partenaires de distribution se regroupent, subissent un changement dans leur structure du capital ou changent leur modèle de distribution, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur notre chiffre d'affaires et sur nos objectifs de croissance. De nouveaux canaux de distribution pourraient émerger et pourraient diminuer l'efficacité de notre stratégie de distribution actuelle. Les canaux de distribution enregistrent une croissance rapide dans quelques secteurs de certains pays, ce qui pourrait entraîner une augmentation des risques liés aux conflits et aux chevauchements en matière de conduite commerciale et de canaux de distribution. La capacité de rejoindre des clients et de les fidéliser au moyen de la technologie numérique et de l'analyse des données devient de plus en plus importante dans le secteur de l'assurance. Bien que l'utilisation de canaux de distribution numériques puisse nous aider à étendre nos activités, ces canaux nous exposent à des risques liés au respect de la réglementation et à la sécurité de l'information. Le fait que nous ne nous appuyions pas sur la bonne stratégie en ce qui concerne les produits ou la distribution, que nous n'ayons pas la bonne technologie connexe ou que nous ne soyons pas en mesure de recruter et de fidéliser ces intermédiaires et ces représentants pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre chiffre d'affaires et nos résultats d'exploitation.

Risques liés aux fusions, aux acquisitions, aux dessaisissements et aux investissements stratégiques

Nous examinons régulièrement les possibilités d'acquérir d'autres entreprises ou de nous départir de la totalité ou d'une partie de certaines entreprises, et ce, afin d'appuyer nos objectifs de croissance et nos stratégies. Toute opération comporte des risques liés notamment à des facteurs économiques, opérationnels, stratégiques, financiers, fiscaux, juridiques, réglementaires, de conformité, environnementaux et sociaux, ainsi qu'à d'autres facteurs.

Il y a un risque que nous ne soyons pas en mesure de réaliser une acquisition appropriée sur un marché ou dans un secteur souhaité ni de retirer les avantages financiers et stratégiques des transactions en raison de facteurs concurrentiels, d'exigences des autorités de réglementation ou d'autres facteurs. Il y a un risque que le déploiement de capital pour financer une opération

puisse limiter notre capacité de déployer d'autres capitaux pour concrétiser d'autres occasions et initiatives. Ces risques pourraient avoir une incidence défavorable sur notre capacité à atteindre nos objectifs financiers et stratégiques.

Notre capacité à concrétiser les avantages économiques, financiers et stratégiques d'une opération que nous concluons dépend de divers facteurs, notamment la séparation et/ou l'intégration véritables des entreprises transférées; la restructuration et/ou la réorganisation des entreprises liées; et le fait de pouvoir garder le personnel pour procéder à ces opérations. En outre, l'intégration des activités post-clôture et l'harmonisation des différences de cultures organisationnelles pourraient nécessiter l'allocation de ressources de gestion importantes, ce qui pourrait détourner l'attention de la direction de nos activités quotidiennes. En outre, les synergies et d'autres avantages attendus peuvent ne pas être obtenus en raison de l'incapacité d'intégrer avec succès des entreprises acquises à nos activités existantes. L'un ou l'autre de ces risques, s'il survient, pourrait nous empêcher d'atteindre les résultats attendus d'une transaction et pourrait avoir une incidence sur nos objectifs financiers et stratégiques.

Bien que nous fassions preuve d'une grande rigueur dans notre processus de diligence raisonnable au moment d'étudier des acquisitions éventuelles, il est possible que nous ne décelions pas certains passifs ou certaines baisses de valeur des actifs ou encore que nous soyons incapables de les déceler durant le processus de diligence raisonnable. Il pourrait également y avoir des passifs ou des baisses de valeur des actifs imprévus, notamment une réduction de l'écart d'acquisition qui surviendrait dans le cadre d'acquisitions ou de dessaisissements. Rien ne garantit que nous atteindrons nos objectifs financiers ou stratégiques ni que nous réaliserons les économies de coûts prévues à la suite d'une acquisition.

Les conventions d'achat et de vente qui soutiennent les opérations de fusion et d'acquisition comportent habituellement des clauses d'indemnisation usuelles accordées par le vendeur à l'acheteur. Ces droits s'appliquent généralement pour des périodes déterminées et comportent des restrictions relativement à la nature et au montant des pertes que nous pourrions récupérer en tant qu'acheteur ou que nous pourrions devoir payer en tant que vendeur dans le cadre d'une opération. En ce qui concerne nos acquisitions, le risque existe que ces indemnisations ne soient pas recouvrables ou ne suffisent pas à compenser pleinement les pertes découlant de l'entreprise acquise. Nous serions également exposés au risque de crédit de la partie vendeuse relativement à sa capacité de paiement si une clause d'indemnisation devait être déclenchée.

Contexte concurrentiel

La concurrence provenant des sociétés d'assurances, des banques, des gestionnaires d'actif, des sociétés de fonds communs de placement, des planificateurs financiers et d'autres fournisseurs de services, y compris des nouveaux participants et des sociétés de services financiers non traditionnels, est très forte et pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités dans certains pays.

Les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités sont caractérisés par une concurrence très vive, et notre capacité à vendre nos produits est tributaire de nombreux facteurs, notamment l'échelle, les prix et les rendements offerts, les canaux de distribution, les capacités numériques, les notations en matière de solidité financière, les gammes de produits, la qualité des produits et services, la vigueur commerciale de la marque, le rendement des placements, les niveaux historiques des dividendes et la capacité de fournir des services à valeur ajoutée aux distributeurs et aux Clients. Dans certains marchés, certains de nos concurrents pourraient nous être supérieurs à l'égard de l'un ou de plusieurs de ces facteurs. Nos concurrents pourraient perturber nos activités au moyen de stratégies ciblées visant à réduire notre part de marché; ils pourraient notamment cibler nos employés clés ou nos partenaires du secteur de la bancassurance ainsi que d'autres distributeurs, ou mettre en place une tarification ambitieuse pour leurs produits. Notre capacité d'atteindre nos objectifs et nos stratégies d'affaires dépend en grande partie de notre capacité de prévoir ces pressions concurrentielles et de leur répondre rapidement.

Les technologies favorisent des changements rapides au sein du secteur des services financiers, et elles permettent à de nouveaux participants de nous livrer concurrence ou d'offrir des services à nos concurrents afin de permettre à ces derniers d'améliorer leurs capacités à l'égard de certains secteurs des marchés de l'assurance, de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs. L'émergence de nouvelles technologies telles que l'automatisation robotisée de processus, l'intelligence artificielle, la chaîne de blocs et l'analytique avancée pourrait avoir une incidence sur le secteur des services financiers et sur la manière dont les sociétés interagissent avec leurs parties prenantes. Nos concurrents actuels, ou de nouveaux participants, pourraient utiliser ces technologies ou d'autres nouvelles technologies afin d'offrir des services dans divers secteurs tels que la fixation de prix personnalisé, la communication proactive avec les Clients et le marketing ciblé afin de solidifier leurs relations Clients et d'influencer le comportement de ceux-ci. Les perturbations causées par les changements technologiques et l'innovation de la part de nos concurrents traditionnels et non traditionnels, qui pourraient offrir une meilleure expérience aux utilisateurs, une fonctionnalité supérieure ou des produits à moindre prix, ou qui pourraient avoir des coûts de distribution plus faibles, nous forceront à nous adapter plus rapidement, et elles pourraient exercer de la pression sur nos marges. Le risque de perturbation peut également avoir une incidence sur nos modèles de distribution, au fur et à mesure que de nouveaux modèles commerciaux à faibles coûts axés sur le numérique émergent dans le cadre de la distribution des produits et des services financiers, tels que les technologies d'assurance ou les robots conseillers. Ces risques évoluent rapidement en raison du nombre croissant d'utilisateurs numériques, et il est difficile de les prévoir et d'y répondre de façon proactive, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière.

Les concurrents pourraient proposer un plus large éventail de produits à moindre coût ou lancer de tels produits, ce qui pourrait exercer de la pression sur nos marges dans certains de nos segments d'activités et ainsi avoir une incidence sur notre rentabilité et sur notre part de marché. Dans le secteur de la gestion des actifs, une tendance se dessine parmi les investisseurs qui consiste

à se tourner vers les produits de placement passif dont les frais sont moindres, comme des fonds indiciels et d'autres types de fonds négociés en bourse. Cette tendance pourrait avoir une incidence sur notre capacité à attirer et à fidéliser des clients pour nos produits gérés activement. Les cycles de développement et de durée de vie des produits ont été réduits dans plusieurs secteurs de produits, ce qui a accru la concurrence liée à leurs caractéristiques. Cette situation a fait croître les coûts liés au développement de produits et les coûts administratifs et a réduit le délai de recouvrement des dépenses en immobilisations. De plus, les coûts liés à la conformité et à la réglementation augmentent aussi généralement selon la gamme et la complexité de notre portefeuille de produits.

Nous comptons de nombreux concurrents de grande taille qui disposent de capitaux importants et qui ont accès à des ressources financières considérables; dans certains territoires, ces concurrents s'appuient sur une part de marché substantielle ainsi que sur des relations de distribution et des marques établies. La concurrence qui s'exerce à l'échelle mondiale dans ces secteurs a notamment entraîné une vague de regroupements dans le secteur des services financiers, plus particulièrement dans les secteurs de l'assurance, des services bancaires et de la gestion des actifs. Si cette tendance se maintient, nous devons faire face à une concurrence accrue de la part de sociétés de services financiers de grande taille qui disposent de capitaux importants dans bon nombre des territoires dans lesquels nous exerçons nos activités. Ces sociétés de plus grande taille ont la capacité d'investir fortement dans des domaines tels que l'image de marque, le développement de produits, la technologie, la gestion des risques et la capacité de distribution, soit des activités fondamentales en vue d'obtenir une croissance rentable soutenue et d'offrir un service à la clientèle supérieur dans le secteur de l'assurance-vie. Rien ne garantit que ces événements n'aient pas d'effet défavorable sur nos activités dans certains pays.

Bon nombre de nos produits d'assurance, particulièrement ceux qui sont offerts par le secteur de l'assurance collective, sont renouvelés annuellement. Compte tenu de la fréquence relativement élevée de renouvellement, ce secteur d'activité pourrait être particulièrement sensible à une conservation des affaires défavorable en raison de pressions concurrentielles du marché.

En raison des différentes règles de présentation comptable et exigences en matière de capital réglementaire qui sont appliquées dans différents territoires, nous pourrions être désavantagés par rapport à certains de nos concurrents du fait des différences dans le bénéfice déclaré et de ces règles de présentation comptable et exigences en matière de capital réglementaire.

Rendement des placements

Le risque lié au rendement des placements s'entend de la possibilité que nous ne soyons pas en mesure d'atteindre les objectifs en matière de rendement souhaités pour notre portefeuille de placements ou que nous ne parvenions pas, dans le cadre de nos activités de gestion d'actifs, à concevoir ou à mettre en œuvre des stratégies de placement susceptibles de produire des rendements concurrentiels sur les produits et les fonds gérés offerts par ces activités. Le fait de ne pas atteindre les objectifs de placement peut avoir une incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires et notre rentabilité en raison de perspectives de ralentissement de la croissance ou de changements défavorables des comportements des titulaires de contrat ou des clients.

Dans le cadre de nos activités d'assurance, le rendement de notre portefeuille de placements est tributaire en partie du niveau et des fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des résultats au chapitre du crédit, des cours des actions, des valeurs du marché immobilier, de la performance de l'économie en général, du rendement de certains débiteurs particuliers compris dans ces portefeuilles et d'autres facteurs indépendants de notre volonté. Ces variations peuvent avoir une incidence considérable sur notre revenu de placement net au cours d'une période donnée.

Dans le cadre de nos activités de gestion des actifs, le rendement des placements ainsi que la mise en place et le maintien de services de qualité supérieure aux clients et aux distributeurs jouent un rôle clé. Si le rendement des placements est inférieur à celui de nos concurrents ou d'indices de référence applicables, nous pourrions perdre des clients actuels et potentiels. De même, un changement dans les tendances en matière de placement et dans les préférences des clients en faveur de produits différents des produits ou des stratégies de placement que nous offrons et, en particulier, une prédilection pour les portefeuilles de placements passifs ou non traditionnels, pourraient également entraîner la perte de clients. Par conséquent, un faible rendement des placements de nos activités de gestion des actifs ou un changement dans les tendances en matière de placement ou dans les préférences des clients pourraient nuire à nos ventes, entraîner la perte de clients, réduire le niveau de nos actifs sous gestion et réduire la marge prix/coût, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos produits des activités ordinaires, nos bénéfices et notre situation de capital.

Modifications du cadre juridique et réglementaire

La plupart de nos activités sont assujetties à une réglementation et à une supervision imposantes. Toute modification des lois, des règlements ou des politiques gouvernementales, ou de leur cadre d'interprétation ou d'application, pourrait nous obliger à apporter des changements importants à notre stratégie et pourrait accroître les coûts de mise en œuvre et provoquer le détournement de ressources pour gérer le changement. De telles modifications pourraient avoir une incidence sur la communication de l'information financière, sur les processus comptables, sur les exigences en matière de capital, sur le cadre réglementaire de nos produits et services, sur la réglementation relative aux méthodes de vente, aux intermédiaires de vente et aux offres de produits, sur les exigences de solvabilité, sur la rémunération des membres de la haute direction et sur les pratiques en matière de gouvernance, et ils pourraient venir imposer des restrictions visant nos activités exercées à l'étranger (comme la modification du plafond relatif à la propriété étrangère de sociétés locales). Chacun de ces changements pourrait avoir une incidence défavorable sur notre entreprise et nos affaires. Le fait de ne pas nous conformer aux exigences actuelles

et futures des autorités de réglementation pourrait également entraîner des sanctions réglementaires et pourrait avoir une incidence sur nos relations avec les autorités de réglementation et sur notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans d'affaires.

À l'heure actuelle, le cadre réglementaire au Canada et ailleurs dans le monde évolue de certaines façons qui pourraient avoir une incidence sur nos activités ou changer la manière dont nous sommes réglementés ou surveillés dans plusieurs territoires, notamment comme suit :

- Le BSIF envisage différentes options pour les exigences en matière de capital des contrats de rente à capital variable et de fonds distincts en vigueur, qui doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2025, ce qui pourrait modifier considérablement le capital nécessaire pour soutenir nos activités liées aux contrats de rente à capital variable et de fonds distincts en vigueur.
- Le BSIF a publié la version définitive du Cadre de capital par établissement des sociétés mères (le « Cadre de capital par établissement ») d'assureurs vie fédéraux, ce qui pourrait modifier de façon importante nos politiques et nos structures de gestion des fonds propres. Le Cadre de capital par établissement permet au BSIF d'évaluer la capacité d'absorption des pertes de la FSL inc. à titre de société mère en date du 1^{er} janvier 2024, les informations exigées applicables devant être publiées à compter du premier trimestre de 2025.
- Au Canada, des efforts ont été déployés en vue d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et aux soins dentaires et de les rendre plus abordables; par exemple, des pressions ont été exercées sur le gouvernement fédéral par des partis politiques, certains gouvernements provinciaux, des médias et divers groupes de revendication afin qu'il mette en place des formes de régimes d'assurance-médicaments et de soins dentaires à l'échelle nationale. Une fois mis en place, de tels programmes pourraient avoir une incidence sur nos activités à de nombreux égards, notamment sur le revenu en primes, sur notre capacité à offrir une couverture, sur le prix et le niveau de protection des autres couvertures que nous offrons ou que nous sommes en mesure d'offrir par l'intermédiaire de notre groupe de garanties collectives au Canada, ce qui, en conséquence, risquerait de toucher le taux de renouvellement des contrats d'assurance et la fidélisation de nos clients en assurance collective, l'interaction entre les participants du régime et la valeur des autres couvertures offertes par ce segment de nos activités.
- Les organismes de réglementation des assurances et des valeurs mobilières demeurent axés sur l'équité envers les clients, la conduite des conseillers et les pratiques connexes, et évaluent les frais associés aux produits, les pratiques en matière de rémunération, les pratiques de ventes et les conflits d'intérêts. Les organismes de réglementation imposent également des normes plus strictes en ce qui a trait aux communications avec les clients afin d'accroître les obligations en matière de communication de l'information relativement aux frais, afin d'appliquer des interdictions et des restrictions au paiement de certains types de commissions et de frais de service aux représentants, aux conseillers et aux distributeurs tiers, ce qui entraîne des changements dans les caractéristiques des produits ainsi que dans les pratiques de vente et de mise en marché utilisées par les représentants, les conseillers, les fabricants et les distributeurs. Des exemples de tels changements comprennent les réformes axées sur les clients publiées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui sont entrées pleinement en vigueur le 31 décembre 2021, les modifications finales des règles publiées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et le Conseil canadien des responsables de la réglementation d'assurance en avril 2023, et qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026, afin d'améliorer la déclaration du total des coûts pour les fonds d'investissement et les fonds distincts et la mise en place de l'Autorité ontarienne de réglementation des services financiers. La Securities and Exchange Commission des États-Unis a publié, entre autres nouvelles exigences, un élargissement significatif des règles applicables aux fonds privés afin d'interdire aux conseillers des fonds privés de donner certains types de traitement préférentiel à des investisseurs.
- En juin 2020, la Chine a adopté la loi intitulée *Hong Kong National Security Law* en vertu de laquelle les autorités chargées de faire respecter la loi ont de vastes pouvoirs. En juillet 2020, le président américain de l'époque, M. Trump, a promulgué la loi intitulée *Hong Kong Autonomy Act* (la « Loi ») et a pris un décret-loi aux termes duquel des sanctions principales pouvaient être imposées à des entités et des particuliers dont il est établi qu'ils ont joué un rôle important dans l'affaiblissement de l'autonomie de Hong Kong. La Loi confère également le pouvoir d'imposer des sanctions secondaires à des institutions financières autres qu'américaines dont il est établi qu'elles ont réalisé des opérations importantes pour une personne ou une entité assujettie à des sanctions principales en vertu de la Loi. En juin 2021, la Chine a promulgué la loi de la République populaire de Chine portant sur l'opposition aux sanctions étrangères; cette loi autorise le Conseil d'État à imposer des contre-mesures en réponse aux sanctions imposées par des gouvernements étrangers aux sociétés et aux particuliers chinois. Ces dernières années, les États-Unis et la Chine se sont mutuellement imposé des sanctions ciblées ainsi que des restrictions en matière de contrôle des exportations à l'encontre de leurs intérêts respectifs. Les risques et les incertitudes entourant nos activités à Hong Kong peuvent être accrues du fait de ces développements.
- Les autorités de réglementation accordent une attention accrue aux données, aux technologies et à la cybersécurité. De nouvelles lois ainsi que de nouveaux règlements, lignes directrices, directives et attentes ont commencé à être instaurés, lesquels forceront la Compagnie à continuer à améliorer ses programmes de technologies et de sécurité de l'information, à améliorer ses programmes de gestion des risques liés aux tierces parties et ses programmes de gouvernance de données, et à renforcer les exigences réglementaires en matière de divulgation de l'information et lesquels feront grimper les coûts et les ressources associés aux activités de la Compagnie en ce qui a trait aux technologies des données et à la sécurité de l'information.
- Les taux interbancaires offerts, y compris le taux LIBOR en dollars américains et le taux CDOR, mesurent le coût moyen que paient les banques pour emprunter auprès des autres banques, sur une base non garantie à court terme. Ces taux ont été par le passé utilisés comme taux de référence pour divers types de produits et de contrats financiers. Tous les taux LIBOR ont été abandonnés ou déclarés non représentatifs au plus tard le 30 juin 2023 et le taux CDOR sera

abandonné après le 28 juin 2024. L'incertitude quant à la transition vers les taux de référence de remplacement et à d'autres facteurs liés à la réforme pourrait nuire à nos activités et réduire nos flux de trésorerie ainsi que la valeur et le rendement de nos placements qui sont fondés sur le taux interbancaire.

- Les organismes de réglementation des divers territoires dans lesquels nous exerçons nos activités accordent désormais davantage d'importance aux facteurs ESG, y compris à l'impact du changement climatique, et certains organismes de réglementation ont pris des mesures pour mettre en place ou ont déjà mis en place des règles pour aborder les risques et les divulgations concernant ces enjeux. Au Canada, le BSIF a publié la ligne directrice B-15, Gestion des risques climatiques (la « ligne directrice B-15 ») en mars 2023. Elle énonce les attentes du BSIF en ce qui concerne la gestion et la communication des risques liés au climat par des IFF. Pour certaines IFF, y compris la Sun Life, la ligne directrice B-15 entrera en vigueur à la fin de l'exercice 2024, les informations requises applicables devant être publiées au plus tard 180 jours après la fin de l'exercice. La ligne directrice B-15 devrait être mise à jour de manière répétée. En 2021, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont publié le *Règlement 51-107 sur l'information liée aux questions climatiques*, qui pourrait imposer la communication de renseignements liés au climat pour les émetteurs assujettis canadiens. En outre, en 2022, les ACVM ont publié des orientations pour les fonds d'investissement concernant les divulgations relatives aux facteurs ESG. Aux États-Unis, les gouvernements et les autorités de réglementation étatiques ont concentré davantage leur attention sur les pratiques relatives aux facteurs ESG des institutions financières et des gestionnaires d'actifs, en particulier en ce qui concerne les risques climatiques, et on note des considérations antagonistes au niveau des États qui reflètent la polarisation politique autour des facteurs ESG aux États-Unis. De plus, la SEC a proposé des changements dans les règles qui exigeraient d'un grand nombre de sociétés inscrites qu'elles incluent certains renseignements liés au climat dans les documents à déposer conformément à la réglementation. À l'échelle internationale, en 2023, le International Sustainability Standards Board a publié les normes IFRS S1 et S2 de divulgation de renseignements généraux sur la durabilité ainsi que de renseignements portant sur le climat, respectivement, qui pourraient être intégrées dans la ligne directrice B-15 et d'autres exigences de divulgation à venir. En outre, la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises est entrée en vigueur et cette directive dont la portée est très vaste impose à de nombreuses entreprises dont le siège n'est pas situé dans l'UE de produire des rapports complets conformément aux normes européennes de rapport de durabilité. D'éventuelles divergences quant aux attentes des organismes de réglementation ainsi que le rythme des changements d'ordre réglementaire dans le domaine du changement climatique pourraient donner lieu à des risques opérationnels. Nous continuons de surveiller nos pratiques et communications en matière de gestion des risques à mesure que de nouveaux règlements et normes sont mis en œuvre et que la situation continue d'évoluer. Nous surveillons également les tendances dans les litiges liés au climat ainsi que dans le domaine plus large de la durabilité, y compris les cas d'écoblanchiment portant sur des allégations de revendications exagérées ou trompeuses en matière de durabilité.

Se reporter à la rubrique « Questions d'ordre réglementaire » ci-dessus pour une description de notre contexte réglementaire au Canada, aux États-Unis, en Asie et aux Bermudes et d'autres exemples de modifications réglementaires qui peuvent avoir une incidence sur notre entreprise et nos activités.

Risque environnemental et risque social

L'incidence sur notre rendement financier, nos activités et notre réputation peut être défavorable si nous ne nous préparons pas de façon adéquate aux incidences, directes ou indirectes, du risque environnemental et du risque social. Le risque environnemental comprend les dommages causés à l'environnement sur des immeubles dont nous sommes propriétaires ou gestionnaires et les risques physiques et les risques liés à la transition connexes dans le cadre du changement climatique. Cela peut comprendre l'augmentation de la fréquence et la sévérité des catastrophes naturelles ou d'origine humaine, des changements à plus long terme dans les conditions météorologiques, l'incidence des nouvelles politiques et des nouveaux règlements connexes qui sont adoptés et de leurs répercussions sur nos activités, nos actifs investis, nos fournisseurs, nos clients et notre réputation. Le risque environnemental pourrait aussi provenir de facteurs externes, comme les attentes des parties intéressées relativement à la performance environnementale, les limites financières et les coûts d'adaptation. Les risques qui nuisent à nos clients et à nos fournisseurs pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et notre rendement. Le risque social comprend notamment les enjeux de santé publique et d'égalité. Ces risques sont pris en compte dans notre évaluation des principaux risques. Tout enjeu environnemental qui serait constaté dans un des immeubles dont nous sommes propriétaires ou gestionnaires pourrait avoir une incidence d'ordre financier ou porter atteinte à notre réputation.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone pourrait avoir une incidence sur la valeur des actifs au fil du temps. Parmi d'autres incidences, les investissements de portefeuille dans les producteurs de charbon, de pétrole classique et de sable bitumineux, les services publics et les industries des combustibles fossiles connexes, les chemins de fer et les pipelines ainsi que dans des marchés qui dépendent de telles industries, peuvent créer un risque financier supplémentaire du fait de changements dans la réglementation, le coût du capital, les préférences des consommateurs, de perturbations de notre modèle technologique ou d'affaires, etc. Cet état de choses pourrait donner lieu à des actifs délaissés (soit des actifs dont les coûts d'investissement ne peuvent être récupérés comme prévu) et à une rentabilité globale moindre.

Les incidences climatiques matérielles pourraient avoir une incidence sur les placements dans des actifs immobiliers, tels que les immeubles, les prêts hypothécaires commerciaux et les infrastructures, de même que sur nos propres activités, et sur les activités et les produits de nos clients ainsi que sur les entreprises dans l'ensemble de nos portefeuilles. Les risques peuvent découler d'une sévérité et d'une fréquence accrues d'événements météorologiques extrêmes et de transitions à plus long terme dans les régimes climatiques.

Si nos clients, des groupes d'actionnaires ou d'autres intervenants clés estimaient que nos pratiques en matière environnementale ou sociale ou en matière de changement climatique ou que nos autres pratiques en matière de durabilité étaient inadéquates, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre réputation et nos activités. Si nous ne nous conformons pas aux politiques dans ces domaines d'un client existant ou potentiel, nous pourrions être exclus de tout processus d'appel d'offres, perdre des occasions d'affaires ou être dans l'impossibilité de conserver un marché. De plus, nous pourrions avoir un accès réduit aux marchés financiers si des investisseurs ou des indices de durabilité concluaient que nos pratiques ne répondaient pas à leurs critères, ce qui, en conséquence, pourrait entraîner notre sortie d'un ou de plusieurs indices ou faire en sorte que les investisseurs ne nous considèrent plus comme un placement convenable.

À titre de propriétaire ou de locateur de biens immobiliers ou d'investisseur dans des biens immobiliers, nous pourrions être touchés si des conditions environnementales défavorables causaient des dommages à nos immeubles sous-jacents à nos placements ou d'autres dégâts. Nos activités et les immeubles sous-jacents à nos placements sont assujettis aux lois et aux règlements en matière environnementale dans les principaux territoires dans lesquels nous exerçons nos activités ou détenons des placements. Nous pourrions donc subir des dommages à la suite de catastrophes d'ordre environnemental et notre responsabilité pourrait être engagée, ce qui pourrait diminuer la valeur de nos activités, nuire à la capacité de nos activités à générer des revenus ou augmenter les coûts à payer pour se conformer aux exigences applicables ou pour la remise en état nécessaire de nos biens. Par l'intermédiaire d'autres actifs investis, comme les prêts, les obligations et les actions, nous pourrions être exposés à de telles répercussions et aux conséquences défavorables découlant d'enjeux environnementaux visant l'émetteur ou un actif précis. Notre réputation pourrait être entachée et nos activités pourraient être perturbées si nous ou nos locataires, emprunteurs ou autres entités liées, ne respectons pas les règlements environnementaux ou les pratiques exemplaires en matière environnementale.

Comme il a été mentionné précédemment à la rubrique « Risque d'assurance – Risque lié à la mortalité et à la morbidité », les risques environnementaux, y compris les risques liés aux changements climatiques, lesquels peuvent être plus élevés dans certaines régions, notamment le risque de catastrophe et le risque de concentration de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, sont susceptibles d'avoir une incidence sur nos résultats en matière de mortalité et de morbidité ainsi que sur les hypothèses que nous utilisons pour établir nos prix et nos modèles. Par exemple, en ce qui a trait aux garanties collectives, si une catastrophe localisée touchait le lieu de travail d'un ou de plusieurs de nos clients, nous pourrions subir des pertes importantes, puisqu'un nombre important de demandes de règlement serait vraisemblablement soumis aux termes des contrats d'assurance collective applicables.

Outre les répercussions notées précédemment, le défaut de se préparer adéquatement aux conséquences éventuelles des risques environnementaux, y compris des risques associés aux changements climatiques, pourrait avoir d'autres effets négatifs directs et indirects. Par exemple, nous pourrions subir des pertes financières et nos activités pourraient être perturbées, et les préférences ou les demandes des clients pourraient changer, à la suite :

- de conditions météorologiques extrêmes ou d'autres catastrophes environnementales;
- de transformations et d'autres répercussions à long terme liées à la hausse des températures, à la disponibilité de la nourriture et de l'eau et à d'autres impacts associés aux changements climatiques en cours;
- de la transmission plus large et/ou plus rapide de nouvelles maladies ou de maladies existantes en raison de pandémies ou autrement;
- d'autres désastres imprévisibles causés par l'homme.

La survenance de catastrophes d'ordre environnemental ou tout autre changement significatif pourrait ralentir l'activité économique dans les régions touchées, ce qui pourrait éventuellement nuire à nos activités, à la valeur de nos placements et à notre capacité d'offrir des produits et des services aux clients ainsi que de répondre aux besoins de nos clients existants.

Ces risques pourraient par ailleurs avoir une incidence défavorable sur la situation financière des réassureurs et des assureurs des biens que nous possédons, louons ou gérons, ou dans lesquels nous avons investi, ce qui pourrait accroître le risque de défaut de leur part, pourrait augmenter nos paiements au titre de la réassurance ou de l'assurance et pourrait faire sorte qu'il soit impossible d'obtenir une réassurance ou une assurance.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de perte (qu'elle soit financière ou non) attribuable à des processus internes inappropriés ou inefficaces, à des personnes ou à des systèmes ou encore à des facteurs externes. Le risque opérationnel est présent dans toutes nos activités commerciales et englobe un vaste éventail de risques, tels qu'ils sont décrits ci-après. La gestion du risque opérationnel fait partie intégrante des pratiques mises en œuvre pour gérer d'autres risques. Dès lors, si le risque opérationnel n'est pas géré efficacement, il peut avoir une incidence sur notre capacité à gérer d'autres risques clés.

Risques liés à la sécurité de l'information et à l'atteinte à la vie privée

L'information et la technologie sont utilisées dans presque tous les volets de nos activités et de nos affaires. Dans le cadre de notre stratégie client, nous continuons d'améliorer le volet numérique de nos activités afin de soutenir et de favoriser de nouveaux modèles et processus d'affaires qui sont plus personnels, proactifs et intuitifs.

Notre entreprise et la mise en œuvre réussie de notre stratégie numérique dépendent de divers facteurs, notamment du maintien d'un environnement sécurisé pour les renseignements qu'elle obtient de ses clients, de ses employés et d'autres parties. Elle doit donc faire un usage, une gestion et une supervision efficaces et sécurisés de l'information et des actifs

physiques. Nous collaborons avec différents intervenants et tirons profit des technologies émergentes, notamment des technologies numériques, des applications mobiles, du nuage informatique, de l'intelligence artificielle et de la robotisation des processus. Ces technologies sont utilisées pour recueillir, traiter et conserver de l'information relative aux opérations commerciales et à la présentation de données financières ainsi que des renseignements personnels concernant nos clients et nos employés. Nous obtenons également des services d'un large éventail de fournisseurs de services tiers et avons externalisé certaines fonctions commerciales et certaines fonctions liées à la technologie de l'information dans différents territoires.

La multiplication des cas de compromission de la sécurité de l'information et d'atteinte à la vie privée se poursuit et concerne tous les secteurs d'activité, de même que les gouvernements et les particuliers. La portée et la complexité de plus en plus importantes des activités malveillantes représentent un risque considérable pour nos systèmes et ces risques pourraient être exacerbés par le volume de nos opérations, notre implantation géographique et la complexité de nos systèmes technologiques. Une faille sérieuse à la protection des renseignements personnels ou à la sécurité d'un système informatique interne ou du système informatique d'un fournisseur de services tiers qui compromet la nature délicate de renseignements liés aux activités, aux clients et/ou aux employés peut entraîner des pertes d'exploitation, le vol ou l'utilisation malveillante de renseignements confidentiels, des sanctions et un contrôle réglementaire, des poursuites et une atteinte à la réputation, en plus d'avoir une incidence défavorable sur les occasions d'affaires en cours et futures avec nos clients, nos employés et nos relations d'affaires. Nous continuons de surveiller activement l'augmentation des activités malveillantes en raison de l'intensification des tensions géopolitiques à l'échelle mondiale.

Plus particulièrement, des atteintes à la vie privée pourraient se produire et permettre un accès non autorisé à des renseignements personnels ainsi qu'une divulgation ou une utilisation non autorisée de tels renseignements. Bon nombre de territoires dans lesquels nous faisons affaire élaborent et mettent en œuvre des exigences de déclaration pour ce qui est de la cybersécurité ainsi qu'une législation plus contraignante relativement à la protection de la vie privée des consommateurs, ce qui dans bien des cas accroît les pouvoirs de contrainte des autorités de réglementation et entraîne un risque accru d'amendes et de pénalités plus élevées.

Nous avons mis en place des procédures et des contrôles de sécurité visant à protéger l'information et les systèmes informatiques, y compris des évaluations du risque lié à la sécurité de l'information et des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée. Malgré ces mesures, l'assortiment de menaces change rapidement et constamment et il subsiste une possibilité que nos procédures et contrôles n'arrivent pas à détecter ou à empêcher une brèche de sécurité. Nous demeurons vulnérables et travaillons avec des tierces parties qui pourraient aussi être vulnérables aux virus informatiques et à d'autres types de logiciels malveillants, aux cyberattaques et aux tentatives de piratage par des personnes non autorisées, au vol de systèmes informatiques sur place, aux erreurs de programmation internes ou aux erreurs humaines, aux fraudes ou à d'autres problèmes ou événements de conséquence similaire. Le risque existe également que certaines mesures de contrôle internes échouent, ce qui pourrait également exacerber les conséquences de tels problèmes.

Risque lié aux ressources humaines

Une incapacité à recruter de nouveaux employés ayant les connaissances approfondies et les compétences nécessaires, à les fidéliser ou à les utiliser efficacement, ou encore une incapacité à concevoir des programmes de rémunération et de gestion des talents qui motivent efficacement les employés et aident à façonner notre culture d'entreprise, peuvent avoir une incidence défavorable sur notre capacité à atteindre nos objectifs d'entreprise. Une incapacité à gérer le risque lié aux ressources humaines peut également mener à des pertes financières et à une perte de réputation directes, y compris des pertes découlant d'activités violant les droits de la personne, des lois relatives à l'emploi ou des règlements de santé et sécurité.

Risque lié à la conformité réglementaire, risque juridique et risque lié à la conduite commerciale

Nous sommes assujettis à un régime réglementaire de surveillance serrée de la part des autorités de réglementation du secteur des services financiers dans les territoires dans lesquels nous exerçons des activités. Notre incapacité à respecter les lois applicables ou à exercer nos activités conformément aux attentes des autorités de réglementation ou du public pourrait exercer une influence défavorable sur notre réputation et donner lieu à des contrôles réglementaires, des examens, des procédures et des règlements, à l'imposition d'amendes, de pénalités ou de restrictions à nos activités, des poursuites ou une incapacité à mettre en œuvre notre stratégie commerciale.

En tant qu'entreprise ayant des clients et des parties prenantes externes, nous sommes confrontés à de nombreux risques d'exploitation, notamment le risque d'atteinte à la réputation, le risque juridique, le risque de fraude, le risque lié aux tierces parties et le risque lié à la protection de la vie privée. Des exemples de la manière dont ces risques d'exploitation peuvent affecter nos activités sont présentés ci-dessous :

- Risque d'atteinte à la réputation : toute action, ou tout résultat préjudiciable découlant d'une action, qui se fait connaître du public peut entraîner une perte de confiance de la part du public, ce qui pourrait faire en sorte que les clients n'achètent pas nos produits ou fassent racheter nos produits qu'ils détiennent;
- Risque juridique : dans le cours normal de nos activités, nous sommes exposés au risque de litiges défavorables, notamment à des recours collectifs;
- Risque de fraude : des fraudes commises par des personnes de l'entreprise ou de l'extérieur sont possibles dans le cadre de nos activités, tel que l'établissement de polices sous le nom d'autres personnes. De telles actions pourraient nuire à notre réputation et entraîner des poursuites judiciaires;
- Risque lié aux tierces parties : en confiant certaines de nos activités à des tiers, nous leur confions le soin de mettre en place des contrôles destinés à protéger nos clients et nos parties prenantes; toutefois, ces contrôles peuvent échouer,

ce qui pourrait nous exposer à des risques liés à la protection de la vie privée, à des risques juridiques et à des risques liés à la sécurité de l'information;

- Risque lié à la protection de la vie privée : toute fuite de renseignements personnels pourrait entraîner des répercussions sur nos activités ainsi que des poursuites judiciaires et une atteinte à notre réputation.

En tant qu'organisme international, nous sommes assujettis aux lois de lutte contre la corruption, y compris la loi des États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act*, la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* du Canada et la loi du Royaume-Uni intitulée *Bribery Act*. Chacune de ces lois prévoit de lourdes sanctions civiles ou pénales en cas de non-respect. Nos politiques, y compris nos Règles de conduite, imposent le respect total de ces lois. Nous ou nos coentreprises, nos distributeurs ou autres tierces parties agissant pour notre compte pouvons à l'occasion interagir avec des représentants gouvernementaux, ce qui représente un risque accru de blâme en vertu de lois de lutte contre la corruption si les examens préalables ou les autres démarches ou procédures que nos partenaires d'affaires ont entrepris au moment d'interagir avec des représentants gouvernementaux sont réputés inadéquats.

Les autorités de réglementation du secteur des services financiers et d'autres organismes gouvernementaux de territoires dans lesquels nous exerçons nos activités mènent régulièrement des enquêtes et font des examens sur le respect des lois et des règlements applicables. De plus, certaines autorités de réglementation et gouvernementales, certains groupes sectoriels et certaines agences de notation ont mis sur pied plusieurs projets portant sur la conduite commerciale. Les autorités de réglementation du secteur des services financiers et d'autres autorités gouvernementales dans bon nombre de pays où nous exerçons des activités ont soulevé des questions, entrepris des enquêtes et intenté des poursuites aux termes de la réglementation applicable relativement à certaines pratiques commerciales actuelles ou passées au sein du secteur des services financiers et ont porté une plus grande attention aux enquêtes sur de telles pratiques. Les contrôles réglementaires, les examens et les poursuites civiles, actuels ou futurs, découlant de telles situations pourraient avoir une incidence défavorable sur notre réputation, et pourraient donner lieu à des règlements, des pénalités, des amendes, des restrictions à nos activités, des poursuites ou une incapacité à exécuter notre stratégie d'affaires ou encore pourraient nous forcer à apporter des modifications à nos activités ou à nos pratiques, politiques ou procédures en matière de conformité, ce qui, en conséquence, pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et nos résultats financiers futurs, et augmenter les risques de litige.

En vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* et du *Règlement sur les renseignements relatifs à la supervision des sociétés d'assurances* (Canada) et aux termes de restrictions semblables applicables dans d'autres territoires, nous ne pouvons divulguer, directement ou indirectement, aucun renseignement relatif à la supervision à l'égard de la FSL inc., de la Sun Life ou des membres de leur groupe.

Risque lié à la technologie de l'information

L'utilisation de technologies et de systèmes informatiques est essentielle pour appuyer et maintenir nos activités commerciales. Nous utilisons les technologies pour appuyer pratiquement tous les aspects de nos activités et de notre exploitation. Le contexte commercial en pleine évolution augmente le risque que notre stratégie en matière de technologies ne soit pas suffisamment agile pour s'adapter aux nouvelles demandes d'affaires en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes financières, une augmentation des coûts et une incapacité à répondre aux besoins de nos clients.

Les initiatives à l'appui de notre stratégie d'affaires dépendent de la mise au point de solutions de technologie de l'information novatrices et de la mise à niveau de nos systèmes existants en temps opportun afin de répondre aux besoins d'affaires. Bien que nous prenions toutes les précautions raisonnables afin d'assurer que les systèmes de technologie de l'information demeurent disponibles, stables et à jour, il est impossible d'éliminer complètement tous les risques. Certaines modifications et mises à jour sont extrêmement complexes, et le risque existe qu'un problème technique non détecté interrompe ou perturbe, au moment de la mise en œuvre, les principaux systèmes de technologie de l'information ou applications d'entreprise.

Risque lié aux relations avec des tiers

Nous entretenons diverses relations avec des tiers, y compris avec des distributeurs, des sous-traitants indépendants et des fournisseurs, notamment des fournisseurs de services d'impartition. Si ces tiers n'étaient pas en mesure de respecter leurs engagements en matière de services ou de fournir les services selon les normes établies, notre rentabilité ainsi que notre réputation s'en ressentiraient.

L'interruption des relations que nous entretenons avec certains tiers ou avec d'autres parties dont les services sont retenus par ces tiers, l'atteinte à leur réputation ou la baisse de leur solvabilité ou leur omission d'offrir de la manière convenue ou conformément aux lois ou aux règlements applicables les services faisant l'objet d'engagements contractuels pourraient avoir une incidence défavorable et importante sur nos objectifs commerciaux ou nous exposer à des amendes pour infraction à la réglementation et/ou entacher notre réputation. Même si nous avons élaboré des plans d'urgence pour nos ententes importantes avec des tiers, rien ne garantit que nous serions en mesure de faire la transition vers des sources de remplacement pour ces ententes en temps opportun, à un coût raisonnable ou avec un minimum d'inconvénients pour les personnes intéressées.

Risque lié à l'interruption des activités

Afin de pouvoir exercer leurs activités, nos entreprises sont dépendantes de la disponibilité d'employés formés et d'emplacements physiques ainsi que de l'accès aux technologies. Une perturbation importante de nos activités peut se produire si un ou plusieurs de ces éléments clés sont touchés de façon défavorable.

Nous avons mis en œuvre des plans de continuité des affaires, de gestion des sinistres et de reprise après sinistre que nous mettons à l'épreuve régulièrement. Cependant, une panne prolongée de l'un ou de plusieurs de nos principaux processus ou systèmes pourrait entraîner des répercussions défavorables marquées sur nos entreprises, nos activités et nos employés. Ces pannes peuvent découler de la perturbation de nos procédures et de nos systèmes causée par des pannes de services publics, des incendies, des inondations, des tempêtes violentes, des cyberattaques, des actes terroristes et d'autres attaques dues à l'homme, des désastres naturels et d'autres événements. Nous avons connu une augmentation de la fréquence et des effets des perturbations dues à des phénomènes météorologiques, comme des tempêtes tropicales et des inondations, dans les régions dans lesquelles nous exerçons nos activités, ainsi que des tremblements de terre et des risques de pandémie. En plus de ces perturbations de processus d'affaires et de systèmes clés, ces événements imprévus, y compris les pandémies, peuvent avoir une incidence négative sur le personnel et l'empêcher de travailler ou de mettre en œuvre les processus d'affaires opérationnels. Nos activités pourraient également être perturbées à la suite de catastrophes d'ordre environnemental, dont les répercussions sont décrites ci-dessus à la rubrique « Risque environnemental et risque social ». De plus, puisque certains de nos processus d'affaires sont exécutés par des tiers ou dépendent de systèmes de tiers, nous pourrions subir des interruptions de services si les activités ou les systèmes de ces tiers cessaient de fonctionner.

Risque lié aux modèles

Nous utilisons des modèles complexes pour appuyer bon nombre d'activités opérationnelles, y compris le développement de produits et la fixation des prix, la gestion du capital, l'évaluation, la préparation des rapports financiers, la planification, la couverture, la gestion actif-passif, la gestion des risques et l'analytique avancée (notamment l'intelligence artificielle, des modèles prédictifs et des algorithmes aidant à la prise de décision). Le risque lié aux modèles correspond au risque que des pertes, qu'il s'agisse de pertes financières, de décisions d'affaires inappropriées ou mal avisées, d'atteinte à la réputation, ou d'autres incidences défavorables, surviennent en raison de données inexactes fournies par les modèles, ou d'une mauvaise utilisation ou interprétation de ces données.

Le risque lié aux modèles peut provenir de nombreuses sources, notamment le recours à des méthodes, à des hypothèses ou à des paramètres inappropriés, l'utilisation incorrecte de données sources, la communication de données sources inexactes ou hors des délais prescrits, leur application incorrecte ou les erreurs de frappe, la complexité croissante des produits et les exigences réglementaires. Si les méthodes et les hypothèses des modèles ne sont pas formulées de façon satisfaisante ou ne sont pas bien contrôlées, ou si des erreurs se produisent dans les données ou la mise en œuvre, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière.

Bon nombre de nos méthodes et de nos modèles de gestion des risques et des expositions sont fondés sur l'utilisation de données passées observées à l'égard du comportement des marchés financiers, des résultats techniques en matière de crédit et des risques liés à l'assurance. Par conséquent, ces méthodes ne prédisent pas nécessairement toutes les expositions futures aux risques, lesquelles peuvent être beaucoup plus importantes que ce qu'indiquent nos données passées. D'autres méthodes de gestion des risques dépendent de l'évaluation de l'information sur les marchés, les clients, les catastrophes naturelles ou d'autres questions qui sont accessibles au public ou à laquelle nous pouvons avoir accès. Toutefois, cette information peut ne pas être toujours exacte, exhaustive ou à jour, ni avoir été évaluée correctement ou ne pas refléter forcément les résultats techniques réalisés à la fin. Au fur et à mesure que nous évaluons et modifions nos modèles, des changements pourraient être apportés à nos méthodes d'évaluation et à nos hypothèses, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos résultats.

Risque lié à la gestion de l'information

En tant que fournisseur de services financiers à l'échelle internationale, nous traitons une grande quantité de renseignements dans plusieurs pays. Le risque lié à la gestion de l'information correspond a) à l'incapacité de saisir, de gérer et de conserver des registres commerciaux, et de les éliminer de façon appropriée, b) à l'incapacité de fournir des données valides, complètes, exactes, cohérentes, uniques ou en temps opportun pour appuyer les décisions d'affaires et c) à l'incapacité de gérer l'emplacement des données et l'accès aux données transfrontalières. L'entreprise qui ne gère pas ce risque pourrait subir des répercussions d'ordre financier ainsi qu'une atteinte à sa réputation, en plus de faire l'objet de démarches réglementaires, d'amendes ou de poursuites. Pour gérer et surveiller le risque lié à la gestion de l'information, nous avons mis en place un cadre de gouvernance des données, qui comprend un programme de gestion des dossiers, des pratiques exemplaires en matière de qualité des données et des contrôles de la résidence des données.

Nous continuons d'améliorer nos pratiques exemplaires en matière de gestion des risques afin de gérer les risques liés à l'IA générative, à mesure que nous repérons les cas d'utilisation et réalisons des expériences conçues pour repérer des occasions.

La rubrique « Facteurs de risque » de la présente notice annuelle contient davantage d'information sur le risque opérationnel.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est la possibilité que nous ne soyons pas en mesure de financer la totalité des engagements en matière de sorties de trésorerie et des exigences relatives aux garanties à mesure qu'ils arrivent à échéance, ce qui comprend le risque de devoir vendre des actifs à des prix plus bas et de subir ainsi des pertes à la vente. Ce risque comprend également les restrictions quant à notre capacité d'attribuer de façon efficace le capital parmi nos filiales en raison de différentes contraintes imposées par les marchés et par la réglementation sur les mouvements des fonds. Nos obligations de financement découlent du versement des prestations aux titulaires de contrat, des charges, des règlements de réassurance, des acquisitions d'actifs, des engagements en matière de placements, du versement de l'intérêt sur les dettes et de dividendes sur les actions ordinaires et

privilegiées. Les sources de flux de trésorerie disponibles comprennent les primes et versements du fonds général, les entrées de fonds relatives aux placements (comme les échéances, les remboursements de capital, les revenus de placements et le produit des ventes d'actifs), les produits dégagés des activités de financement et les versements de dividendes et d'intérêts provenant de filiales. Nous avons entrepris différentes opérations de financement et avons conclu des contrats dérivés aux termes desquels nous pouvons être tenus de fournir une garantie ou de faire des paiements aux contreparties pour pallier la baisse de la valeur de marché d'actifs précis. Le montant des garanties ou des paiements requis peut augmenter dans certaines circonstances (notamment en cas de fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de crédit, des marchés des actions ou des taux de change), ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos liquidités.

Dans des conditions difficiles, une hausse des obligations en matière de financement peut survenir parallèlement à des réductions de sources efficaces de rentrées de fonds disponibles. Certains scénarios de conditions défavorables pourraient inclure plus particulièrement des hausses des rachats au comptant et des résiliations effectuées par des titulaires de contrat, ainsi que des diminutions des montants des primes et des dépôts dégagés des nouveaux clients et des clients existants. Une conjoncture défavorable des marchés financiers peut également être liée à une réduction des liquidités du marché et des prix de rajustement des ventes d'actifs prévues ainsi qu'à une baisse des rentrées de fonds (dividendes, paiements d'intérêt et taux pour diverses échéances prévues) sur les placements détenus en portefeuille. Ces événements pourraient avoir une incidence défavorable sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Nous procédons à différentes opérations, notamment à des mises en pension et à d'autres opérations sur les marchés financiers afin de combler ses besoins de liquidités à court terme. Le coût de ces opérations et notre capacité à procéder à ces opérations peuvent être touchés de façon défavorable par l'illiquidité ou la volatilité des marchés. Les perturbations des marchés des capitaux peuvent restreindre notre accès aux capitaux si nous devons obtenir des liquidités additionnelles pour exploiter nos entreprises. Cette situation entraînerait l'augmentation des coûts liés à la mobilisation de capitaux en plus d'offrir des modalités ou des échéances moins intéressantes, ce qui nuirait à la rentabilité et à la flexibilité financière futures.

La FSL inc. est une société de portefeuille pour ses filiales d'assurance et de gestion de patrimoine et de l'actif et n'exerce aucune activité importante qui lui soit propre. Les versements de dividendes et d'intérêt qui proviennent de ses filiales constituent ses principales sources de revenus. Si le revenu qui provient de ses filiales est insuffisant, elle pourrait devoir contracter des dettes ou mobiliser des capitaux propres à l'externe, sinon vendre certains de ses actifs. Nous sommes assujettis aux diverses lois en vigueur dans les territoires où nous exerçons des activités. Dans certains territoires, la capacité des filiales de la FSL inc. à verser des dividendes ou à transférer des fonds est réglementée et peut nécessiter l'obtention d'approbations des autorités de réglementation locales et le respect de conditions précises dans certaines circonstances.

En outre, les agences de notation attribuent des notes aux titres émis par la FSL inc. et ses filiales. Ces notes ont une incidence sur les taux d'intérêt payés par ces sociétés sur les fonds qu'elles empruntent. Une importante révision à la baisse de ces notes pourrait restreindre notre accès aux capitaux ou augmenter les coûts d'emprunt et avoir une incidence défavorable sur notre situation financière.

Nous avons conclu des arrangements de financement qui soutiennent des provisions exigées par la NAIC pour les contrats d'assurance-vie universelle émis par la Sun Life aux États-Unis. Notre capacité de soutenir ces réserves avec ces structures de financement peut être touchée défavorablement par les conditions du marché et les changements dans la réglementation. De plus, ces financements sont, en totalité ou en partie, considérés par les agences de notation en tant que leviers d'exploitation. Si, en raison d'une modification de la méthode ou de l'opinion des agences de notation, celles-ci cessent de traiter ces financements en tant que leviers d'exploitation, et ce, sans offrir de dispositions relatives aux droits acquis, nos notes de solidité financière et nos cotes de crédit pourraient en subir les contrecoups.

Autres risques

Risques liés aux pandémies

Des pandémies, des épidémies ou des éclosions de maladies infectieuses pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats, nos activités, notre situation financière ou nos liquidités, et pourraient entraîner des changements dans la façon dont nous exerçons nos activités. Les pandémies et les mesures imposées par les gouvernements partout dans le monde pourraient perturber l'économie mondiale, les marchés des capitaux, les chaînes d'approvisionnement, les activités commerciales et la productivité. Une détérioration potentielle des conditions de l'économie et des marchés attribuables aux pandémies ainsi que l'incidence de celles-ci sur les Clients, les secteurs et les pays pourraient nuire à nos activités, notamment au chapitre des ventes, des produits tirés des honoraires, du rendement des placements, des charges, des résultats d'exploitation, de la réputation et de la situation financière. Des répercussions défavorables prolongées pourraient avoir une incidence défavorable sur la rentabilité et également entraver notre accès aux marchés financiers, précariser nos liquidités ou notre situation financière ou entraîner l'abaissement de nos notations. De tels facteurs pourraient également accroître de nombreux autres risques décrits à la rubrique « Facteurs de risque » du présent document et à la rubrique K, « Gestion du risque » du rapport de gestion de 2023. Il s'agit notamment des risques suivants :

- les risques de marché, comme le risque actions, le risque de taux d'intérêt et le risque de corrélation, le risque lié aux biens immobiliers et le risque de change, y compris leur incidence sur les produits tirés des honoraires;
- le risque d'assurance, y compris des règlements plus élevés que prévu au chapitre de la mortalité et de la morbidité, ainsi que des comportements défavorables des titulaires de contrat, notamment des déchéances, retraits et rachats plus élevés que prévu au chapitre des contrats;

- le risque de crédit, y compris les risques liés aux défauts, aux baisses de valeur et aux révisions à la baisse;
- le risque commercial et stratégique, y compris le risque économique et géopolitique, le risque lié à la mise en œuvre de notre stratégie d'affaires, le risque lié à la distribution, le risque lié aux charges, l'évolution du comportement des Clients, les souscriptions, le rendement des placements et les modifications du cadre juridique et réglementaire;
- le risque opérationnel, y compris le risque lié à la sécurité de l'information et à l'atteinte à la vie privée, le risque lié aux ressources humaines, le risque lié à la conformité réglementaire, le risque juridique et le risque lié à la conduite commerciale, le risque lié à la technologie de l'information, le risque lié au traitement, le risque lié aux relations avec des tiers, le risque lié à l'interruption des activités et le risque lié à la gestion des changements, lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre et d'exécuter rapidement de nouveaux programmes et de nouvelles procédures afin de soutenir des Clients, des conseillers, des employés ainsi que des gammes de produits et services;
- le risque de liquidité, y compris les garanties, et l'incidence des reports de paiement accordés notamment pour les placements et les primes d'assurance des titulaires de contrat.

Activités internationales

La réussite future de nos activités internationales dépend largement de notre capacité de croître et de faire face à la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. Les défis auxquels nous sommes confrontés sur ces marchés prennent la forme de risques stratégiques et de risques d'exécution, notamment le risque lié à notre capacité à recruter et à fidéliser des employés et des cadres compétents possédant une expérience locale et des compétences cruciales, de risques géopolitiques, juridiques, économiques, concurrentiels et autres, de risques liés aux coentreprises, à l'élaboration et à l'exécution de nos pratiques en matière de gestion des risques et de risques liés à notre capacité à recruter, à fidéliser, à élargir et à diversifier les canaux de distribution.

Si nous étions incapables de recruter, d'embaucher et de garder des employés et des cadres compétents possédant de l'expérience pertinente et des compétences d'affaires cruciales, nous pourrions ne pas être en mesure de faire croître nos activités internationales aussi rapidement que nous le prévoyons. La concurrence visant les employés compétents et les partenaires de distribution dans le cadre de nos activités internationales, en particulier sur les marchés asiatiques, demeure forte et pourrait avoir une incidence défavorable sur notre capacité à recruter et à garder des gens de talent.

Nos activités internationales pourraient être assujetties à des risques géopolitiques, juridiques et réglementaires, économiques, concurrentiels, opérationnels ou autres auxquels nos activités canadiennes ne sont pas soumises. Parmi ces types de risques figurent le risque de modification des règlements, les risques géopolitiques découlant d'un changement de gouvernement, le risque de réglementation discriminatoire, le risque d'instabilité politique, de nationalisation ou d'expropriation des actifs, le risque de modification du plafond applicable à la propriété étrangère, le risque de contrôle des prix ou des changes ou d'autres restrictions pouvant nous empêcher de virer des fonds provenant de ces activités vers d'autres pays ou de convertir en dollars canadiens ou en d'autres monnaies les monnaies locales que nous détenons.

Les marchés financiers de certains marchés internationaux n'ont pas nécessairement la capacité d'absorption, la liquidité ou la gamme d'options de placement qu'ont généralement d'autres marchés dans lesquels nous exerçons des activités. Plus particulièrement, l'offre davantage réduite d'actifs de longue durée expose nos activités asiatiques à des coûts accrus de gestion des actifs et des passifs et à des risques éventuels.

Nous avons conclu des ententes de coentreprise dans certains marchés asiatiques dans lesquels nous pourrions exercer un degré de contrôle moindre sur ces sociétés, ce qui pourrait nous exposer à des risques juridiques, financiers et opérationnels supplémentaires ainsi qu'à d'autres risques en matière de conformité. Nous pourrions être dépendants de notre cocontractant de coentreprise pour ce qui est du capital, de la distribution de produits, de la connaissance du marché local ou d'autres ressources. Notre capacité à exercer un contrôle ou une influence sur la gestion de ces coentreprises ainsi que le rendement de nos placements dans ces coentreprises dépendront de la coopération entre les participants à la coentreprise et des modalités des ententes de coentreprise qui prévoient la répartition du contrôle parmi les participants à la coentreprise. Si nous ne sommes pas en mesure de gérer efficacement ces coentreprises, ou si un cocontractant à une coentreprise ne s'acquitte pas des obligations qui lui incombent aux termes de l'entente de coentreprise ou s'il connaît des difficultés financières ou choisit de modifier le lien d'affaires, voire d'y mettre fin, ou encore si une coentreprise ne se conforme pas aux lois ou aux règlements en vigueur au niveau local, nous pourrions ne pas être en mesure de réaliser nos objectifs, nos résultats d'exploitation pourraient s'en trouver réduits, et notre marque pourrait en souffrir.

Suffisance du capital

Le risque lié à la suffisance du capital désigne le risque que notre situation de capital ne soit pas ou ne sera pas suffisante pour résister à une conjoncture économique défavorable, pour maintenir notre solidité financière, pour nous permettre ainsi qu'à nos filiales de soutenir l'exploitation quotidienne et de saisir les occasions d'expansion, et pour assumer les risques liés aux activités que nous exerçons dans la réalisation de nos objectifs d'affaires.

La solidité de notre situation de capital dépend, en partie, du niveau des taux d'intérêt et des cours des actions ainsi que des variations de ceux-ci, des résultats obtenus au chapitre du crédit, des résultats techniques en matière de mortalité et de morbidité, des fluctuations des taux de change et de notre rentabilité globale.

Divers facteurs, comme la détérioration des marchés boursiers, les révisions à la baisse des notes, la fluctuation des taux d'intérêt, les changements de taux sur les obligations de sociétés et les titres adossés à des actifs, la baisse des revenus et

l'incapacité d'accéder aux marchés financiers en temps opportun pourraient avoir une incidence défavorable sur les ratios de capitalisation, ainsi que nuire à notre situation financière et à notre capacité à mettre en œuvre nos stratégies et nos plans d'affaires. De plus, les modifications réglementaires envisagées par d'autres autorités de réglementation à l'échelle mondiale peuvent avoir une incidence défavorable sur le capital de la FSL inc. et de ses filiales d'assurance. Ces facteurs peuvent nuire à notre situation financière et à notre capacité à exécuter notre stratégie commerciale.

Notes de solidité financière et cotes de crédit

Les notes de solidité financière représentent l'opinion des agences de notation quant à la capacité financière d'une société d'assurance à respecter ses obligations aux termes des contrats d'assurance. Les cotes de crédit reflètent l'opinion des agences de notation quant à la capacité d'un émetteur à respecter les modalités des titres de créance, des actions privilégiées et des fonds propres hybrides de catégorie 1 en temps opportun, et sont des facteurs importants pour évaluer la situation de financement générale d'une société et sa capacité à avoir accès à du financement externe. Toute révision à la baisse par une agence de notation des cotes de crédit attribuées aux titres émis par la FSL inc. et ses filiales ou des notes de solidité financière des filiales d'assurance de la FSL inc. pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

La note de solidité financière attribuée à une société d'assurance constitue un atout concurrentiel important lorsqu'il s'agit de commercialiser ses produits ou d'attirer et de fidéliser des représentants et des distributeurs. Une révision à la baisse de nos notes de solidité financière et de nos cotes de crédit pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation financière, notre position concurrentielle et nos résultats d'exploitation de plusieurs façons, notamment :

- une diminution des nouvelles ventes de produits d'assurance, de rentes et de produits de placement;
- la nécessité de réduire les prix de nos produits et services afin de demeurer concurrentiels;
- une hausse des rachats et des retraits;
- une hausse des frais de réassurance;
- une augmentation de notre coût du capital et la limitation de notre accès aux marchés financiers, ce qui vient réduire notre souplesse financière;
- une réduction de notre capacité à conclure des opérations sur instruments dérivés ou de couverture dans le cours normal des activités et une augmentation des coûts liés à ces opérations;
- une incidence défavorable sur les relations que nous entretenons avec nos conseillers et avec les distributeurs tiers de nos produits.

En outre, des révisions à la baisse de nos cotes de crédit ou de nos notes de solidité financière en dessous des seuils indiqués dans certains de nos contrats dérivés, de nos conventions de réassurance ou d'autres ententes pourraient inciter les contreparties à ces contrats, conventions et ententes à mettre fin à ceux-ci ou à exiger que nous leur fournissions des garanties supplémentaires à l'égard de ces contrats, conventions et ententes sous forme de garanties ou de lettres de crédit.

Tout changement apporté aux méthodes et aux critères utilisés par les agences de notation pourrait également entraîner des révisions à la baisse qui ne découlent pas de changements dans la conjoncture économique générale ou dans notre situation financière.

Des renseignements additionnels concernant nos notes sont fournis dans la présente notice annuelle à la rubrique « Notes » et dans notre rapport de gestion de 2023 à la rubrique « Solidité financière ».

Questions fiscales

La validité et l'évaluation des avantages fiscaux liés à diverses positions fiscales adoptées ou devant être adoptées dans le cadre de la production de nos déclarations de revenus relèvent du droit fiscal et peuvent faire l'objet d'une interprétation. Les lois fiscales sont complexes et leur interprétation nécessite beaucoup de jugement. La provision aux fins de l'impôt sur le revenu découle de l'interprétation par la direction des lois fiscales applicables et de sa meilleure estimation des incidences fiscales des opérations réalisées et des événements survenus au cours d'une période. Le risque existe que les administrations fiscales aient une interprétation différente des lois applicables et elles pourraient affirmer que les positions adoptées en matière de fiscalité par la société imposent une nouvelle cotisation, notamment une nouvelle cotisation aux termes de règles anti-évitement particulières ou générales ou de dispositions d'établissement des prix de cession interne.

Le prélèvement d'impôts, de pénalités et d'intérêts additionnels ou l'atteinte à la réputation de la Compagnie pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation futurs et notre situation financière.

Conformément à la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, les actifs d'impôts reportés sont constatés pour le report prospectif des pertes fiscales et des crédits d'impôt inutilisés ainsi que pour des montants qui ont déjà été comptabilisés dans les états financiers, mais n'entraîneront pas la déduction de montants dans le calcul du revenu imposable jusqu'à des périodes ultérieures. Les actifs d'impôts reportés sont constatés seulement lorsqu'il est probable qu'il y ait un bénéfice imposable à l'égard duquel les futures retenues d'impôt et les pertes fiscales inutilisées puissent être utilisées.

À la fin de chaque période de déclaration, nous devons évaluer la valeur de nos actifs d'impôts reportés. La détermination de nos actifs d'impôts reportés dépend des projections quant aux bénéfices imposables futurs. Nos projections exigent une grande dose de jugement et d'importantes estimations quant aux événements à venir, notamment concernant la conjoncture économique mondiale et la rentabilité future de nos activités. Si la rentabilité de nos activités est inférieure à celle de nos

projections ou si nos perspectives deviennent nettement moins favorables, nous pourrions devoir réduire la valeur de nos actifs d'impôts reportés. Tout changement de nos actifs d'impôts reportés pourrait entraîner des répercussions défavorables importantes sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière futurs.

Nous sommes, en outre, assujettis à l'évolution des règlements régissant l'impôt sur le revenu. Nous avons actuellement un taux d'imposition effectif inférieur au taux d'imposition prévu par la loi au Canada pour les sociétés. Les états financiers de la Compagnie reflètent les incidences fiscales favorables provenant de certains avantages fiscaux, liés notamment au revenu de placement exonéré d'impôt, aux déductions au titre des dividendes reçus, aux crédits d'impôt (de certains placements ou d'impôts payés sur le revenu de source étrangère), et aux taux d'imposition favorables obtenus dans certains territoires dans lesquels la Compagnie exerce ses activités. De plus, bon nombre de nos produits d'assurance-vie permettent aux clients de bénéficier d'un traitement fiscal privilégié en vertu de divers régimes d'imposition. Par exemple, au Canada et aux États-Unis, les contrats d'assurance-vie et les contrats de rente bénéficient du report ou de la suppression de l'imposition des gains (soit les revenus produits par les fonds) cumulés aux termes du contrat. Le risque existe que des modifications apportées aux lois fiscales, aux directives administratives ou à la législation diminuent, voire éliminent certains des avantages qui s'offrent actuellement à la Compagnie ou à ses titulaires de contrat. Ce risque pourrait engendrer une baisse des ventes de produits ou une déchéance de contrats accrue, et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière futurs.

À l'occasion, les gouvernements des pays dans lesquels nous exerçons des activités promulguent des modifications des taux d'imposition des sociétés prévus par la loi. Toute modification apportée aux taux d'imposition nous oblige à revoir et à recalculer nos actifs et passifs d'impôts reportés à la date à laquelle elle entre pratiquement en vigueur. En date du 31 décembre 2023, la Compagnie a déclaré un actif d'impôt reporté net de 3 597 millions de dollars dans ses états consolidés de la situation financière, principalement au Canada. Toute réduction future des taux d'imposition dans des territoires où nous constatons un actif d'impôt différé net pourrait donner lieu à une diminution de la valeur comptable de l'actif d'impôt différé et à une charge d'impôt correspondante une fois la réduction de taux pratiquement en vigueur.

Le 4 août 2023, le ministère des Finances du Canada a publié un avant-projet de loi visant à mettre en œuvre certaines mesures annoncées précédemment, y compris les règles d'application d'un impôt minimal mondial de 15 % en vertu du deuxième pilier du plan d'action en deux piliers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'OCDE), qui doit être appliqué indépendamment d'un territoire à l'autre. Le cadre législatif relatif à l'impôt minimal mondial s'applique à la Sun Life depuis le 1^{er} janvier 2024; cependant le moment de son entrée en vigueur demeure incertain. En vertu de cette législation, la Sun Life pourrait être tenue de payer un impôt supplémentaire correspondant à la différence entre son taux d'imposition effectif par territoire et le taux minimal de 15 %.

Le cadre législatif du deuxième pilier publié par l'OCDE exige un montant d'impôt supplémentaire déterminé indépendamment d'un territoire à l'autre, mais cet impôt peut être payé ou être payable soit auprès du territoire où les bénéficiaires sont générés, au moyen d'un impôt supplémentaire national, soit dans un autre territoire, au moyen des règles d'inclusion du revenu ou des règles sur les bénéficiaires sous-imposés. Outre le cadre législatif de ce deuxième pilier, certains territoires dans lesquels Sun Life exerce ses activités ont instauré ou devraient instaurer un impôt sur le revenu des sociétés. Par exemple, les Bermudes ont adopté une législation sur l'impôt sur le revenu des sociétés qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025, impôt qui devrait être considéré comme un impôt couvert pour les fins du régime du deuxième pilier. Les territoires dans lesquels Sun Life exerce ses activités et où l'impôt supplémentaire pourrait être applicable sont les Bermudes, Hong Kong et l'Irlande, et il est prévu que l'impôt supplémentaire du deuxième pilier puisse être payable dans ces territoires (si un impôt supplémentaire national est instauré) et/ou au Canada (où se trouve l'entité mère ultime).

Procédures judiciaires et procédures engagées aux termes de la réglementation

Nous sommes régulièrement mis en cause dans des poursuites, tant en qualité de défendeur que de demandeur. La note 22.G de nos états financiers consolidés de 2023 renferme des renseignements sur les procédures judiciaires et les procédures engagées aux termes de la réglementation qui sont intégrés par renvoi dans les présentes.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, (i) aucune amende ou sanction n'a été imposée à la Sun Life par un tribunal ou par une autorité de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un investisseur raisonnable dans le cadre d'une prise de décision en matière de placement; (ii) la Sun Life n'a conclu aucun règlement à l'amiable avec un tribunal relativement à la législation canadienne sur les valeurs mobilières ni avec une autorité canadienne de réglementation des valeurs mobilières, et (iii) aucune amende ni sanction n'a été imposée à la Sun Life par une autorité canadienne de réglementation des valeurs mobilières, outre des amendes minimales pour dépôt tardif, ni par un tribunal relativement à la législation canadienne sur les valeurs mobilières.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires, notamment sur la rémunération et les emprunts des administrateurs et des dirigeants, les principaux porteurs de titres de la FSL inc., le nombre de titres pouvant être émis aux termes des régimes à base de titres de participation et les intérêts des personnes averties dans des opérations importantes, le cas échéant, sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la FSL inc. publiée à l'occasion de sa plus récente assemblée annuelle des porteurs de titres, au cours de laquelle a eu lieu l'élection d'administrateurs. Des renseignements supplémentaires d'ordre financier figurent dans le rapport de gestion et dans les états financiers consolidés de la FSL inc. pour le dernier exercice écoulé.

Les demandes d'exemplaires de ces documents peuvent être adressées au secrétaire général de la FSL inc., au 1 York Street, 31st Floor, Toronto (Ontario) M5J 0B6. Des exemplaires de ces documents ainsi que d'autres renseignements supplémentaires relatifs à la FSL inc. peuvent être consultés aux adresses www.sunlife.com, www.sedarplus.ca et www.sec.gov.

LA FINANCIÈRE SUN LIFE INC. ET
LA SUN LIFE DU CANADA, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
(COLLECTIVEMENT, LA « SUN LIFE »)

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit (le « comité ») aide le conseil d'administration de la Sun Life (le « conseil ») à remplir son rôle de surveillance en ce qui a trait à l'exhaustivité des états financiers et des renseignements connexes fournis aux actionnaires et aux autres personnes concernées; à l'observation par la Sun Life des exigences réglementaires en matière financière; au caractère adéquat et à l'efficacité des contrôles internes mis en place et maintenus par la direction; à l'évaluation des compétences, de l'indépendance et du rendement de l'auditeur externe.

1. Fonctions et responsabilités

Le comité aide le conseil à remplir son rôle de surveillance sur les plans suivants :

1.1. Communication de l'information financière

- a) Passer en revue avec la direction et l'auditeur externe de la Sun Life (l'« auditeur externe ») les états financiers trimestriels non audités et les états financiers annuels consolidés audités, y compris les notes qui s'y rattachent, le rapport de gestion et le communiqué de presse qui s'y rapporte (collectivement, les « documents financiers »), et faire des recommandations au conseil en ce qui touche leur approbation.
- b) Au moment de l'examen des documents financiers,
 - i. examiner le bénéfice déclaré et le bénéfice sous-jacent;
 - ii. discuter avec le président et chef de la direction et le premier directeur financier de tout problème important lié aux attestations relatives à la communication de l'information financière et aux contrôles que ces dirigeants doivent déposer auprès des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu de la loi;
 - iii. recevoir des rapports de l'actuaire en chef sur les parties des documents financiers qu'il a établies;
 - iv. passer en revue avec la direction et l'auditeur externe les principales conventions et méthodes comptables et actuarielles suivies par la Sun Life;
 - v. passer en revue les divulgations relatives aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) (y compris les divulgations relatives au climat), qui doivent être comprises dans les documents financiers;
 - vi. tenir compte des nouvelles normes de l'industrie et des nouvelles normes réglementaires et comptables, et de la façon dont celles-ci pourraient se répercuter sur les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Sun Life, y compris la prise en considération d'utiliser des mesures financières non définies par les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »).
- c) Examiner périodiquement les questions d'ordre fiscal.
- d) Examiner, au moins une fois par an, le rapport annuel sur les litiges, au besoin.
- e) À la demande du président du comité, examiner les aspects financiers, comptables et fiscaux liés aux opérations importantes proposées par la Sun Life.

1.2. Contrôle interne

- a) Exiger de la direction qu'elle mette en place et maintienne les systèmes, les processus et les contrôles appropriés pour assurer la communication de l'information financière et de l'information

afférente exacte et exhaustive en temps opportun, évaluer l'efficacité de ces processus et contrôles, et veiller à ce que des mesures soient prises pour gérer tout manquement important au contrôle interne.

- b) Revoir au moins une fois par an l'approbation du Cadre de contrôle interne de la Sun Life, lequel comprend notamment des procédures mises sur pied pour traiter les plaintes reçues par la Sun Life relativement aux pratiques comptables, aux contrôles comptables internes ou aux questions relatives à l'audit, ainsi que pour la transmission confidentielle et anonyme par les employés de préoccupations concernant des questions douteuses en matière de comptabilité ou d'audit, le cas échéant, et émettre des recommandations à cet effet à l'intention des membres du conseil.
- c) Passer en revue les rapports trimestriels du premier directeur du contrôle de la conformité sur des plaintes portant sur les pratiques comptables, les contrôles comptables internes ou les questions relatives à l'audit, le cas échéant.
- d) Passer en revue les rapports trimestriels de la direction sur l'efficacité des contrôles internes de la Sun Life à l'égard de l'information financière, y compris concernant l'évolution des normes liées aux divulgations relatives aux facteurs ESG (notamment les divulgations relatives au climat).
- e) Passer en revue, au besoin, les rapports de la direction relatifs aux nouvelles normes de l'industrie et aux nouvelles normes réglementaires et comptables, notamment leurs conséquences sur les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Sun Life, ainsi que le statut de leur mise en œuvre.
- f) Rencontrer périodiquement les premiers directeurs financiers et les premiers directeurs de l'audit des organisations pour examiner l'environnement de contrôle, les ressources, la structure organisationnelle et les priorités.

1.3. Audit interne

- a) Passer en revue les rapports trimestriels du premier directeur de l'audit sur l'efficacité des contrôles internes de la Sun Life.
- b) Examiner et approuver le plan annuel d'audit interne et toute modification importante apportée à celui-ci, examiner toute limitation de l'étendue des activités ou de l'accès à l'information durant l'audit, et vérifier que le plan cadre avec le plan d'audit de l'auditeur externe.
- c) En collaboration avec le président du comité d'audit, interagir avec le premier directeur de l'audit au besoin, en vue de l'exécution du mandat. Sur le plan fonctionnel, le premier directeur de l'audit relève du président du comité d'audit et, sur le plan administratif, du président et chef de la direction.

1.4. Audit externe

- a) Passer en revue les rapports sur les résultats d'audit de l'auditeur externe et (i) confirmer auprès de l'auditeur externe que les états financiers, y compris les notes afférentes, présentent avec justesse la position financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Sun Life; (ii) s'assurer que l'auditeur externe est convaincu que les jugements portés et les estimations comptables faites par la direction, ainsi que les principes comptables choisis par la direction, reflètent l'application adéquate des normes IFRS; (iii) discuter avec l'auditeur externe de tout changement important qui a dû être apporté au plan d'audit externe; (iv) aborder toute question importante portée à l'attention de la direction au cours de l'audit ou de l'examen et superviser la résolution de toute mésentente, notamment en ce qui a trait à toute limitation de l'étendue des activités ou de l'accès à l'information, et à toute question devant faire l'objet d'une discussion en vertu des normes d'audit généralement reconnues.
- b) Discuter avec l'auditeur externe (chaque trimestre) des résultats de l'examen trimestriel des états financiers en abordant notamment les jugements clés, les opérations importantes effectuées durant le trimestre et les progrès liés au plan d'audit externe.

- c) S'assurer de l'indépendance de l'auditeur externe, compte tenu des exigences en la matière prévues par les lois régissant la Sun Life, par les règles applicables des Bourses auxquelles sont inscrites les actions de la Sun Life et par les organismes de réglementation chargés d'établir les exigences et les politiques relatives à l'indépendance de l'auditeur. Au moins une fois par an, l'auditeur externe présente au comité une déclaration écrite exposant toutes ses relations avec la Sun Life; le comité la passe en revue avec lui et, au besoin, recommande au conseil de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer de l'indépendance de l'auditeur externe et de sa responsabilité envers le comité, le conseil et les actionnaires.
- d) Évaluer les compétences et le rendement de l'auditeur externe (incluant le moment et la mise en œuvre de l'affectation de l'associé principal d'audit), et recommander au conseil la nomination ou, s'il l'estime approprié, le remplacement de l'auditeur externe, sous réserve de l'approbation des actionnaires.
- e) Examiner et approuver la portée et les conditions de la mission d'audit de l'auditeur externe, et examiner la lettre de mission et la rémunération de l'auditeur externe et faire des recommandations à ce sujet au conseil pour approbation.
- f) Passer en revue et approuver les Principes directeurs visant à restreindre le recours aux services de l'auditeur externe, qui décrivent les services sur lesquels peuvent porter les missions confiées à l'auditeur externe, le processus d'approbation de ces services et la politique relative à l'embauche d'anciens membres du personnel de l'auditeur externe.
- g) Déterminer, passer en revue et approuver les services offerts par l'auditeur externe et les honoraires à lui payer relativement à l'audit, aux services rendus qui y sont reliés et à d'autres services qui sont prévus par la loi et qui sont conformes aux Principes directeurs visant à restreindre le recours aux services de l'auditeur externe.
- h) Passer en revue avec l'auditeur externe et la direction l'étendue générale du plan d'audit externe, les procédures de contrôle de la qualité et les ressources que l'auditeur externe consacrera à l'audit.
- i) Discuter avec l'auditeur externe des éléments financiers et des aspects liés au contrôle que comportent les opérations importantes proposées par la Sun Life.

1.5. Ressources et talents

- a) Au moins une fois par an, passer en revue la description du mandat, des responsabilités et des pouvoirs de l'actuaire en chef, du premier directeur de l'audit et du premier directeur financier ainsi que la structure organisationnelle des secteurs de l'Actuariat, des Finances et de l'Audit interne, et approuver les changements qui y sont apportés.
- b) Au moins une fois par an, vérifier l'autorité, l'indépendance et les ressources de l'actuaire en chef, du premier directeur de l'audit et du premier directeur financier.
- c) Au moins une fois par an, passer en revue les rapports de la direction sur l'état des technologies de l'information soutenant la présentation de l'information financière et actuarielle par la Sun Life.
- d) Approuver, au moins une fois par an, les objectifs de l'actuaire en chef, du premier directeur de l'audit et du premier directeur financier, et vérifier, au moins une fois par an, l'efficacité des secteurs des Finances, de l'Actuariat et de l'Audit.
- e) Examiner, au moins une fois par an, les plans de relève pour l'actuaire en chef, le premier directeur de l'audit et le premier directeur financier, et les autres postes de la haute direction supervisés par le comité.
- f) Être consulté, par l'entremise du président du comité, à l'avance relativement à la nomination, à la réaffectation, au remplacement et à la révocation du mandat de l'actuaire en chef, du premier directeur de l'audit ou du premier directeur financier, et être consulté chaque année relativement à l'évaluation du rendement et à l'attribution de la rémunération de ces derniers.
- g) Exiger de l'actuaire en chef, du premier directeur de l'audit et du premier directeur financier qu'ils signalent toute mésentente majeure entre eux et les membres de la haute direction en ce qui touche les opérations et faire le suivi des mesures prises à cet effet.

1.6. Réglementation

- a) Passer en revue les questions relevant de son mandat qui sont traitées dans les comptes rendus d'examens périodiques et les rapports semblables reçus des organismes de réglementation, ainsi que les mesures et les recommandations mises de l'avant par la direction.
- b) Passer en revue avec l'auditeur externe et l'actuaire en chef les rapports et relevés que la Sun Life est tenue de produire aux termes de la loi, et en discuter avec eux.
- c) Discuter avec l'auditeur externe de toute question de réglementation touchant l'auditeur externe.

2. Composition et procédures

2.1. Participation au conseil

- a) Le comité se compose d'au moins trois administrateurs, dont un président, qui sont nommés par le conseil chaque année à la suite de l'assemblée annuelle.
- b) Chacun des membres du comité doit être indépendant au sens défini par les principes directeurs relatifs à l'indépendance des administrateurs.
- c) Le comité de la gouvernance, des placements et de révision passe en revue la composition du comité chaque année pour faire en sorte que le comité, dans son ensemble, soit composé de membres présentant les compétences, l'expérience et l'expertise requises pour remplir le mandat du comité.
- d) Chacun des membres du comité doit posséder des connaissances sur le plan financier. De l'avis du conseil, un membre du comité possède des connaissances sur le plan financier si, après avoir demandé et reçu des explications ou des renseignements de la part de la haute direction des finances de la Sun Life ou de l'auditeur externe, il est en mesure de lire et de comprendre les états financiers consolidés de la Sun Life et il en possède une compréhension suffisante pour être capable de poser de façon intelligente des questions pointues sur les aspects importants de ces états financiers et d'évaluer de façon intelligente les réponses à ces questions.
- e) Au moins un membre du comité doit être admissible, selon le jugement du conseil, à titre d'expert financier (au sens donné à l'expression *audit committee financial expert* par la Securities and Exchange Commission des États-Unis).
- f) Le comité discute des compétences requises pour être un expert financier et détermine si un membre du comité est un expert financier et, en collaboration avec le comité de la gouvernance, des placements et de la révision, s'assure que tous les membres du comité ont des connaissances sur le plan financier.
- g) Le conseil peut en tout temps relever de ses fonctions ou remplacer tout membre du comité et il doit pourvoir les postes vacants du comité.

2.2. Réunions et procédures

- a) Une réunion du comité peut être convoquée en tout temps par le président du conseil d'administration (le « président du conseil ») ou par tout membre du comité.
- b) Le comité se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins quatre fois par année.
- c) Le quorum est atteint lorsque trois membres sont présents aux réunions du comité.
- d) Le président du comité présente au conseil un compte rendu des activités du comité après chaque réunion.
- e) L'auditeur externe présente un compte rendu au comité. Il est aussi informé de toutes les réunions du comité et peut assister à celles-ci.
- f) À chaque réunion réservée aux membres du comité et à chaque réunion inscrite au calendrier, le comité tient une séance privée avec l'actuaire en chef, le premier directeur de l'audit, le premier directeur financier et les représentants de l'auditeur externe, et avec le premier directeur de la gestion des risques et le premier directeur du contrôle de la conformité au besoin, et ces personnes ont accès, sans aucune restriction, aux membres du comité entre les réunions.

- g) Le comité revoit les sujets figurant au programme d'activités, au besoin, et, chaque année, il revoit la présente charte. Le cas échéant, il propose des changements au conseil pour que ce dernier les approuve.
- h) Le comité passe en revue le compte rendu et la liste des points à suivre de chaque réunion du comité.
- i) La charte est affichée sur le site Web de la Sun Life, et le comité prépare un compte rendu des activités qui est joint à la circulaire d'information annuelle.
- j) Le comité évalue le rendement annuel du comité et de son président, et examine le résultat de l'évaluation avec le conseil.

3. Accès à la direction et aux conseillers indépendants

Le comité :

- a) Peut entrer en communication avec les membres de la direction, sans restriction. En collaboration avec le président du conseil, il peut, s'il l'estime nécessaire, engager aux frais de la Sun Life des conseillers spéciaux qui donneront un avis indépendant.
- b) Définit la portée et la périodicité des examens indépendants des secteurs des Finances, de l'Actuariat et de l'Audit interne.